

IMMOMOURY



RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2026

Immo Moury publie son document d'enregistrement universel suivant les exigences de reporting ESEF (European Single Electronic Format), conformément à l'article 4 de la directive sur la transparence-directive 2024/109/CE. Ce document est une copie de la version ESEF.

Chiffres-clés¹

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
PATRIMOINE		
Juste valeur du portefeuille immobilier	41.399	41.387
Juste valeur du portefeuille titres SIR et FIIS	4.863	4.205
Total portefeuille	46.262	45.592
Taux d'occupation des immeubles ²	93,07%	98,73%
Rendement brut annuel des immeubles ³	6,08%	6,98%
Ratio d'endettement ⁴	47,91%	49,26%
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL		
Résultat locatif net	2.519	2.885
Résultat immobilier	2.458	2.958
Résultat d'exploitation des immeubles	1.894	2.314
Résultat d'exploitation avant résultat sur portefeuille	1.525	1.925
Résultat sur vente d'immeubles de placement	0	0
Variation de la juste valeur des immeubles de placement	-3	-520
Autre résultat sur portefeuille	-30	14
Résultat d'exploitation	1.491	1.419
Résultat financier	-141	-598
Impôts	-56	-57
Résultat net de l'exercice	1.294	764
Autres éléments du résultat global	575	-41
Résultat global de l'exercice	1.869	723
<i>Résultat net de l'exercice, hors variation de la juste valeur du portefeuille immobilier et des instruments de couverture</i>	<i>1.129</i>	<i>1.446</i>
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Total des actifs non courants	48.236	47.507
Total des actifs courants	485	524
Total des actifs	48.721	48.031
Total des capitaux propres	26.147	25.110
Total des passifs non courants	18.199	18.759
Total des passifs courants	4.375	4.162
Total du passif	48.721	48.031
L'ACTION IMMO MOURY		
Nombre d'actions souscrites (en nombre d'actions)	463.154	463.154
Valeur nette d'inventaire (en €) ⁵	56,58	54,34
Dividende brut par action (en €)	1,80	1,80
Dividende net par action (en €) ⁶	1,26	1,26
Cours de bourse au 31 mars (en €)	33,40	30,60
Cours de bourse moyen au cours de l'exercice (en €) ⁷	34,48	31,37
Rendement dividendaire brut (en %) ⁸	5,22%	5,74%
Rendement dividendaire net (en %)	3,65%	4,02%

1. Il s'agit de chiffres clés établis sur base statutaire. Les chiffres indiqués peuvent présenter des différences liées aux arrondis. Certaines modifications de classification ont été réalisées dans l'exercice comparatif. Elles sont détaillées en note de bas de page dans les états financiers.
2. Le taux d'occupation des immeubles est calculé comme le ratio entre la juste valeur des biens loués à la date de clôture et le total du portefeuille immobilier déduction faite des terrains, des immeubles en construction, des projets de développement et des immeubles détenus en vue de la vente.
3. Le rendement brut annuel des immeubles de placement est calculé comme le rapport entre les loyers perçus au cours de l'exercice (€ 2.519 milliers) et la juste valeur du portefeuille immobilier à la date de clôture de cette période (€ 41.399 milliers). Le rendement brut des titres SIR et FIIS (qui devrait être calculé comme le rapport entre les dividendes concernant la période considérée et la juste valeur des titres SIR en portefeuille à la date de clôture de cette période) n'est pas présenté car les dividendes perçus ne concernent pas les périodes présentées ci-dessus (date de clôture différente à celle d'Immo Moury

- et, dans certains cas, acomptes sur dividende perçus). Les informations concernant les rendements dividendaires des titres de SIR en portefeuille sont disponibles sur les sites internet des SIR que nous avons en portefeuille. Concernant le rendement dividendaire des titres de la FIIS en portefeuille, nous nous référons à la note 21 du rapport sur les états financiers.
4. Calculé comme le ratio entre l'endettement défini par l'article 13 §1^{er}, alinéa 2,3 et 4 de l'AR du 13 juillet 2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées et le total du passif. Le détail du calcul est repris en note 31 du rapport sur les états financiers.
 5. Valeur obtenue en divisant l'actif net d'Immo Moury par le nombre d'actions émises sous déduction des actions propres détenues par la société à la date de clôture.
 6. Depuis le 1^{er} janvier 2017, le précompte mobilier sur les dividendes s'élève à 30 %.
 7. Le cours de bourse moyen est calculé comme la moyenne des cours de clôture de l'action Immo Moury au cours de l'exercice.
 8. Valeur obtenue en divisant le dividende brut par le cours de bourse moyen de l'exercice.



Sommaire

Chiffres clés	00
Qui sommes-nous ?	02
Message du président	03
Administrateur unique et son conseil	04
Dirigeants effectifs et équipe opérationnelle	04
Faits marquants de l'exercice	05
Stratégie et politique d'Immo Moury	06
Informations boursières	07
Rapport de gestion de l'administrateur unique	09
Rapport immobilier	35
Rapport sur les états financiers	53
Rapport du commissaire sur les comptes annuels	97
Renseignements	103
Fiche informative et calendrier financier	104

Qui sommes-nous ?

Immo Moury SA a été constituée le 18 juillet 2007 et a été agréée en qualité de Sicafi belge le 21 août 2007. Le 7 novembre 2014, Immo Moury SA a acquis le statut de société immobilière réglementée publique. Le 26 janvier 2023, Immo Moury a été transformée en société anonyme.

Au 31 mars 2026, la juste valeur du portefeuille de Immo Moury s'élève à € 46.262 milliers.

Le portefeuille immobilier actuel est constitué d'immeubles situés essentiellement en Province de Liège mais également en Région Wallonne et en Région Bruxelloise, dont la juste valeur s'élève à € 41.399 milliers au 31 mars 2026. Ces immeubles en portefeuille au 31 mars 2026 représentent une surface de 34.977 m².

Le portefeuille est également constitué de titres d'autres sociétés immobilières réglementées ainsi que d'un fonds d'investissement immobilier spécialisé dont la juste valeur est de € 4.863 milliers au 31 mars 2026.

Immo Moury SA est cotée sur le premier marché de Euronext Brussels depuis le 30 juin 2008 et la capitalisation boursière est d'environ € 15 millions suivant le cours de bourse de l'action Immo Moury au 26 juin 2026.

Message du président

- Résultat net de l'exercice de € 1.294 milliers (+69 % par rapport à l'exercice précédent)
- Proposition à l'assemblée générale ordinaire d'un dividende brut de 1,8000 euros par action, soit un dividende net de 1,26 euros
- Rendement dividendaire brut de 5,22 % et net de 3,65 %¹ par rapport au cours de bourse moyen de l'action Immo Moury au cours de l'exercice

Mesdames, Messieurs,
Chers actionnaires,

Au 31 mars 2026, le portefeuille d'Immo Moury s'élève à € 46,3 millions (y compris € 4,9 millions de titres de FIIS et d'autres SIR).

Les revenus locatifs s'élèvent à € 2,6 millions en 2025-2026, en baisse de 11% par rapport aux revenus de l'année précédente.

Le résultat net de l'exercice, hors variation de la juste valeur du portefeuille immobilier et des instruments de couverture s'élève à € 1,1 millions au 31 mars 2026, en baisse de 22% par rapport à l'année précédente.

La variation de juste valeur des immeubles a eu un impact quasi nul durant l'exercice 2025-2026, tandis que la variation de juste valeur des instruments de couverture a généré un produit de € 0,2 million. Par conséquent, le résultat net s'élève à € 1,3 million au 31 mars 2026 contre € 0,8 million l'année précédente.

Le ratio d'endettement de Immo Moury au 31 mars 2026 se situe à 47,91 %. Il en résulte une capacité d'endettement disponible supplémentaire de l'ordre de € 8 millions à portefeuille constant pour atteindre la limite de 65 % d'endettement imposée à une SIR.

L'administrateur unique a décidé de proposer à l'assemblée générale des actionnaires du 8 septembre 2026 le paiement d'un dividende brut par action de 1,800 euros (soit 1,2600 euros net par action), ce qui correspond à un rendement dividendaire brut de 5,22 % sur base du cours moyen de l'action Immo Moury au cours de l'exercice.

Le payout s'établit à € 0,8 million ce qui est supérieur au seuil minimum de distribution² (comme détaillé au chapitre 3 de l'Annexe C de la loi du 13 juillet 2014). Le pourcentage du payout par rapport au résultat corrigé selon le chapitre 3 de l'Annexe C de la loi du 13 juillet 2014 s'élève à 71,1%. Il est inférieur à 80 % car le montant affecté à la diminution de la dette est déduit du résultat corrigé pour obtenir le seuil minimum de distribution.

Sous les réserves d'usage, Immo Moury envisage le futur de manière sereine vu la majorité de ses immeubles loués à long terme, l'indexation de ses revenus et ses contrats de couverture de taux la protégeant en grande partie contre une hausse de taux.

Pour terminer, je tiens à remercier au nom du Conseil d'administration de l'administrateur unique, l'ensemble de nos collaborateurs, partenaires et actionnaires, qui ont contribué à notre succès avec enthousiasme. Je les remercie plus particulièrement pour la confiance qu'ils nous ont témoignée depuis l'introduction en bourse et qu'ils continueront, je l'espère, à nous témoigner dans le futur.

M. MICHEL FORET,
président du Conseil d'administration de Moury Management SA, administrateur unique.

1. Le taux du précompte mobilier sur dividende s'élève à 30% depuis le 1^{er} janvier 2017.

2. Le détail du calcul est repris au point 9 du rapport de gestion.

Administrateur unique et son Conseil d'administration

Moury Management SA est l'administrateur unique d'Immo Moury SA.

Moury Management a pour objet exclusif la gestion de la société immobilière réglementée Immo Moury et n'exerce aucun autre mandat. Le mandat de l'administrateur unique de Moury Management a une durée indéterminée.

Moury Management SA est représentée par son Conseil d'administration qui est composé comme suit :

Nom de l'administrateur	Fonction de l'administrateur	Critère d'indépendance	Période de fonction pendant l'exercice	Début de mandat	Fin de mandat	Nombre d'années en tant qu'administrateur indépendant
M. Michel Foret	Administrateur non exécutif (Président du Conseil)	Indépendant	Tout l'exercice	10/09/25	09/09/31	7
M. Gilles-Olivier Moury ¹	Administrateur exécutif	Non indépendant	Tout l'exercice	10/09/25	09/09/31	Non applicable
Mme Christelle Goffin ¹	Administrateur exécutif	Non indépendant	Tout l'exercice	10/09/25	09/09/31	Non applicable
Mme Danielle Coune	Administrateur non exécutif	Indépendant	Tout l'exercice	10/09/25	09/09/31	7
M. Pierre Gustin	Administrateur non exécutif	Indépendant	Tout l'exercice	14/09/21	14/09/27	5

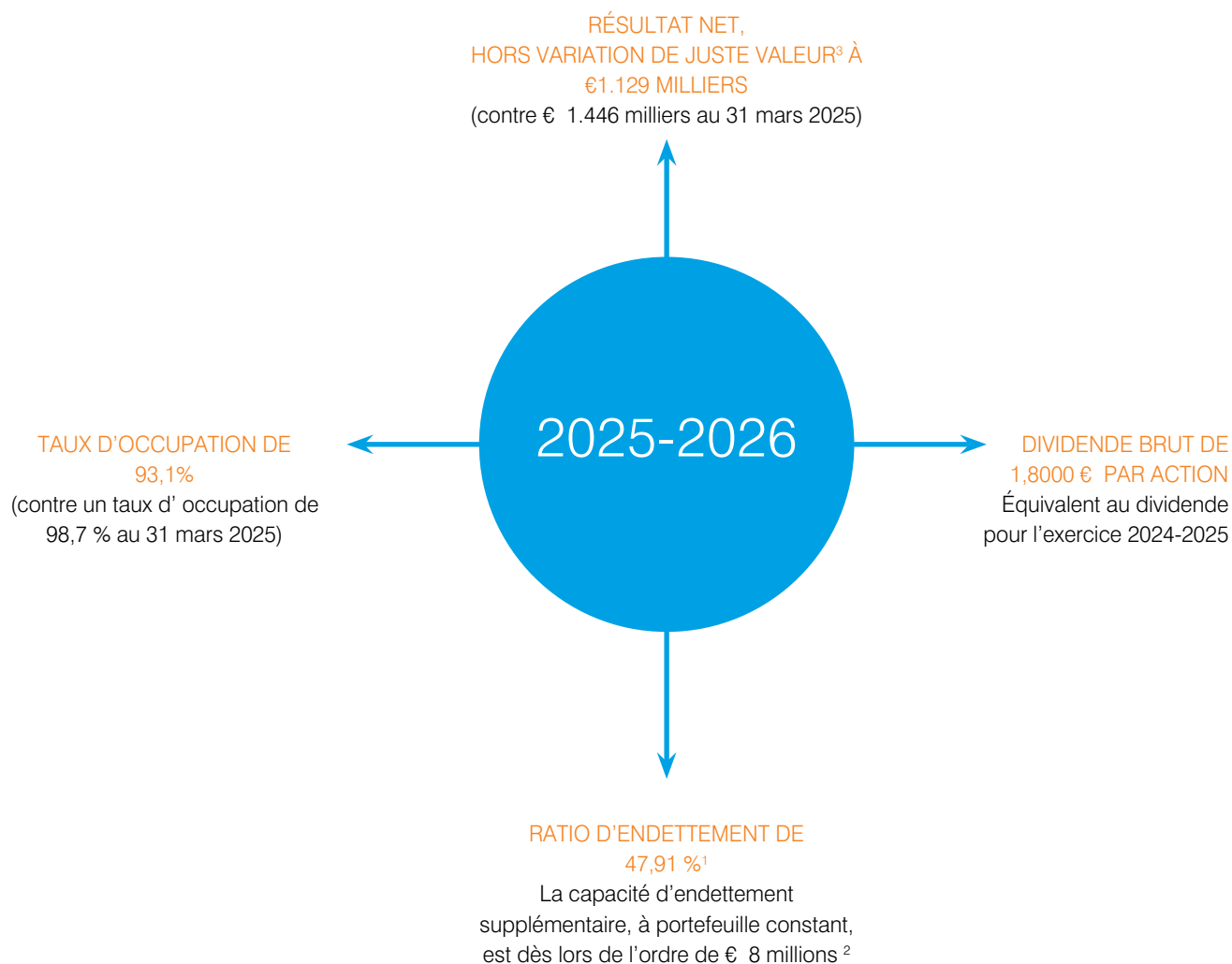
Dirigeants effectifs et équipe opérationnelle

Conformément à l'article 14, §3 de la loi du 12 mai 2014, la direction effective d'Immo Moury est confiée à Monsieur Gilles-Olivier Moury et Madame Christelle Goffin, tous deux administrateurs de Moury Management SA. Monsieur Gilles-Olivier Moury exerce cette fonction à titre gratuit depuis la création de la société.

Immo Moury SA dispose d'une équipe opérationnelle de six personnes placées sous la direction et la responsabilité de Moury Management SA.

1. Dirigeant effectif

Faits marquants de l'exercice



1. Calculé comme le ratio entre l'endettement défini par l'article 13 § 1^{er}, alinéa 2, 3 et 4 de l'AR du 13 juillet 2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées (€ 22.478 milliers) et le total de l'actif diminué des instruments de couverture comptabilisés à l'actif (€ 46.913 milliers). Le détail du calcul est repris en note 31.

2. Calculé comme l'endettement complémentaire disponible avant d'atteindre le plafond d'endettement de 65 % repris dans l'article 23 de l'AR du 13 juillet 2014, relatif aux SIR (soit € 46.913 milliers x 65 % - 22.478 milliers).

3. Ceci correspond au résultat net hors variation de la juste valeur du portefeuille immobilier et des instruments de couverture. Ceci permet d'évaluer le résultat de l'activité immobilière d'Immo Moury en excluant les principaux éléments non cash qui impactent le résultat net.

Stratégie et politique d'Immo Moury

Immo Moury poursuit une stratégie qui consiste à détenir ses immeubles pour compte propre pour une longue durée, les maintenir en parfait état locatif, y faire les travaux nécessaires pour les maintenir en parfaite conformité avec la réglementation existante et y apporter de la valeur ajoutée en les adaptant aux attentes des locataires et plus généralement de développer son portefeuille immobilier de manière prudente.

Cette stratégie est mise en œuvre, d'une part, par l'exécution de travaux de rénovation sur les biens immobiliers inoccupés et, d'autre part, par l'étude de dossiers d'investissement en ce qui concerne l'acquisition, la construction, la rénovation, l'extension ou, plus généralement, le développement de bâtiments.

À court terme, la Société a pour objectif de remettre en état les immeubles de placement inoccupés en vue de trouver rapidement des preneurs et de maintenir ainsi un taux d'occupation proche de 100 %.

À long terme, elle entend mettre en œuvre une stratégie de croissance prudente qu'elle souhaite traduire par plusieurs investissements et a pour objectif d'atteindre une taille critique suffisante pour améliorer la liquidité de ses actions ainsi que de diversifier davantage son portefeuille.

La Société exécute cette stratégie en concluant des accords :

- avec des exploitants pour acquérir ou construire des biens qui leur seront loués;

- avec des promoteurs et entrepreneurs pour acquérir des biens en état futur d'achèvement;

- avec des tiers pour réaliser des opérations qui dépasseraient la capacité d'investissement de la Société ou pour bénéficier de compétences locales ou sectorielles spécifiques.

La conjoncture économique n'a pas permis à Immo Moury de croître au rythme qu'elle avait escompté.

Toutefois, depuis son agrément, la Société a investi € 33 millions dans son patrimoine immobilier, ce qui représente une croissance de 180 % de sa valeur initiale en 19 ans (malgré quelques cessions de biens immobiliers vétustes).

La Société ne détient pas de biens immobiliers qui représentent plus de 20 % du total de ses actifs.

La Société réitère sa volonté d'accroître la diversification de ses actifs.

Le management est à l'étude de projets d'investissement et reste attentif à toute forme d'opportunités qui pourraient se présenter et qui entrent dans la stratégie du management.

Les critères d'acquisition ou de développement suivants résument la stratégie d'Immo Moury :

- bail de longue durée;
- locataires de qualité;
- possibilité d'acquisition via la reprise de sociétés immobilières;
- localisations de premier plan du bien;
- investissements privilégiés entre 5 et 10 millions d'euros sur la base de bâtiments loués à plus de 75 %;
- bâtiments polyvalents et de qualité;
- terrains à bâtir.

La Société est prête à saisir toute opportunité d'investissement qui s'offrirait à elle et qui correspondrait à ses critères d'acquisition et développement.

Informations boursières

Au 31 mars 2026, la valeur nette d'inventaire est égale à € 56,58 contre un cours de bourse de € 33,40.

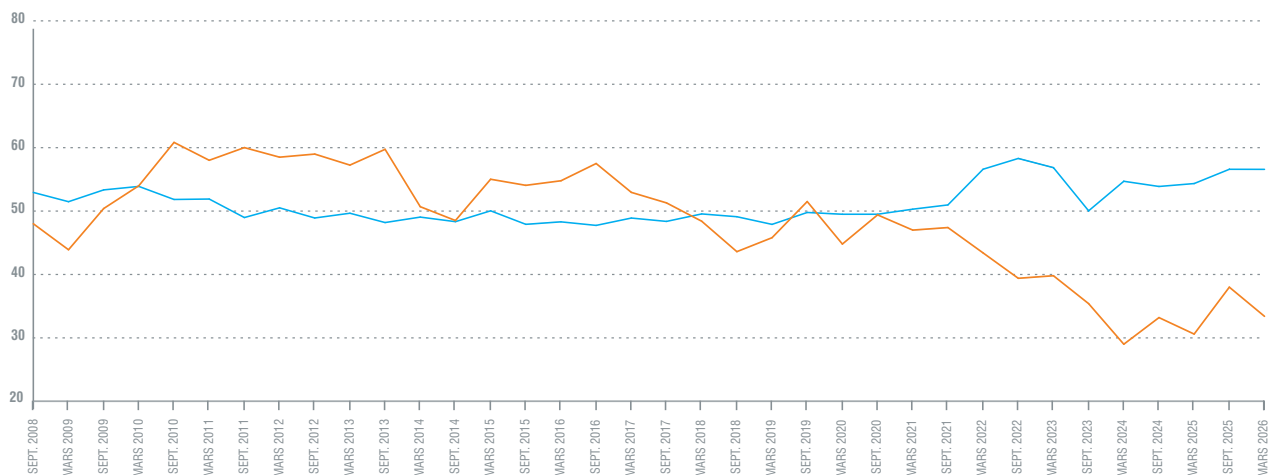
Au 31 mars 2025, la valeur nette d'inventaire est égale à € 54,34 contre un cours de bourse de € 30,60.



ISIN :	BE0003893139
Code Euronext :	BE0003893139
Marché :	EURONEXT BRUXELLES
Type :	Actions - Actions ordinaires - Double fixing
Compartiment :	C (Small caps)

COURS IMMO MOURY

VALEUR NETTE PAR ACTION





Rapport de gestion de l'administrateur unique

1. Déclaration de gouvernement d'entreprise

ADHÉSION AU CODE BELGE DE GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Immo Moury SA applique le Code belge de Gouvernance d'entreprise publié le 17 mai 2019 (ci-après, le "Code 2020"), qui constitue son code de référence au sens de l'article 3:6, §2, 1° du Code des sociétés et des associations qui peut être consulté notamment sur le site : www.corporategovernancecommittee.be.

Le Conseil d'administration déclare qu'à sa connaissance, la gouvernance d'entreprise pratiquée par Immo Moury est conforme aux règles du Code 2020.

La charte de gouvernance d'entreprise d'Immo Moury a été rédigée par l'administrateur unique sur base des recommandations du Code belge de gouvernance d'entreprise 2020. Cette Charte qui a été mise à jour pour la dernière fois le 6 juin 2023 est disponible sur notre site internet : www.immomoury.com.

DISPOSITIONS DU CODE AUXQUELLES LA SOCIÉTÉ NE S'EST PAS CONFORMÉE AU COURS DE L'EXERCICE QUI FAIT L'OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

DURÉE DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE¹

Les administrateurs sont nommés pour six ans conformément à l'article 12 des statuts de l'administrateur unique, Moury Management, ce qui déroge au principe 5 point 5.6 du Code 2020, et sont rééligibles. L'activité de la société demande en effet la présence

d'administrateurs expérimentés et la taille et l'organisation de la société requièrent une grande stabilité au sein du conseil d'administration.

COMITÉS D'AUDIT, DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION²

Selon l'article 7:99, § 3 et 7:100 § 4 du Code des sociétés et des associations, la constitution des comités d'audit et de rémunération n'est pas obligatoire si les sociétés cotées répondent au moins à deux des trois critères suivants :

- nombre moyen de salariés inférieur à 250 personnes;
- total du bilan inférieur ou égal à 43.000.000 euros;
- chiffres d'affaires net annuel inférieur ou égal à 50.000.000 euros.

Immo Moury répond à deux des trois critères d'exclusion précités puisque son total bilantaire est supérieur à 43.000.0000 euros.

Par conséquent, Immo Moury a décidé, en raison de sa moindre taille et de l'ampleur de ses activités, de n'instituer ni un comité d'audit, ni un comité de rémunération. En conséquence, le conseil d'administration de l'administrateur unique cumule ses compétences et les missions du comité de rémunération et du comité d'audit.

De plus, pour les mêmes raisons que celles énoncées ci-dessus, le conseil d'administration de l'administrateur unique a décidé également de ne pas instituer de comité de nomination.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS EXÉCUTIFS ET DIRIGEANT EFFECTIFS³

En raison de l'ampleur de l'activité de la société et de la structure de son actionnariat, la rémunération des administrateurs et des dirigeants effectifs n'est ni liée à leurs performances individuelles ni à celles de la société.

La rémunération des administrateurs non exécutifs et de Monsieur Gilles-Olivier Moury est uniquement constituée des jetons de présence au conseil d'administration. La rémunération de Christelle Goffin est constituée d'un package salarial incluant une voiture de société ainsi que des jetons de présence.

Les administrateurs non exécutifs ne perçoivent pas une partie de leur rémunération sous la forme d'actions de la société.

PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

L'ORGANISATION DU CONTRÔLE INTERNE ET DE LA GESTION DES RISQUES

Compte tenu de la petite taille d'Immo Moury, du nombre très limité d'intervenants et de la forte implication directe et continue des dirigeants effectifs, l'organisation administrative et comptable existante est peu complexe et les canaux de communication très courts.

1. Dérogation à la disposition 5.6 du Code 2020

2. Dérogation au principe 4 du Code 2020

3. Dérogation aux dispositions 7.7 à 7.9 du Code 2020

Le contrôle interne en matière d'information financière et comptable au sein d'Immo Moury repose sur les éléments suivants :

- Respect des règles et principes comptables applicables;
- Communication des informations financières de la société;
- Reporting semestriel et budget régulièrement mis à jour;
- La qualité du contrôle interne est évaluée au fil de l'exercice :
- par la direction effective, qui veille à la pertinence et à l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de la Société et assure le suivi de l'audit interne et du contrôle externe effectué par le commissaire, formule tous avis et recommandations au conseil d'administration de l'administrateur unique dans ces domaines; elle procède notamment à la revue des clôtures semestrielles, des traitements comptables spécifiques, des litiges et des principaux risques;
- par l'auditeur interne qui est chargé d'examiner et d'évaluer le bon fonctionnement, l'efficacité et l'efficience du contrôle interne ainsi que des fonctions de compliance et de gestion des risques;
- par le commissaire dans le cadre de sa revue des comptes semestriels et annuels qui formule des recommandations concernant le contrôle interne et la tenue des états financiers.

INFORMATIONS SUR LES RISQUES

Toute activité comporte, par essence, des risques. L'objectif d'Immo Moury est de gérer au mieux ces risques afin de générer des revenus stables et récurrents. Les principaux facteurs de risques auxquels Immo Moury est confrontée font l'objet d'un suivi régulier.

Les principaux risques auxquels Immo Moury est confrontée ainsi que les réponses mises en place pour contrôler ces risques sont détaillés ci-dessous :

LE MARCHÉ

Risque économique

Description du risque

Immo Moury SA est exposée au risque de chômage immobilier en fonction de l'offre et de la demande sur le marché immobilier. Ce risque est étroitement lié à la diversification commerciale, géographique et sectorielle.

Réponses pour contrôler le risque

La société limite ce risque en veillant à maintenir une diversification suffisante :

- des types d'actifs (bureaux, semi-industriels, commerces, résidentiels, titres de SIR et FIIS) ;
- du type de locataire (public, privé) ;
- de la localisation géographique des biens.

LE PATRIMOINE IMMOBILIER D'IMMO MOURY

Risque afférent aux revenus locatifs

Description du risque

La totalité du chiffre d'affaires d'Immo Moury est constitué des loyers générés

par la location d'une part et par la perception des dividendes des titres détenus dans d'autres SIR et FIIS d'autre part. La société est dès lors exposée au risque de la perte de revenus locatifs liée au départ de locataires, au risque de défaillance financière des locataires ainsi qu'au risque lié à l'évolution de l'activité des autres SIR dans lesquelles Immo Moury détient des titres, qui pourrait générer une diminution des dividendes. La diminution du taux d'occupation des immeubles, le défaut de paiement de loyers et la baisse des dividendes perçus sont susceptibles d'avoir une incidence négative sur les résultats d'Immo Moury. De plus, en cas de départ de locataire ou de renouvellement du bail, la vacance ou le renouvellement à un loyer inférieur peut affecter les revenus de la société et sa trésorerie.

Réponses pour contrôler le risque

Concernant la défaillance financière des locataires, des procédures de suivi de paiement rigoureuses sont mises en place.

Les immeubles amenant de manière récurrente des locataires avec une situation financière non solide sont identifiés et analysés en termes de rentabilité pour décider s'il est opportun de les maintenir en portefeuille ou si il est préférable de les mettre en vente afin d'investir dans des biens immobiliers plus rentables.

Au 31 mars 2026, le taux d'occupation s'élève à 93,07 % contre 98,73 % au 31 mars 2025. Le montant des créances douteuses s'élève à € 45 milliers à l'actif de bilan. Il y a eu de réductions de valeurs actées au cours de l'exercice pour un montant de € 47 milliers alors que les reprises de réductions de valeurs enregistrées au cours de l'exercice se sont élevées à € 18 milliers. Des gratuités locatives ont été accordées en début de bail pour un montant de € 53

milliers durant l'exercice 2025-2026, correspondant à 3 mois de loyers pour un locataire qui a signé un nouveau bail de 9 ans ferme.

Risque lié à la juste valeur des immeubles

Description du risque

Le portefeuille immobilier est évalué trimestriellement. Cette évaluation des biens à la hausse ou à la baisse influe directement sur le résultat net, les fonds propres et le ratio d'endettement de la Société.

La Société est également exposée au risque de surévaluation ou de sous-évaluation des immeubles par les experts immobiliers indépendants par rapport à la réalité du marché.

Réponses pour contrôler le risque

Immo Moury mène une politique d'entretien constant de son portefeuille d'immeubles afin de maintenir, voire d'augmenter, les loyers existants, mais aussi de faciliter la relocation de ses actifs immobiliers.

Afin de limiter le risque de surévaluation ou de sous-évaluation des immeubles par les experts immobiliers indépendants, Immo Moury organise des réunions et visites des biens immobiliers avec les experts immobiliers et questionne la pertinence de l'évaluation réalisée afin de refléter au plus juste la valeur du portefeuille immobilier.

Ces mesures n'éliminent cependant pas complètement le risque de dépréciation des immeubles.

Risque lié aux titres détenus dans d'autres SIR

Description du risque

Ce risque concerne l'évolution de la juste valeur des titres de SIR

en portefeuille qui sont cotées sur Euronext. L'évolution de la valeur de marché des titres de SIR en portefeuille est disponible respectivement sur les sites internet officiels de ces SIR et sur des sites boursiers. La variation du portefeuille a une incidence sur le résultat global, sur les fonds propres et sur le ratio d'endettement de la Société.

Réponses pour contrôler le risque

Afin de limiter ce risque Immo Moury détient des titres d'autres SIR (Aedifica et WDP) dont le rendement est stable et pour lesquels la liquidité est suffisante en cas de nécessité de vente immédiate. Ces titres assurent également une diversification du risque vu le grand nombre de biens gérés par ces sociétés.

Au 31 mars 2026, une variation négative de 10 % de la juste valeur des titres de SIR aurait un impact de € -246 milliers sur les fonds propres, de 0,25 % sur le ratio d'endettement et pas d'impact sur le résultat net puisque la variation de juste valeur des titres SIR est enregistrée au niveau des autres éléments du résultat global.

Risque de sinistre et de dégradation

Description du risque

La Société est exposée au risque de devoir supporter les conséquences financières liées à la survenance d'un sinistre majeur, au risque de dépréciation de ses immeubles à la suite de l'usure résultant de leur utilisation par ses locataires, etc.

Réponses pour contrôler le risque

Ces risques sont couverts par des assurances dont la valeur totale de couverture des immeubles est en concordance avec leur juste valeur. Le détail des montants assurés par immeuble ainsi que les primes payées sont repris dans le rapport immobilier du présent rapport en page 35.

Risques environnementaux, sociétaux et de gouvernance (ESG)

Description du risque

Les critères dits "ESG" sont un ensemble de critères non financiers permettant d'analyser la dimension socialement responsable d'une entreprise. Dans le futur, l'attractivité des immeubles du patrimoine dépendra notamment de leur caractère durable (localisation, performance énergétique, proximité des moyens de transport...) et de leur résilience au changement climatique. Des manquements à ce niveau seront de nature à freiner les locataires/exploitants potentiels ou les éventuels acquéreurs. De plus, les actionnaires et les institutions financières exigeront de plus en plus de transparence par rapport aux ambitions sociétales de la Société.

Réponses pour contrôler le risque

À ce jour, Immo Moury n'a connaissance d'aucun litige, réclamation ou autre problème potentiel en matière environnementale et n'a jamais été confrontée à des problèmes similaires par le passé. La Société s'efforce depuis quelques années à renouveler son patrimoine grâce à des immeubles neufs qui respectent les normes les plus récentes en matière énergétique et environnementale. Immo Moury est toujours plus attentive à son empreinte carbone et a déménagé son siège social dans un bâtiment basse énergie muni de panneaux solaires en façade et toiture. Elle commence également à analyser les pistes d'amélioration possibles par rapport à son patrimoine existant.

Risques liés à la concentration du patrimoine immobilier

Description du risque

Afin d'assurer une répartition adéquate des risques, le patrimoine immobilier de la Société doit être diversifié tant au niveau sectoriel que géographique.

De plus, conformément à l'article 30 de la loi du 12 mai 2014, aucune opération effectuée par la société réglementée publique ne peut avoir pour effet que plus de 20 % de ses actifs consolidés ne soient placés dans des biens immobiliers qui forment un seul ensemble d'actifs.

La FSMA peut, aux conditions fixées par elle, accorder une dérogation aux limites ci-dessus, pour une période de 2 ans au maximum, à compter de la date d'agrément, ou lorsque la SIRP établit qu'une telle dérogation est dans l'intérêt de ses actionnaires, ou lorsque la SIRP établit qu'une telle dérogation est justifiée sur la base des caractéristiques spécifiques du placement, et notamment de l'ampleur et de la nature de celui-ci.

Cette dérogation ainsi que ses éventuelles conditions doivent être détaillées dans le prospectus et les rapports financiers annuels ou semestriels établis jusqu'au moment où la dérogation devient sans objet. Les dérogations ci-dessus ne peuvent être accordées par la FSMA si le taux d'endettement consolidé de la SIRP et de ses sociétés du périmètre dépasse 33 % des actifs consolidés, sous déduction des instruments de couverture autorisés, au moment de l'acquisition ou de la cession concernée. Les dérogations sont retirées par la FSMA dans le cas où le taux d'endettement consolidé de la SIRP et de ses sociétés du périmètre dépasse 33 % des actifs consolidés à un quelconque moment de la période de dérogation.

La limite de 20 % ne s'applique pas aux biens immobiliers ou actifs couverts par un engagement à long terme d'un État membre de l'Espace économique européen qui a la qualité de locataire ou utilisateur des biens concernés.

Réponses pour contrôler le risque

Toutes les opportunités d'investissement sont analysées afin d'identifier si

elles dépasseraient la limite prudentielle, l'objectif étant d'augmenter progressivement le portefeuille immobilier de la société. Il est à noter qu'au 31 mars 2026, Immo Moury n'a aucun immeuble dans son portefeuille, qui dépasse 20 % du total de ce portefeuille

LES RISQUES FINANCIERS

Risque d'inflation et de déflation

Description du risque

L'inflation ou la déflation consistent en un risque exogène car relevant d'influences externes majeures étroitement corrélées au contexte économique, mais aussi aux politiques des banques centrales. L'évolution (inflationniste ou déflationniste) peut impacter le résultat net de la Société et sa valeur patrimoniale ainsi que l'environnement socio-économique de la société.

Les baux d'Immo Moury prévoient des clauses d'indexation des loyers liées à l'évolution de l'indice santé. De ce fait, la Société est exposée à un risque de déflation sur ses revenus. Par ailleurs, Immo Moury est également exposée au risque que les coûts auxquels elle doit faire face soient indexés sur une base qui évolue plus rapidement que l'indice-santé.

Réponses pour contrôler le risque

Les loyers ou redevances sont indexés à la date anniversaire du contrat en fonction de l'évolution de l'indice santé ou de l'indice des prix à la consommation.

Les contrats de location significatifs et récents incluent une clause limitant les effets négatifs pour la Société d'une variation négative des index précités.

De plus, en cas d'inflation ou de déflation, les coûts et les revenus sont impactés, ce qui limite l'impact global sur le résultat net de la Société.

Risque de financement et de taux d'intérêt

Description du risque

Immo Moury se finançant majoritairement au travers d'emprunts bancaires contractés à taux flottant, elle est confrontée à un risque financier potentiel, lié à la fluctuation des taux Euribor court terme.

En conséquence, une hausse des taux d'intérêts court terme aura un impact sur les charges financières qui en découlent, augmentant le coût de financement de la Société à plus ou moins long terme. Ceci aura un effet négatif sur la valeur de l'actif net et sur le résultat de chacune des périodes successivement impactées par cette majoration des taux court terme.

Réponses pour contrôler le risque

Au 31 mars 2026, le ratio d'endettement tel défini par l'AR du 13 juillet 2014 s'élève à 47,91 %. Pour limiter le risque sur la volatilité du taux d'intérêt, Immo Moury a contracté trois couvertures de taux d'intérêt à un taux IRS plus marge:

- de 2,05 % pour un montant de € 1,6 millions à échéance mars 2036;
- de 1,32 % pour un montant de €10 millions à échéance septembre 2031;
- de 1,61 % pour un montant de € 2 millions à échéance mars 2032;

De plus, une analyse régulière est réalisée afin d'évaluer s'il est opportun de signer d'autre contrat de couverture de taux pour le montant de ligne de crédit utilisé à taux flottant, qui s'élève à € 7,8 millions au 31 mars 2026.

Risques liés aux contreparties bancaires

Description du risque

La Société est confrontée au risque d'insolvabilité de ses partenaires financiers, ce qui pourrait avoir impact sur les emprunts bancaires, instruments de couverture et toutes autres facilités de crédit établies avec ceux-ci.

Réponses pour contrôler le risque

Immo Moury fait appel à différentes banques de référence pour assurer une certaine diversification et limiter le risque de défaillance d'une institution financière. Immo Moury adopte une politique financière prudente surveillée régulièrement par le Conseil d'administration.

Risques liés à la hausse du précompte mobilier sur dividende

Description du risque

La Société détient des actions dans d'autres sociétés immobilières réglementées. Comme le statut fiscal d'Immo Moury ne lui permet pas de récupérer le précompte mobilier retenu à la source sur le dividende payé, une hausse de taux du précompte mobilier diminue le rendement net obtenu sur les actions.

Réponses pour contrôler le risque

La société limite ce risque en veillant à maintenir une diversification suffisante de ses actifs: entre les immeubles et titres de SIR et FIIS. De plus, Immo Moury analyse périodiquement le rendement net des actions en portefeuille (déduction faite du précompte mobilier) et le compare avec le rendement obtenu sur les immeubles. Ceci permet de juger s'il est opportun de maintenir les actions en portefeuille ou s'il est préférable d'investir dans de nouveaux projets immobiliers identifiés ou de diminuer l'endettement.

Risque lié à la liquidité des titres de la Société

Description du risque

La liquidité d'un titre s'apprécie au travers du volume moyen de transactions journalières enregistrées sur une valeur sur une période donnée.

La Société connaît une faible liquidité de ses actions limitant tant les opportunités de sorties que d'achats de ces dernières sur une courte période.

Réponses pour contrôler le risque

Actuellement, la capacité d'endettement d'Immo Moury permet de concrétiser les projets de développement sans faire appel aux marchés financiers. De plus, la Société continue à construire une relation de confiance avec ses actionnaires existants et les institutions bancaires.

Risque lié à la distribution du dividende selon l'article 7:212 du CSA (Code des sociétés et des associations)

Description du risque

La condition essentielle qui gouverne toute distribution de dividendes aux actionnaires est énoncée à l'article 7:212 du Code des sociétés et des associations de telle sorte qu'une telle distribution ne peut avoir pour effet de réduire l'actif net de la Société, tel qu'il résulte des comptes annuels, en dessous du capital et des réserves indisponibles. En termes de sanction, sur le plan civil, l'article 7:214 du code des sociétés et des associations stipule que toute distribution faite en contravention des articles 7:212 du code des sociétés et des associations doit être restituée par le bénéficiaire de ladite distribution si la Société prouve qu'il connaissait l'irrégularité des distributions faites ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances.

Réponses pour contrôler le risque

La société est contrainte par le cadre juridique dans lequel elle évolue de distribuer 80% du résultat (AR 13/07/2014 Art.13 §1^{er}). Toutefois, il est à noter que l'obligation de distribution est subordonnée au respect de l'article 7:212 du Code des sociétés et des associations.

Le Conseil d'administration d'Immo Moury veille à ce que les conditions strictes prévues par le Code des sociétés et des associations soient respectées quel que soit le cas de figure.

LA RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR

Risque lié à l'évolution de la réglementation

Description du risque

La Société est exposée au risque de non-respect de réglementations de plus en plus nombreuses et complexes et en constante évolution, ainsi qu'à la possible évolution de leur interprétation ou de leur application par les administrations ou par les tribunaux, notamment en matière fiscale, environnementale et d'urbanisme.

Le non-respect de la réglementation expose la Société à des risques de mise en cause de sa responsabilité, de condamnations, de sanctions civiles, pénales ou administratives, ainsi qu'au risque de non-obtention ou de non-renouvellement de permis. De telles sanctions pourraient influencer négativement l'activité de la Société et sa rentabilité.

Réponses pour contrôler le risque

La Société respecte les réglementations en vigueur et anticipe l'évolution de la législation. La Société dispose d'une juriste en interne licenciée en notariat et peut faire appel à des consultants

externes qui ont les compétences nécessaires pour veiller au respect des réglementations en vigueur.

Risque de diminution du free float

Description du risque

Conformément à l'article 22 de la loi du 22 mai 2014 relative aux sociétés immobilières réglementées, les promoteurs de la Société doivent veiller à ce qu'au moins 30 % des titres conférant le droit de vote d'Immo Moury soient aux mains du public de manière continue et permanente.

Réponses pour contrôler le risque

Le promoteur ainsi que les personnes agissant de concert avec le promoteur ont été informées du seuil de 30 % de free float à respecter. Toute acquisition de titres réalisée par ceux-ci doit immédiatement être communiquée à Immo Moury qui vérifie le respect de l'article 22 de la loi du 22 mai 2014 et l'envoi de déclaration de transparence si nécessaire. Au 30 juin 2026, le free float s'élève à 33,86 %.

LES RISQUES OPÉRATIONNELS

Risque IT / Cybersécurité

Description du risque

Immo Moury est confrontée au risque de défaillance du système informatique et de la cybercriminalité pouvant compromettre l'intégrité et la fiabilité des données ainsi que la continuité des activités suite au dysfonctionnement de processus critiques.

Réponses pour contrôler le risque

La continuité d'activité se définit comme l'ensemble des mesures permettant, en cas de crise, d'assurer la permanence des activités et services essentiels, puis la reprise planifiée des activités. Elle couvre à la fois les aspects fonctionnels et la dimension informatique.

Un plan de continuité d'activité est en place et est en cours de réévaluation.

Par ailleurs, la Société a souscrit à un contrat d'assistance et de maintenance informatique avec un partenaire externe qui gère également les back-ups quotidiens sur son serveur localisé à l'extérieur de la Société.

Situation de conflit d'intérêts

Description du risque

Compte tenu de l'actionnariat de Immo Moury et de la composition du conseil d'administration de Moury Management SA, l'administrateur unique, il peut arriver que Immo Moury conclue une opération (notamment, une acquisition d'un bien immobilier ou la signature d'un contrat d'entreprise en vue de la construction, de la rénovation ou de l'extension d'un immeuble) avec des sociétés liées. Dans telle situation, il est nécessaire de vérifier que l'octroi d'un contrat à une de ces sociétés est ou non de nature à occasionner un préjudice à la Société en vertu de la législation en vigueur et des règles spécifiques établies par la Société en la matière.

Réponses pour contrôler le risque

Dans de telles situations, Immo Moury applique strictement les dispositions légales en matière de conflits d'intérêts (articles 7:96 et 7:97 du Code des sociétés et des associations et l'article 37 de la loi du 12 mai 2014 relative aux SIR) ainsi que la procédure plus stricte développée spécifiquement dans sa charte de gouvernance.

Continuité opérationnelle – Dépendance vis-à-vis des personnes clés

Description du risque

Actuellement, Immo Moury internalise la gestion technique, administrative et comptable de son portefeuille immobilier. Compte tenu du caractère réduit de son équipe, la société est exposée à un certain risque de désorganisation en cas de départ de certains membres "clés" de son équipe. Le départ inattendu de certain membre de son équipe pourrait avoir un impact négatif sur son développement.

Réponses pour contrôler le risque

Le travail en équipe et le partage d'informations sont privilégiés pour permettre la reprise temporaire du travail d'une personne en cas d'absence ou le temps d'un recrutement. De plus, selon la fonction exercée, des profils sont plus ou moins aisément disponibles sur le marché.

Avec la mise à jour du nouveau progiciel de gestion intégrée Adfinity, Immo Moury renforce la pérennité de ses processus internes ainsi que la transmission de connaissances et compétences.

INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES ET INFORMATIONS RELATIVES À L'ARTICLE 34 DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 14 NOVEMBRE 2007

STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

La structure de l'actionnariat à la date de publication du rapport se présente comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Pourcentage
Geoffroy Horion	123.062	26,57 %
Anne-Christelle Horion	123.093	26,58 %
Gilles-Olivier Moury	1	0,00 %
SARI Finance SA	57.340	12,38 %
Moury Management SA	1.000	0,22 %
Moury Construct SA ¹	820	0,18 %
Immo Moury (actions propres pour liquidité du titre)	1.030	0,22 %
Public	156.808	33,86 %
TOTAL	463.154	100,00 %

1. Les actions d'Immo Moury SA détenues par Moury Construct sont destinées à être échangées contre des coupons 22 de Moury Construct.

Comme indiqué dans les statuts, les 463.154 actions représentant le capital de la SA Immo Moury sont toutes égales entre elles.

ACTIONS PROPRES

Pour mémoire, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, il a été décidé de renouveler l'autorisation pour la SA Moury Management d'acheter et/ou vendre des titres propres de la SA Immo Moury.

Au 31 mars 2026, le portefeuille d'actions propres s'élève à 1.030 actions pour un total de € 51 milliers. Il n'y a eu aucune opération au cours de l'exercice clôturé au 31 mars 2026.

INFORMATIONS DANS LE CADRE DE L'ARTICLE 34 DE L'AR DU 14 NOVEMBRE 2007 RELATIF AUX OBLIGATIONS DES ÉMETTEURS D'INSTRUMENTS FINANCIERS ADMIS À LA NÉGOCIATION SUR UN MARCHÉ RÉGLEMENTÉ

- Les informations reprises ci-après constituent les explications sur les éléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique d'acquisition sur les actions d'Immo Moury SA, tels que visés dans l'article 34 de l'Arrêté Royal du 14 novembre 2007.
- Le capital social s'élève à € 22.073.220 et est représenté par 463.154 actions, entièrement souscrites et libérées, sans désignation de valeur nominale. Il n'existe qu'une seule catégorie

d'actions.

- Il n'y a pas de restrictions légales ou statutaires quant au transfert des titres.
- Il n'y a pas de détenteurs de titres disposant des droits de contrôle spéciaux.
- Il n'y a pas de système d'actionnariat du personnel.
- Il n'y a pas de restriction légale ou statutaire à l'exercice du droit de vote.
- Comme indiqué lors du communiqué de presse relatif à la réglementation en matière de transparence du 21 octobre 2013 (disponible sur notre internet www.immomoury.com > déclaration de transparence), Madame Anne-Christelle et Monsieur Geoffroy Horion sont les contrôleurs ultimes d'Immo Moury SA et y exercent un contrôle conjoint. En date du 15 octobre 2013, Madame Anne-Christelle Horion et Monsieur Geoffroy Horion ont conféré chacun à Monsieur Georges Moury une option d'achat ainsi qu'un droit de préemption relatif respectivement à 123.063 actions et 123.062 actions d'Immo Moury SA. La date d'échéance du droit de préemption est le 15 octobre 2018 avec reconduction tacite pour des périodes successives de 5 ans. En date du 7 août 2019, Monsieur Georges Moury a cédé les deux options d'achat précitées à Sari Finance SA. Cette opération est décrite dans la déclaration de transparence du 18 décembre 2019.
- Les règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du Conseil d'administration de Moury Management SA, administrateur unique, et à la

modification des statuts de Immo Moury SA sont celles reprises dans la législation applicable - en particulier le Code des sociétés et associations et la loi du 12 mai 2014 - ainsi que dans les statuts de Immo Moury SA. Ces statuts ne s'écarteront pas des dispositions légales précitées.

- Conformément au point 2 de l'article 6 des statuts, l'administrateur unique est autorisé, pour une période de 5 ans à dater de la date de publication au Moniteur Belge du PV de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital à concurrence de maximum € 22.073.220. Cette autorisation est renouvelable. Cette (ces) augmentation(s) de capital peut(vent) être effectuée(s) par apport(s) en numéraire ou en nature. A la date du présent rapport, l'administrateur unique n'a pas encore eu recours à cette possibilité.

- La société peut acquérir ses propres actions en vertu d'une décision de l'assemblée générale prise en tenant compte des quorums de présence et de vote déterminés à l'article 7:154 du Code des sociétés et des associations, moyennant communication de l'opération à la FSMA et conformément aux dispositions des articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et des associations. Le 26 janvier 2023, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'autoriser l'administrateur unique d'Immo Moury de procéder pendant une période de 5 ans à dater de la date de publication au Moniteur Belge du PV de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, à l'acquisition d'un maximum de vingt pourcent (20 %) des actions, soit 92.630 actions de la société à un prix unitaire qui ne peut être inférieur à 85 % et supérieur à 115 % du cours de clôture du jour précédant la date

de l'opération. Cette autorisation est renouvelable.

- Au 31 mars 2026, Immo Moury détient 1.030 actions propres.
- Il n'y a pas d'accord important auquel Immo Moury SA est partie et qui prend effet, est modifié ou prend fin en cas de changement de contrôle dans le cadre d'une offre publique d'achat.
- Il n'y a pas d'accord entre Immo Moury SA et les membres du Conseil d'administration de son Administrateur unique ou de son personnel prévoyant le paiement d'indemnités en cas de démission ou de cessation d'activités à la suite d'une offre publique d'acquisition.

DESCRIPTION DE LA COMPOSITION ET DU MODE DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DE SES COMITÉS

ADMINISTRATEUR UNIQUE

Moury Management SA est l'administrateur unique d'Immo Moury SA.

Moury Management a pour objet exclusif la gestion de la SIR Immo Moury et n'exerce aucun autre mandat. Le mandat de l'administrateur unique de Moury Management a été renouvelé lors de l'assemblée générale extraordinaire d'Immo Moury du 30 juin 2017 pour une durée indéterminée.

L'administrateur unique a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la SIR Immo Moury, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'assemblée générale et de représenter la SIR Immo Moury dans tous actes,

y compris ceux où interviennent un fonctionnaire public et en justice, dans le respect des règles statutaires de celle-ci et de la réglementation relative aux sociétés immobilières réglementées.

Il peut conférer à tout mandataire d'Immo Moury tous pouvoirs spéciaux, restreints à certains actes ou à une série d'actes déterminés à l'exclusion de la gestion journalière et des pouvoirs qui lui sont réservés par le Code des sociétés et des associations et la réglementation SIR. Il fixe également la rémunération de ces mandataires qui est imputée sur les frais de fonctionnement de la société de gérance et peut les révoquer en tout temps.

L'administrateur unique établit au nom de la SIR Immo Moury le rapport semestriel et le rapport annuel dans le respect des dispositions applicables et, en particulier, de la réglementation SIR, ainsi que tout projet de prospectus, prospectus ou document d'offre publique des titres de la SIR Immo Moury. L'administrateur unique désigne les experts immobiliers conformément à la réglementation SIR.

REPRÉSENTANT PERMANENT

Conformément à la loi, Moury Management SA a désigné un représentant permanent auprès d'Immo Moury, chargé au nom et pour compte de Moury Management SA de mettre en œuvre les décisions prises par les organes compétents de Moury Management SA, c'est-à-dire par le Conseil d'administration. Le représentant permanent est Monsieur Gilles-Olivier Moury, administrateur délégué à la gestion journalière.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE MOURY MANAGEMENT SA

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration doit être composé d'au moins trois administrateurs indépendants. Il doit en outre être composé d'une majorité d'administrateurs non exécutifs. Enfin, la moitié du Conseil d'administration doit être composée d'administrateurs non liés aux promoteurs. Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus conformément à l'article 12 des statuts de l'administrateur unique et sont rééligibles.

Moury Management SA, administrateur unique d'Immo Moury SA, est représentée par son Conseil d'administration composé comme suit au cours de l'exercice clôturé au 31 mars 2026 :

Nom de l'administrateur	Fonction de l'administrateur	Critère d'indépendance	Période de fonction pendant l'exercice	Début de mandat	Fin de mandat	Nombre d'années en tant qu'administrateur indépendant
Composition actuelle du conseil d'administration						
M. Michel Foret	Administrateur non exécutif (Président du Conseil)	Indépendant	Tout l'exercice	10/09/26	09/09/31	7
M. Gilles-Olivier Moury ¹	Administrateur exécutif	Non indépendant	Tout l'exercice	10/09/26	09/09/31	Non applicable
Mme Christelle Goffin ²	Administrateur exécutif	Non indépendant	Tout l'exercice	10/09/26	09/09/31	Non applicable
Mme Danielle Coune	Administrateur non exécutif	Indépendant	Tout l'exercice	10/09/26	09/09/31	7
M. Pierre Gustin	Administrateur non exécutif	Indépendant	Tout l'exercice	14/09/21	14/09/27	5

1. Monsieur Gilles-Olivier Moury est également le représentant permanent de l'administrateur unique Moury Management SA et dirigeant effectif. Monsieur Gilles-Olivier Moury ne perçoit aucune rémunération au titre de ces fonctions. En effet, les jetons de présence sont l'unique rémunération perçue par Monsieur Gilles-Olivier Moury au cours de l'exercice.

2. Madame Christelle Goffin est également dirigeant effectif. Elle perçoit une rémunération pour cette fonction en plus des jetons de présence du conseil d'administration.

→ **M. Michel Foret, administrateur non exécutif indépendant et président du Conseil d'administration depuis le 27 septembre 2019.** Monsieur Michel Foret est Docteur en droit de l'Université de Liège et gradué en informatique. Il a notamment exercé les fonctions de Gouverneur de la Province de Liège de 2004 à 2015 et de Ministre Wallon de l'aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement de 1999 à 2004. Il est actuellement président du Fonds Forgeur au sein de la Fondation Roi Baudouin. Il est également administrateur du groupe Vranken-Pommery Monopole SA et de Vranken-Pommery Benelux. Son premier mandat comme administrateur de Moury Management a débuté

le 27 septembre 2019 pour une période de 6 ans et a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2025. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 ans et prendra fin le 9 septembre 2031.

→ **M. Gilles-Olivier Moury, administrateur exécutif non indépendant et délégué à la gestion journalière d'Immo Moury.** Il est le représentant permanent de Moury Management auprès d'Immo Moury. Monsieur Gilles-Olivier Moury a été diplômé en sciences de gestion de l'Université de Liège en 1998. Il a également participé à un 3e cycle en immobilier d'entreprise de l'École de Commerce Solvay et est titulaire d'un certificat universitaire en

Normes IAS/ IFRS. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 ans lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2019 et a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2025. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 ans et prendra fin le 9 septembre 2031.

→ **Mme Christelle Goffin, administrateur exécutif non indépendant et délégué à la gestion journalière d'Immo Moury.** Madame Christelle Goffin est licenciée en droit et notariat de l'Université de Liège. Madame Christelle Goffin a travaillé au sein d'études notariales pendant 13 ans avant de rejoindre l'équipe d'Immo Moury en tant que

juriste. Son premier mandat comme administrateur de Moury Management a débuté le 27 septembre 2019 pour une période de 6 ans et a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2025. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 ans et prendra fin le 9 septembre 2031.

→ **Mme Danielle Coune, administrateur non exécutif indépendant depuis le 27 septembre 2019.** Madame Danielle Coune est ingénieur civil architecte, diplômée de l'Université de Liège. Madame Danielle Coune a été directeur général du département infrastructure et environnement de la Province de Liège de 1991 à août 2019. Son premier mandat comme administrateur de Moury Management a débuté le 27 septembre 2019 pour une période de 6 ans et a pris fin lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2025. Son mandat a été renouvelé pour une période de 6 ans et prendra fin le 9 septembre 2031.

→ **M. Pierre Gustin, administrateur non exécutif indépendant depuis le 14 septembre 2021.** Monsieur Pierre Gustin est licencié en droit, diplômé de l'Université de Liège. Monsieur Pierre Gustin a été directeur entreprises et institutionnels de Wallonie pour ING de 2007 au 31 janvier 2021, date de sa pension. Son premier mandat comme administrateur de Moury Management a débuté le 14 septembre 2021 pour une période de 6 ans et prendra fin lors de l'assemblée générale ordinaire de septembre 2027.

La composition du Conseil d'administration d'Immo Moury respecte les exigences de l'art. 7:86 du Code des sociétés et des associations à savoir qu'au moins un tiers des membres du Conseil d'administration soient de sexe différent de celui des autres membres.

FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration détermine les orientations et les valeurs, la stratégie et les politiques clés de la société. Il examine et approuve, préalablement à leur mise en œuvre, les opérations significatives de la société, et notamment ses orientations stratégiques, les acquisitions et cessions de participations financières et d'actifs significatives, susceptibles de modifier la structure de l'état de la situation financière. Il décide du niveau de risque que la société accepte de prendre.

Le Conseil d'administration vise le succès à long terme de la société en assurant le leadership entrepreneurial et en permettant l'évaluation et la gestion des risques.

Le Conseil d'administration se réunit chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, notamment, au moment de l'établissement des comptes sociaux, tant annuels que semestriels, de la préparation des communiqués de presse ainsi qu'au moment des décisions stratégiques.

ADMINISTRATEURS PRÉSENCE/NOMBRE DE SÉANCES	
Monsieur Michel Foret	3/3
Monsieur Gilles-Olivier Moury	3/3
Madame Christelle Goffin	3/3
Madame Danielle Coune	3/3
Monsieur Pierre Gustin	3/3

Au cours de l'exercice social écoulé, le Conseil d'administration de Moury Management SA s'est réuni formellement trois fois.

MODE DE PRISE DE DÉCISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les décisions sont toujours prises à la majorité des voix émises par les membres du conseil. En cas d'égalité de voix, celle du Président est prépondérante.

Les membres du Conseil d'administration empêchés d'assister à une réunion peuvent se faire représenter par un autre membre du conseil, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les lettres, télécopies ou courriers électroniques donnant le mandat de vote sont annexés au procès-verbal de la réunion du conseil à laquelle ils ont été produits.

Après chaque réunion, les délibérations sont constatées par des procès-verbaux signés par le président du Conseil d'administration et par la majorité des membres qui ont pris part à la délibération. Les procès-verbaux résument les discussions, précisent les décisions prises et indiquent, le cas échéant, les réserves émises par les administrateurs.

COMITÉS

Immo Moury remplit deux des trois critères d'exclusion énumérés par les articles 7:99, § 3, et 7:87, §4, du Code des sociétés et des associations étant :

- nombre moyen de salariés inférieur à 250 personnes ¹;
- total du bilan inférieur ou égal à 43.000.000 euros ²;
- chiffres d'affaires net annuel inférieur ou égal à 50.000.000 euros ³.

Par conséquent, Immo Moury a donc décidé, en raison de sa moindre taille et de l'ampleur de ses activités, de n'instituer ni un comité de rémunération ni un comité d'audit.

En conséquence, le conseil d'administration de l'administrateur unique cumule ses compétences et les missions du comité de rémunération et du comité d'audit, à savoir :

→ EN MATIÈRE DE RÉMUNÉRATION :

- a) Formuler des propositions à l'assemblée générale de l'administrateur unique sur la politique de rémunération des administrateurs, des autres dirigeants visés à l'article 3:6, §3, dernier alinéa du Code des sociétés et des associations, et des délégués à la gestion journalière et, s'il y a lieu, sur les propositions qui en découlent;
- b) Formuler des propositions à l'assemblée générale de l'Administrateur unique sur la rémunération individuelle des administrateurs, des autres dirigeants visés à l'article 3:6, § 3, dernier alinéa du Code des sociétés et des associations, et des délégués à la gestion journalière, y compris la rémunération variable et

les primes de prestation à long terme, liées ou non à des actions, octroyées sous forme d'options sur actions ou autres instruments financiers, et les indemnités de départ, et, s'il y a lieu, sur les propositions qui en découlent;

- c) Préparer le rapport de rémunération qui est inséré par le conseil d'administration de l'administrateur unique dans la déclaration visée à l'article 3:6, § 2 du Code des sociétés et des associations;
- d) Commenter le rapport de rémunération lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires.

→ EN MATIÈRE D'AUDIT :

- a) Suivi du processus d'élaboration de l'information financière;
- b) Suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et des fonctions de contrôle indépendantes de la Société;
- c) Suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par le commissaire et le cas échéant par le réviseur d'entreprises chargé du contrôle des comptes consolidés;
- d) Examen et suivi de l'indépendance du commissaire et le cas échéant du réviseur d'entreprises chargé du contrôle des comptes consolidés, en particulier pour ce qui concerne la fourniture de services complémentaires à la société.

Par ailleurs, en raison de la moindre taille de la Société et de l'ampleur de ses activités, le conseil d'administration de l'administrateur unique a décidé de ne pas instituer de comité de nomination.

EFFICIENCE DU FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration répond d'une évaluation périodique (tous les 3 ans) de sa propre efficacité en vue d'une amélioration continue de l'administration de la Société. Le fonctionnement du Conseil a été évalué au cours de l'exercice 2024-2025.

Les administrateurs apportent leur entière collaboration au Conseil d'administration et éventuellement à d'autres personnes faisant partie de la Société ou non, chargées de l'évaluation des administrateurs afin de permettre une évaluation individuelle périodique. Le Président du Conseil d'administration, et l'exercice de sa fonction au sein du Conseil d'administration, font également l'objet d'une évaluation.

Le cas échéant, le Président du Conseil d'administration veille à ce que les nouveaux administrateurs reçoivent une formation initiale adéquate leur permettant de contribuer dans les meilleurs délais aux travaux du Conseil d'administration.

Les administrateurs mettent à jour leurs compétences et développent leur connaissance de la société en vue de remplir leur rôle dans le Conseil d'administration. Les ressources nécessaires au développement et à la mise à jour de ces connaissances et compétences sont mises à disposition par la société.

S'il échet, les administrateurs ont accès à des conseils professionnels indépendants aux frais de la Société concernant des sujets relevant de leurs compétences, après que le Président du Conseil d'administration ait donné son accord sur le budget.

1. Immo Moury a employé 6 salariés durant l'exercice 2025-2026.

2. Le total bilantaire d'Immo Moury s'élève à € 48.721 millions au 31 mars 2026.

3. Le chiffre d'affaires d'Immo Moury s'élève à € 2.553 millions au 31 mars 2026.

AUTRES INTERVENANTS

COMMISSAIRE

Le commissaire est chargé de la certification des comptes annuels d'Immo Moury SA. Il est désigné, pour une période renouvelable de trois ans par l'assemblée générale parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et doit être agréé par la FSMA. Sa rémunération est fixée par l'assemblée générale au moment de sa désignation.

Le 9 septembre 2025, l'assemblée générale ordinaire a nommé comme commissaire la société Deloitte, Reviseurs d'entreprises, représentée par Jo Van Baelen, pour un mandat de 3 ans jusqu'à l'assemblée générale ordinaire du 5 septembre 2028. Les émoluments annuels du commissaire sont fixés à € 25.000 hors TVA et hors indexation pour l'audit des comptes statutaires.

Lors de l'exercice clôturé au 31 mars 2026, le commissaire n'a pas perçu d'autres honoraires que ses émoluments de commissaire.

EXPERT IMMOBILIER

Conformément à l'article 24 de la loi du 12 mai 2014, l'expert évalue à la fin de chaque exercice comptable l'ensemble des immeubles de la SIR et de ses filiales. L'évaluation constitue la valeur comptable des immeubles reprise dans l'état de la situation financière. En outre, à la fin de chacun des trois premiers trimestres, l'expert actualise l'évaluation globale effectuée à la fin de l'année précédente, en fonction de l'évolution du marché et des caractéristiques spécifiques des biens concernés.

Au 1^{er} janvier 2024, le contrat d'expertise immobilière a été renouvelé avec la société Cushman & Wakefield VOF, dont les bureaux sont établis à 1000 Bruxelles, avenue des Arts 58 B7. Après chaque

période de 3 ans, le bureau d'expertise effectue une rotation/changement de l'évaluateur responsable du dossier. Pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026, l'évaluateur qui représente Cushman & Wakefield VOF pour le dossier Immo Moury est Gregory Lamarche MRICS, partner Valuation& Advisory.

En ce qui concerne les honoraires, le contrat prévoit ceci :

- Les honoraires annuels de l'expert pour le portefeuille s'élèvent à € 23.150 HTVA pour le portefeuille au 31 décembre 2024.
- Les honoraires d'évaluation lors d'acquisitions sont déterminés au cas par cas avec un minimum de € 1.500 HTVA par bien.

Des évaluations ponctuelles de biens hors portefeuille peuvent faire l'objet d'un rapport signé. Si le bien rentre en portefeuille, le montant des honoraires trimestriels y afférent sera déduit du montant facturé pour l'évaluation initiale.

Chaque immeuble à acquérir ou à céder par Immo Moury (ou par une société dont elle a le contrôle) est évalué par l'expert avant que l'opération n'ait lieu pour autant que la transaction représente un montant supérieur au montant le plus faible entre 1 % de l'actif consolidé ou € 2.500.000. En vertu de la loi du 12 mai 2014, l'opération doit être effectuée à la valeur déterminée par l'expert lorsque la contrepartie est un promoteur de la SIR ou toute société avec laquelle la SIR ou le promoteur sont liés ou ont un lien de participation, ou lorsqu'une des personnes susdites obtient un quelconque avantage à l'occasion de l'opération.

La rémunération totale de l'expert immobilier pour l'exercice clôturé au 31 mars 2026 est de € 26 milliers TVAC.

LIQUIDITY PROVIDER

Un contrat de liquidité a été signé avec KBC Securities afin d'assurer la liquidité du titre Immo Moury.

SERVICE FINANCIER

À partir du 1^{er} avril 2015, le personnel a été transféré de Moury Management SA à Immo Moury SA. Le service financier est sous la direction de Madame Sonia Laschet, directrice financière.

AUDITEUR INTERNE

La fonction indépendante d'audit interne est externalisée et est exercée pour l'exercice 2025-2026 par Quiévreux Audit Services représenté par Christophe Quiévreux sous la supervision de Madame Christelle Goffin, dirigeant effectif.

GESTIONNAIRE DES RISQUE

La fonction de gestionnaire des risques est assurée par Madame Sonia Laschet pour une durée indéterminée. Pour cette fonction de gestionnaire des risques, Madame Laschet rapporte à Monsieur Gilles-Olivier Moury, dirigeant effectif.

COMPLIANCE OFFICER

La fonction indépendante de compliance officer est assurée par Madame Sonia Laschet. Le compliance officer dépend hiérarchiquement du conseil d'administration de l'administrateur unique.

RAPPORT DE RÉMUNÉRATION

POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

RÉMUNÉRATION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

L'administrateur unique a droit à une rémunération statutaire fixée dans le respect de l'article 35 de la loi du 12 mai 2014 relative aux SIR et est remboursé

des frais directement liés à sa mission. Le mode de rémunération de l'administrateur unique est indiqué à l'article 13 des statuts d'Immo Moury. Il y est prévu que la rémunération de l'administrateur unique est fixée annuellement par l'assemblée générale d'Immo Moury en conformité avec la réglementation SIR. Durant l'exercice 2025-2026, la rémunération de l'administrateur unique, Moury Management SA, s'est élevée à € 75 milliers. Cette rémunération forfaitaire couvre les jetons de présence et les prestations des 5 administrateurs de Moury Management. Elle n'est pas déterminée en fonction des résultats prévisionnels ni des opérations réalisées par Immo Moury au cours de l'exercice.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS NON EXÉCUTIFS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

Le conseil d'administration de l'Administrateur unique propose à l'assemblée générale de l'Administrateur unique les rémunérations des administrateurs non exécutifs en leur qualité d'administrateur.

Les administrateurs non exécutifs ne reçoivent pas de rémunération liée aux performances, telles que des bonus ou formules d'intéressement à long terme, ni d'avantages en nature liés à des plans de pension.

Les seules rémunérations perçues par les administrateurs non exécutifs en leur qualité d'administrateur consistent en des jetons de présence. Les administrateurs ne perçoivent donc aucune rémunération complémentaire pour leur mandat d'administrateur. Les frais exposés par les administrateurs dans le cadre de missions spéciales qui leur seraient confiées par la société et pour les besoins de leur fonction sont pris en charge par la société, sur présentation de justificatifs.

RÉMUNÉRATION DES ADMINISTRATEURS EXÉCUTIFS ET DU MANAGEMENT EXÉCUTIF DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

Le conseil d'administration de l'Administrateur unique propose à l'assemblée générale de l'Administrateur unique les rémunérations des administrateurs exécutifs en leur qualité d'administrateur et des membres du management exécutif.

DÉCLARATION SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DU CEO, DES DIRIGEANTS EFFECTIFS ET DES ADMINISTRATEURS DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE

La rémunération des administrateurs non exécutifs et de Monsieur Gilles-Olivier Moury est uniquement constituée des jetons de présence au conseil d'administration.

Nom de l'administrateur	Fonction de l'administrateur	Jetons de présence dus
M. Michel Foret	Administrateur non exécutif (Président du Conseil)	€ 4.950
M. Gilles Olivier Moury ¹	Administrateur exécutif	€ 2.475
Mme Christelle Goffin ²	Administrateur exécutif	€ 2.475
Mme Danielle Coune	Administrateur non exécutif	€ 2.475
M. Pierre Gustin	Administrateur non exécutif	€ 2.475

1. Monsieur Gilles-Olivier est également le représentant permanent de l'administrateur unique Moury Management SA et dirigeant effectif.

2. Madame Christelle Goffin est également dirigeant effectif.

En plus des jetons de présence au conseil d'administration, le package salarial de Madame Christelle Goffin est constituée d'une rémunération de € 96 milliers, d'une voiture de société pour € 11 milliers ainsi d'indemnités forfaitaires, d'une prime liée à la convention collective de travail n°90 (CCT 90) et de chèques repas pour € 6 milliers.

La rémunération des administrateurs et des dirigeants effectifs n'est ni liée à leurs performances individuelles ni à celles de la société (à l'exception de la CCT 90 octroyée à Madame Christelle Goffin liée au taux d'occupation des immeubles). De plus, ils ne bénéficient d'aucun plan de pension.

Informations sur les actions et les options sur actions

Il n'existe aucun type de paiement fondé sur des actions.

Informations sur les indemnités de départ

Il n'existe aucune disposition contractuelle relative aux indemnités de départ.

Informations sur les droits de recouvrement de la rémunération variable

Il n'existe aucun droit octroyé quant au recouvrement de la rémunération variable attribuée sur base d'informations financières erronées.

2. Commentaires sur les activités d'Immo Moury SA

Chiffres-clés statutaires d'Immo Moury SA

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
PATRIMOINE		
Juste valeur du portefeuille immobilier	41.399	41.387
Juste valeur du portefeuille titres SIR et FIIS	4.863	4.205
Total portefeuille	46.262	45.592
Taux d'occupation des immeubles ¹	93,07%	98,73%
Rendement brut annuel des immeubles ²	6,08%	6,98%
Ratio d'endettement ³	47,91%	49,26%

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL		
Résultat locatif net	2.519	2.885
Résultat immobilier	2.458	2.958
Résultat d'exploitation des immeubles	1.894	2.314
Résultat d'exploitation avant résultat sur portefeuille	1.525	1.925
Résultat sur vente d'immeubles de placement	0	0
Variation de la juste valeur des immeubles de placement	-3	-520
Autre résultat sur portefeuille	-30	14
Résultat d'exploitation	1.491	1.419
Résultat financier	-141	-598
Impôts	-56	-57
Résultat net de l'exercice	1.294	764
Autres éléments du résultat global après impôts sur le résultat	575	-41
Résultat global de l'exercice	1.869	723
Résultat net de l'exercice, hors variation de la juste valeur du portefeuille immobilier et des instruments de couverture	1.129	1.446

1. Le taux d'occupation des immeubles est calculé comme le ratio entre la juste valeur des biens loués à la date de clôture et le total du portefeuille immobilier déduction faite des terrains, immeubles en construction, des projets de développement et des immeubles détenus en vue de la vente.

2. Le rendement brut annuel des immeubles de placement est calculé comme le rapport entre les loyers perçus au cours de l'exercice (€ 2.519 milliers) et la juste valeur du portefeuille immobilier à la date de clôture de cette période (€ 41.399 milliers). Le rendement brut des titres SIR et FIIS (qui devrait être calculé comme le rapport entre les dividendes concernant la période considérée et la juste valeur des titres SIR en portefeuille à la date de clôture de cette période) n'est pas présenté car les dividendes perçus ne concernent pas les périodes présentées ci-dessus (date de clôture différente à celle d'Immo Moury et, dans certains cas, acomptes sur dividende perçus). Les informations concernant les rendements dividendaires des titres de SIR en portefeuille sont disponibles sur les sites internet des SIR que nous avons en portefeuille. Concernant le rendement dividendaire des titres de la FIIS en portefeuille, nous nous référons à la note 21 du rapport sur les états financiers.

3. Calculé comme le ratio entre l'endettement défini par l'article 13 §1^{er}, alinéa 2,3 et 4 de l'AR du 13 juillet 2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées et le total du passif. Le détail du calcul est repris en note 31 du rapport sur les états financiers.

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE		
Total des actifs non courants	48.236	47.507
Total des actifs courants	485	524
Total des actifs	48.721	48.031
Total des capitaux propres	26.147	25.110
Total des passifs non courants	18.199	18.759
Total des passifs courants	4.375	4.162
Total du passif	48.721	48.031

Commentaires sur les activités d'Immo Moury

PATRIMOINE

Au 31 mars 2026, le portefeuille global d'Immo Moury SA s'élève à € 46.262 milliers. La juste valeur du portefeuille en immeubles de placement¹ s'élève à € 41.399 milliers et la juste valeur des titres de SIR et FIIS en portefeuille s'élève, à la juste valeur, à € 4.863 milliers.

Le taux d'occupation des immeubles s'élève à 93,01 % au 31 mars 2026 et le ratio d'endettement est à 47,91 %.

Actuellement Immo Moury ne s'impose pas encore formellement des objectifs énergétiques et environnementaux. Mais tous ses bâtiments neufs récents répondent aux techniques de construction modernes et durables et aux normes énergétiques les plus récentes. Pour information, sur les 25

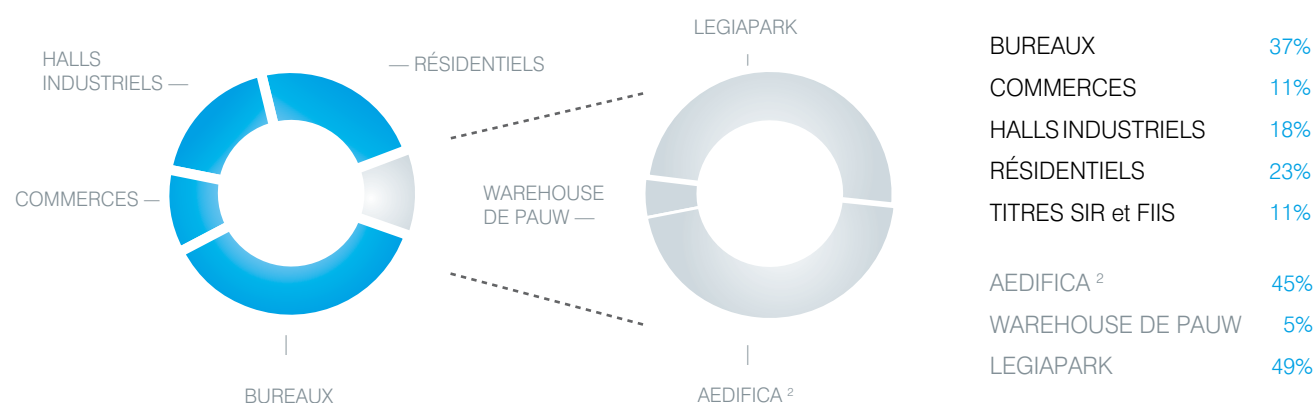
immeubles d'Immo Moury, 7 biens ont moins de 15 ans et constituent les principaux immeubles d'Immo Moury. Leur juste valeur représente 55 % de la juste valeur totale des immeubles de placements d'Immo Moury et ils contribuent pour 54 % du revenu locatif de l'année 2025-2026.

Immo Moury favorise les investissements dans de nouveaux bâtiments ou des bâtiments rénovés en profondeur.

Concernant les petits biens existants anciens, à l'échéance de leur bail, la question est posée si le bien reste stratégique pour Immo Moury ou non. Si ce n'est pas le cas, Immo Moury essaye de le vendre. S'il est décidé de le garder en portefeuille, il sera rénové si cela est jugé nécessaire.

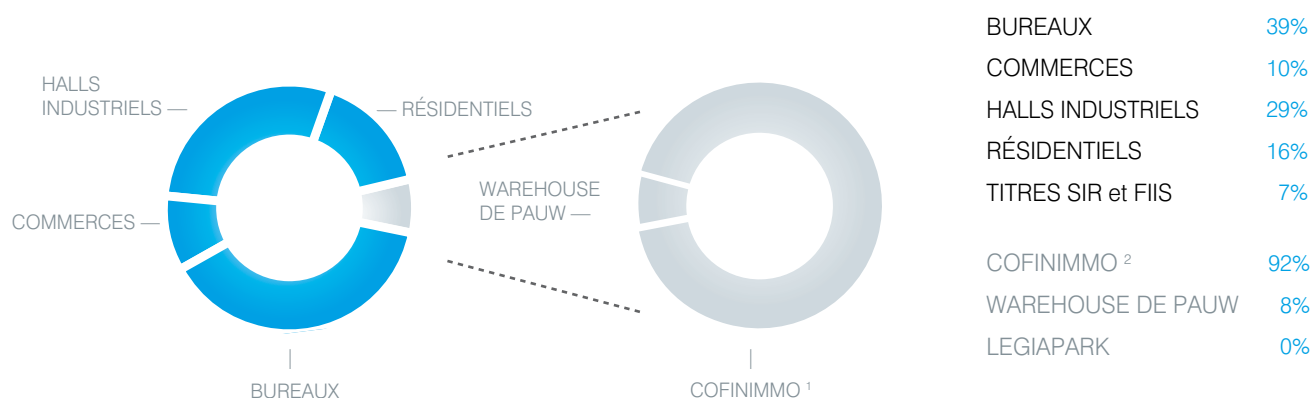
LA DIVERSIFICATION SECTORIELLE DU PORTEFEUILLE SE VENTILE COMME SUIVANT AU 31 MARS 2026 :

SUR BASE DE LA JUSTE VALEUR DU PORTEFEUILLE ¹



Il s'agit, ici, de la diversification sectorielle du portefeuille total d'Immo Moury (soit immeubles de placement ainsi que titres SIR et FIIS). Dans les états financiers, les titres SIR et FIIS sont repris dans le poste "Actifs financiers non courants".

SUR BASE DES REVENUS PERÇUS LIÉS AU PORTEFEUILLE



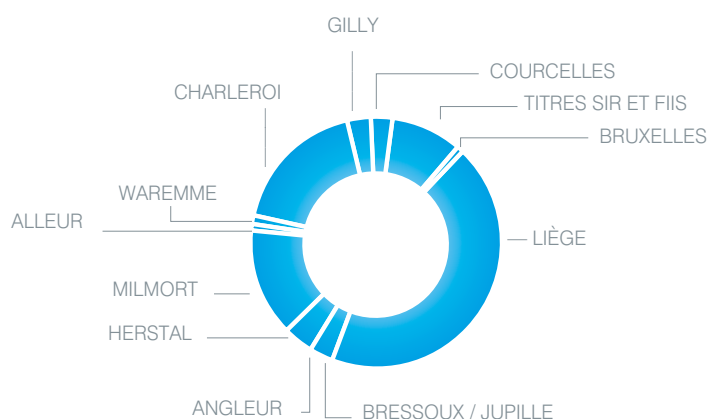
Il s'agit, ici, de la diversification sectorielle du revenu lié au portefeuille total d'Immo Moury (soit immeubles de placement ainsi que titres SIR et FIIS). Dans les états financiers, les revenus des titres SIR et FIIS sont repris dans le poste "Résultat financier".

1. La juste valeur du portefeuille d'immeubles de placement est obtenue sur base du rapport d'évaluation préparé par le cabinet Cushman & Wakefield.

2. Immo Moury a échangé ses actions Cofinimmo en actions Aedifica en mars 2026. Par conséquent, la juste valeur au 31 mars 2026 correspond aux titres Aedifica. Par contre, les revenus perçus durant l'exercice 2025-2026 sont liés aux dividendes de Cofinimmo. Pour de plus amples informations, nous nous référons à la note 21.

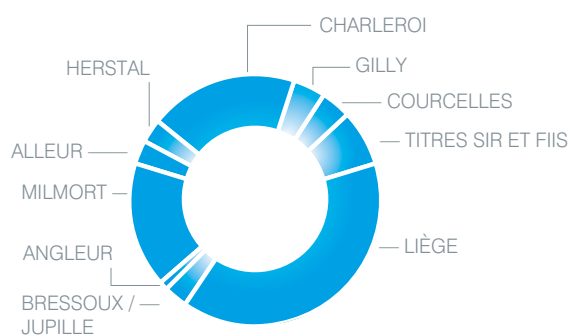
LA DIVERSIFICATION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE SE VENTILE COMME SUIVANT AU 31 MARS 2026 :

SUR BASE DE LA JUSTE VALEUR DU PORTEFEUILLE



BRUXELLES	1%
LIÈGE	43%
BRESSOUX/JUPILLE	3%
ANGLEUR	0%
HERSTAL	4%
MILMORT	14%
ALLEUR	1%
WAREMME	1%
CHARLEROI	17%
GILLY	3%
COURCELLES	3%
TITRES SIR et FIIS	11%

SUR BASE DES REVENUS PERÇUS LIÉS AU PORTEFEUILLE

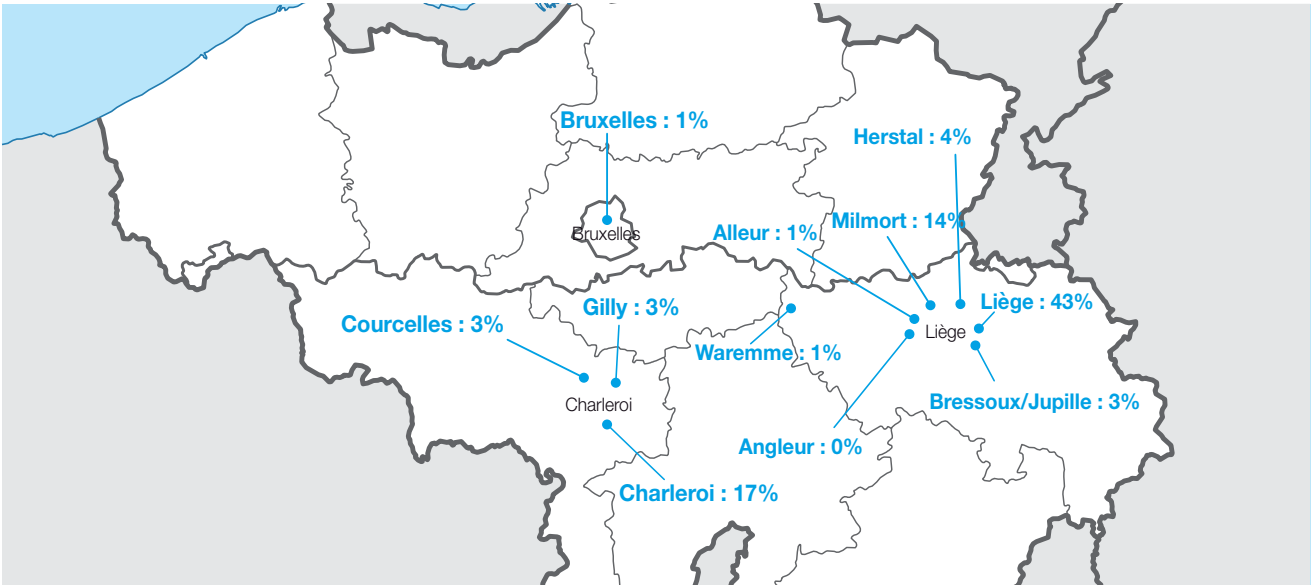


LIÈGE	39%
BRESSOUX/JUPILLE	3%
ANGLEUR	1%
MILMORT	16%
ALLEUR	3%
WAREMME	0%
HERSTAL	3%
CHARLEROI	19%
GILLY	4%
COURCELLES	4%
TITRES SIR ET FIIS	7%

LA LOCALISATION GÉOGRAPHIQUE DU PORTEFEUILLE SE PRÉSENTE COMME SUIVANT AU 31 MARS 2026 :

SUR BASE DE LA JUSTE VALEUR DU PORTEFEUILLE

Titres de Aedifica : 5%
Titres de Warehouses De Pauw : 1%
Titres de Legiapark : 5% (dont 100% en Province de Liège)



LA DIVERSIFICATION COMMERCIALE DU PORTEFEUILLE SE VENTILE COMME SUIVANT AU 31 MARS 2026 :

SUR BASE DE LA JUSTE VALEUR DU PORTEFEUILLE



SUR BASE DES REVENUS PERÇUS LIÉS AU PORTEFEUILLE



ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL ET SITUATION PATRIMONIALE

Au 31 mars 2026, la juste valeur du portefeuille d'Immo Moury s'élève à € 46.262 milliers contre € 45.592 milliers l'an dernier. La juste valeur du portefeuille d'immeubles de placement est de € 41.399 milliers selon l'expert immobilier Cushman & Wakefield pour un taux d'occupation de 93,07 %.

La juste valeur des titres d'autres SIR dans lesquels Immo Moury SA a investi s'élève à € 2.465 milliers (selon le cours de bourse au 31 mars 2026) contre € 1.890 milliers au 31 mars 2025. Suite à l'offre publique d'échange d'Aedifica, Immo Moury a échangé, en février 2026, ses actions Cofinimmo contre des actions Aedifica.

La juste valeur des actions souscrites dans la FIIS en portefeuille au cours de l'exercice est stable et s'élève à € 2.398 milliers contre € 2.315 milliers au 31 mars 2025, soit une augmentation de 4% due à l'approche de la date de levée de l'option de juillet 2026.

Les revenus locatifs s'élèvent à € 2.553 milliers au 31 mars 2026. Ils sont en diminution de 11 % suite au départ du locataire des bureaux situés avenue des Tilleuls à Liège.

Le résultat d'exploitation des immeubles s'élève à € 1.894 milliers au 31 mars 2026 contre € 2.314 milliers l'année précédente, en diminution de 18 %.

Le résultat d'exploitation s'élève à € 1.491 milliers au 31 mars 2026 après comptabilisation des frais généraux et de la variation de juste valeur des immeubles.

Le résultat financier correspond à une charge de € 141 milliers contre

une charge de € 598 milliers l'année précédente. La nette amélioration du résultat financier est principalement due la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture IRS qui est positive de € 84 milliers suite à l'augmentation des taux d'intérêt alors qu'elle était négative de € 291 milliers en 2024- 2025.

L'impôt des sociétés s'élève à € 56 milliers.

En conclusion de ce qui précède, Immo Moury SA réalise un résultat net de € 1.294 milliers au 31 mars 2026 (contre € 764 milliers au 31 mars 2025).

Les autres éléments du résultat global (+ € 575 milliers) au 31 mars 2026 sont constitués de la variation positive de la juste valeur des titres d'autres SIR au cours de la période.

Le résultat global au 31 mars 2026 s'établit à € 1.868 milliers contre € 723 milliers l'exercice précédent.

Au 31 mars 2026, le taux d'endettement s'élève à 47,91 % et le taux d'occupation à 93,07 %.

L'administrateur unique propose de verser un dividende de € 1,8000 brut par action (€ 1,2600 net), soit en diminution de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Ceci correspond à un rendement dividendaire net de 3,65% sur base du cours de bourse moyen de l'action Immo Moury au cours de l'exercice de € 34,48.

Le payout s'établit à € 693 milliers alors que le seuil minimum de distribution s'élève à € 832 milliers au 31 mars 2026 (comme détaillé au chapitre 3 de

l'Annexe C de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 et repris au point 9 du présent rapport).

En pourcentage, le payout ratio s'élève à 71,1 % du résultat corrigé selon le chapitre 3 de l'Annexe C de la loi du 13 juillet 2014 (contre un payout ratio de 61,8 % pour l'exercice précédent). Le pay-out est inférieur à 80 % car le montant affecté à la diminution de la dette est déduit du résultat corrigé pour obtenir le seuil minimum de distribution.

3. Événements significatifs de l'exercice

ÉCHANGE DES TITRES COFINIMMO EN TITRES AEDIFICA

Aedifica a lancé, fin janvier 2026, une offre publique d'échange sur toutes les actions Cofinimmo dans le but de regrouper les deux sociétés et de constituer une plateforme immobilière de santé de plus grande taille et financièrement plus robuste. L'offre permettait aux actionnaires de Cofinimmo de recevoir 1,185 actions Aedifica en échange d'une action Cofinimmo.

Immo Moury a décidé de procéder à l'échange de toutes ses actions Cofinimmo en portefeuille et a reçu 31.796 actions Aedifica contre remise de 26.833 actions Cofinimmo.

FAILLITE DE IKKS

Par jugement du 2 février 2026, IKKS Belgium, locataire d'un espace commercial au Pot d'Or, a été déclaré en faillite. Le contrat de bail avec Immo Moury a donc été rompu automatiquement et l'espace commercial est libre d'occupation depuis cette date. La créance ouverte à la date de la faillite (€ 41 milliers) a été enregistrée en créances douteuses.

4. Prévention des conflits d'intérêts

Aucune opération en conflits d'intérêts visée par les articles 7:96 et 7:97 du code des sociétés et associations et par l'article 37 de la loi du 12 mai 2014 n'a eu lieu entre le 1^{er} avril 2023 et le 31 mars 2026.

5. Circonstances susceptibles, d'avoir une influence notable sur le développement de la société

Aucune circonstance spécifique susceptible d'avoir une influence notable sur le développement de la société n'est connue à ce jour. Toutefois, nous nous référons à la section 1 du rapport de gestion qui détaille les risques auxquels le groupe doit faire face.

6. Activité en matière de recherche et développement

Sans objet.

7. Indication relative à l'existence de succursales

Immo Moury SA ne détient pas de succursale.

8. Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'administration de l'administrateur unique d'Immo Moury SA proposera à l'Assemblée générale d'approuver les comptes annuels au 31 mars 2026, d'affecter le résultat tel que présenté dans le tableau ci-dessous et de distribuer un dividende de € 1,80 brut, soit € 1,26 net par action.

La proposition d'affectation des résultats établie selon l'AR du 13 juillet 2014 est la suivante :

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
A. Résultat net	1.294	764
B. Transfert aux/des réserves (-/+)	-601	68
1. Transfert à/de la réserve du solde (positif ou négatif) des variations de juste valeur des biens immobiliers (-/+)		
- exercice comptable	-80	392
5. Transfert à la réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée (-)		
- exercice comptable	-84	291
11. Transfert au/du résultat reporté des exercices antérieurs (-/+)	-437	-615
C. Rémunération du capital prévue à l'article 13, § 1^{er}, al. 1^{er}	-601	-760
D. Rémunération du capital - autre que C	-231	-72

Le dividende net par action de € 1,26 sera payable le 16 octobre 2026, sous réserve de la décision de l'Assemblée générale ordinaire du 8 septembre 2026.

PRÉCOMPTE MOBILIER

Le taux du précompte mobilier applicable aux dividendes attribués depuis le 1^{er} janvier 2017 s'élève à 30 %.

9. Calcul du résultat minimum à distribuer

Le calcul repris ci-dessous respecte le schéma de calcul visé à l'article 13 §1^{er} de l'arrêté royal du 13 juillet 2014.

Résultat corrigé (A)	31 mars 2026	31 mars 2025
Résultat net	1.294	764
+ Amortissements	12	21
+ Réductions de valeur	47	2
- Reprises de réductions de valeur	-18	-15
- Reprises de loyers cédés et escomptés	0	0
+/- Autres éléments non monétaires	-168	162
+/- Résultat sur vente de biens immobiliers	0	0
+/- Variations de la juste valeur des biens immobiliers	3	520
= Résultat corrigé (A)	1.170	1.454
Plus-values nettes sur réalisation de biens immobiliers non exonérées de l'obligation de distribution (B)		
+/- Plus-values et moins-values réalisées ¹ sur biens immobiliers durant l'exercice	0	0
-Plus-values réalisées sur biens immobiliers durant l'exercice, exonérées de l'obligation de distribution sous réserve de leur réinvestissement dans un délai de 4 ans	0	0
+ Plus-values réalisées sur biens immobiliers antérieurement, exonérées de l'obligation de distribution et n'ayant pas été réinvesties dans un délai de 4 ans	0	0
= Plus-values nettes sur réalisation de biens immobiliers non exonérées de l'obligation de distribution (B)	0	0
(I) 80 % du résultat corrigé (A) + (B) =		
	936	1.163
(II) - la diminution nette, au cours de l'exercice, de l'endettement de la société, tel que visé à l'article 13		
	31 mars 2026	31 mars 2025
Passif	22.574	22.921
- I. Passifs non courants - A Provisions	0	0
- I. Passifs non courants - C. Autres passifs financiers non courants - Instruments de couverture	0	0
- I. Passifs non courants - F. Passifs d'impôts différés	0	0
- II. Passifs courants - A. Provisions	0	0
- II. Passifs courants - C. Autres passifs financiers courants - Instruments de couverture	0	0
- II. Passifs courants - F. Comptes de régularisation	-97	-109
<i>(II) Endettement</i>	22.477	22.812
(II) Diminution nette de l'endettement =	335	403
La différence positive entre les montants (I) - (II)	601	760

Selon IFRS 9, Immo Moury a fait le choix de présenter, dans les autres éléments du résultat global, les variations de la juste valeur des titres des autres SIR sans passer par le résultat net. Par conséquent, les variations de justes valeurs de ces participations ne sont pas incluses dans le résultat net de l'exercice ni dans l'obligation de distribution. Les dividendes versés par les participations dans les autres SIR, par contre, sont inclus dans le résultat net et par conséquent dans l'obligation de distribution.

1. Plus-values et moins-values par rapport à la valeur d'acquisition augmentée des dépenses d'investissement immobilisées

10. Limitation à la distribution et réserves indisponibles

La présentation ci-dessous se réfère à l'article 13 § 1^{er} de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 ainsi qu'à l'article 7 :212 du code des sociétés et associations.

(en milliers d'EUR)	31 mars 2026	31 mars 2025
Actif net	26.147	25.110
- Distribution de dividendes ¹	-832	-832
Actif net après distribution	25.315	24.278
Capital libéré ou, s'il est supérieur, capital appelé (+)	22.073	22.073
Primes d'émission indisponibles en vertu des statuts (+)	0	0
Réserve du solde positif des variations de la juste valeur des biens immobiliers (+) ²	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS est appliquée (+/-)	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée (+/-)	1.808	1.724
Réserve du solde des écarts de conversion sur actifs et passifs monétaires	0	0
Réserve pour différences de changes liées à la conversion d'activités à l'étranger	0	0
Réserve du solde des variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (+/-) ²	0	0
Réserve pour écarts actuariels des plans de pension à prestations définies (+)	0	0
Réserve des latences fiscales afférentes à des biens immobiliers sis à l'étranger (+)	0	0
Réserve des dividendes reçus destinés au remboursement des dettes financières (+)	0	0
Autres réserves déclarées indisponibles par l'assemblée générale (+)	0	0
Réserve légale (+)	0	0
Fonds propres non distribuables (art. 617 code des sociétés)	23.881	23.797
Marge de distribution	1.434	481

Au 31 mars 2026, l'actif net après distribution du dividende n'est pas inférieur au capital libéré, ni au capital appelé augmenté de toutes les réserves indisponibles.

Le dividende de € 832 milliers proposé à l'assemblée générale du 8 septembre 2026 est supérieur au minimum imposé par l'article 13 §1 de l'arrêté royal du 13 juillet 2014 qui s'élève à € 601 milliers³. Le pourcentage du payout par rapport au résultat corrigé selon le chapitre 3 de l'Annexe C de la loi du 13 juillet 2014 s'élève à 71,1 %. Il est inférieur à 80 % car le montant affecté à la diminution de la dette est déduit du résultat corrigé pour obtenir le seuil minimum de distribution.

1. Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 8 septembre 2026.

2. Suite à la recommandation de la FSMA dans sa communication du 2 juillet 2020, la réserve liée à la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (qui reprend les variations de juste valeur des autres SIR en portefeuille, cād Cofinimmo et WDP) est comprise dans le poste « Réserve du solde positif des variations de la juste valeur des biens immobiliers ». De plus, la réserve des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement est maintenant comprise dans la réserve des variations de la juste valeur des biens immobiliers. La somme de ces réserves n'est reprise dans le tableau ci-dessus que si le solde est positif.

3. Le détail du calcul est repris à la page précédente au point 9. Calcul du résultat minimum à distribuer.

11. Événements postérieurs à la clôture

Le Conseil n'a pas eu connaissance à ce jour d'événements qui seraient survenus après le 31 mars 2026 et qui pourraient avoir une incidence significative sur la situation financière arrêtée au 31 mars 2026.

12. Perspectives

Sous les réserves d'usage, Immo Moury envisage le futur de manière sereine vu la majorité de ses immeubles loués à long terme, l'indexation de ses revenus et ses contrats de couverture de taux la protégeant en grande partie contre cette hausse de taux.



Rapport immobilier

1. Portefeuille immobilier

SYNTHÈSE DES DONNÉES IMMOBILIÈRES

Immeubles de placement	Date de construction ou de rénovation	Surfaces locatives (en m ²)	Taux d'occupation	Quote part dans le portefeuille selon la juste valeur au 31 mars 2026
Bureaux boulevard Devreux 36 à Charleroi	2022	2.665	100,00%	16,90%
Bureaux Rue de Mons 9 à Liège	2021	1.562	100,00%	10,65%
Trois commerces et six appartements rue du Pot d'Or à Liège	1940 et 1976	769	75,15%	9,93%
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80A à Milmort	2022	2.958	100,00%	7,93%
Résidence Vitra rue Paradis à Liège	2016	1.259	73,42%	7,34%
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80 à Milmort	2004	3.003	100,00%	6,22%
Bureau rue des Urbanistes à Liège	1907	1.424	100,00%	5,40%
Immeuble de 11 appartements, Rue St Lambert à Herstal	2021	808	100,00%	4,22%
Bureaux av. des Tilleuls à Liège	1961	3.530	NA ²	3,11%
Hall semi-industriel à Courcelles	2004	2.313	100,00%	2,94%
Bureaux et entrepôts rue du rond-point à Gilly ¹	Antérieur à 1952	1.870	100,00%	2,79%
Trois appartements et parking rue Forgeur à Liège	1975	446	99,78%	1,66%
Résidence Cathédrale – 2 appartements – Place Cathédrale à Liège	2018	187	100,00%	1,62%
Deux halls semi-industriels et 3 commerces rue du Gay Village à Jupille	1965	7.999	48,14%	1,61%
Trois halls semi-industriels à Alleur	1993	1.188	100,00%	1,46%
Quatre bureaux Rue Féronstrée 23 à Liège	1981	558	88,24%	1,27%
Commerces et appartements rue PJ Carpay à Liège	1959	1.600	100,00%	0,97%
Résidence Les Terrasses – 1 appartement – Rue Hubert Krains 4-8 à Waremme	2015	118	100,00%	0,65%
Résidence Orban - 1 appartement - Boulevard Frère Orban à Liège	1953	153	100,00%	0,63%
Un appartement Av. J Génicot à Bruxelles	2014	79	100,00%	0,59%
Résidence la Goelette - 1 appartement - Rue Rivageois 1 à Liège	1955	166	0,00%	0,57%
Commerce rue du Sart Tilman à Angleur	2008	101	100,00%	0,38%
Résidence Mahiels - 1 appartement - Avenue Mahiels 9 à Liège	1961	90	100,00%	0,38%
Résidence Albert -1 appartement- Place de la résistance à Liège	1983	81	100,00%	0,25%
Résidence Boitsfort - (1 garage) Place du Parc à Liège	1956	50	0,00%	0,01%
Total des immeubles de placement		34.977	93,07%	89,49%
Total titres d'autres SIR et de FIIS				10,51%
Total portefeuille global				100%

1. Dont les locataires principaux font partie du Groupe Moury.

2. NA : non applicable car il y a un projet en développement pour l'immeuble situé avenue des Tilleuls à Liège.

PRIX D'ACQUISITION ET VALEURS ASSURÉES

Immeubles de placement	Prix d'acquisition de l'immeuble hors frais (en milliers d'EUR) ¹	Juste valeur des immeubles au 31 mars 2026	Valeur assurée de l'immeuble (en milliers EUR) ⁴	Primes d'assurances au 31 mars 2026 (en milliers EUR)
Bureaux boulevard Devreux 36 à Charleroi	9.050	7.820	8.234	7
Bureaux Rue de Mons 9 à Liège	5.250	4.928	3.964	3
Trois commerces et six appartements rue du Pot d'Or à Liège	2.790	4.593	4.916	7
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80A à Milmort	4.152	3.670	4.543	6
Résidence Vitra rue Paradis à Liège	3.077	3.395	3.384	4
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80 à Milmort	2.591	2.877	4.345	6
Bureau rue des Urbanistes à Liège	1.845	2.497	3.321	3
Immeuble de 11 appartements, Rue St Lambert à Herstal	1.967	1.950	2.045	2
Bureaux av. des Tilleuls à Liège	3.260	1.440	5.945	5
Hall semi-industriel à Courcelles	1.400	1.358	1.358	2
Bureaux et entrepôts rue du rond-point à Gilly ¹	917	1.289	2.420	3
Trois appartements et parking rue Forgeur à Liège	570	766	419	0
Résidence Cathédrale – 2 appartements – Place Cathédrale à Liège	897	751	1.000	0
Deux halls semi-industriels et 3 commerces rue du Gay Village à Jupille	860	746	2.973	0
Trois halls semi-industriels à Alleur	470	676	942	1
Quatre bureaux Rue Féronstrée 23 à Liège	420	588	310	0
Commerces et appartements rue PJ Carpay à Liège	430	451	830	2
Résidence Les Terrasses – 1 appartement – Rue Hubert Krains 4-8 à Waremmé	265	303	259	0
Résidence Orban – 1 appartement – Boulevard Frère Orban à Liège	235	291	340	0
Un appartement Av. J Génicot à Bruxelles	80	273	169	0
Résidence la Goelette – 1 appartement – Rue Rivageois 1 à Liège	179	262	155	0
Commerce rue du Sart Tilman à Angleur	140	177	259	0
Résidence Mahiels – 1 appartement – Avenue Mahiels 9 à Liège	140	176	142	0
Résidence Albert – 1 appartement – Place de la résistance à Liège	100	117	109	0
Résidence Boitsfort – (1 garage) Place du Parc à Liège	4	5	23	0
Total des immeubles de placement	41.089	41.399	52.405	51

1. Le prix d'acquisition ne comprend pas les travaux de rénovation ou de transformation mineurs réalisés après leur acquisition.

2. La valeur assurée correspond à la valeur assurée pour l'ensemble de l'immeuble multipliée par la quotité du bien dont Immo Moury est propriétaire. Les primes d'assurances sont incluses dans les charges de co-propriété.

3. Dont les locataires principaux font partie du Groupe Moury.

4. Les valeurs mentionnées sont les valeurs assurées au 31 mars 2026. Ces valeurs correspondent à une valeur de reconstruction.

**CI-DESSOUS SONT REPRIS LES LOCATAIRES DES BIENS IMMOBILIERS
QUI REPRÉSENTENT PLUS DE 5 % DES ACTIFS CONSOLIDÉS AU 31 MARS 2026 :**

Immeubles de placement	Quote-part de la juste valeur au 31 mars 2026 dans le total de l'actif	Locataires
Bureaux boulevard Devreux 36 à Charleroi	16,05%	Le Forem
Bureaux Rue de Mons 9 à Liège	10,12%	Securex
Trois commerces et six appartements rue du Pot d'Or à Liège	9,43%	American Vintage – Zaff Optical et 6 locataires différents en personne physique
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80A à Milmort	7,53%	Atima TPIM
Résidence Vitra rue Paradis à Liège	6,97%	10 locataires différents en personne physique
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80 à Milmort	5,91%	G-Tec
Bureau rue des Urbanistes à Liège	5,13%	Deutsche Bank

Sous-portefeuille	Prix d'acquisition hors frais ¹	Juste valeur au 31 mars 2026	Estimation de la valeur locative au 31 mars 2026 ²	Rendement locatif au 31 mars 2026 sur base des valeurs hors frais
BUREAUX	20.742	18.562	1.049	5,7%
HALLS INDUSTRIELS	9.473	9.327	782	8,4%
COMMERCES	2.930	4.770	258	5,4%
RÉSIDENTIELS	7.944	8.740	430	4,9%
Total	41.089	41.399	2.519	6,1%

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ET RÉNOVATIONS PLANIFIÉS POUR LE PROCHAIN EXERCICE

Comme pour l'exercice précédent, Immo Moury continue à réaliser diverses rénovations et mises en conformité dans certains de ses immeubles.

De plus, Immo Moury a obtenu, en janvier 2022, le permis d'urbanisme pour transformer l'immeuble de bureaux

situé avenue des Tilleuls 62 à Liège en résidence d'appartements, projet qui est actuellement en cours d'analyse.

Différentes options s'offrent à Immo Moury: soit la réalisation des travaux pour une mise en location des appartements ou une vente de ceux-ci,

soit la vente du foncier à un promoteur ou investisseur.

1. Le prix d'acquisition hors frais ne comprend pas les travaux de rénovation ou de transformation réalisés après acquisition des biens.

2. Selon l'expert indépendant Cushman & Wakefield au 31 mars 2026. Pour les biens résidentiels, comme la valeur locative moyenne n'est pas utilisée pour la valorisation, les valeurs indiquées représentent les loyers passants.

SYNTHÈSE DES REVENUS LOCATIFS LIÉS AU PORTEFEUILLE ¹

Immeubles de placement	Montant des loyers annuels perçus (en milliers EUR)	Garanties bancaires (en milliers EUR)	Cautiionnements en numéraire (en milliers EUR)
Bureaux boulevard Devreux 36 à Charleroi	510	0	0
Bureaux Rue de Mons 9 à Liège	347	145	0
Trois commerces et six appartements rue du Pot d'Or à Liège	308	70	7
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80A à Milmort	237	92	0
Résidence Vitra rue Paradis à Liège	125	5	13
Hall semi-industriel, rue des Alouettes 80 à Milmort	201	43	0
Bureau rue des Urbanistes à Liège	161	125	0
Immeuble de 11 appartements, Rue St Lambert à Herstal	94	0	0
Bureaux av. des Tilleuls à Liège	0	0	0
Hall semi-industriel à Courcelles	120	45	0
Bureaux et entrepôts rue du rond-point à Gilly ¹	120	46	0
Trois appartements et parking rue Forgeur à Liège	46	4	4
Résidence Cathédrale - 2 appartements - Place Cathédrale à Liège	32	0	5
Deux halls semi-industriels et 3 commerces rue du Gay Village à Jupille	27	8	0
Trois halls semi-industriels à Alleur	73	10	0
Quatre bureaux Rue Féronstrée 23 à Liège	32	5	0
Commerces et appartements rue PJ Carpay à Liège	33	0	11
Résidence Les Terrasses - 1 appartement - Rue Hubert Krains 4-8 à Waremmé	13	1	0
Résidence Orban - 1 appartement - Boulevard Frère Orban à Liège	14	2	0
Un appartement Av. J Génicot à Bruxelles	15	0	2
Résidence la Goelette - 1 appartement - Rue Rivageois 1 à Liège	6	0	0
Commerce rue du Sart Tilman à Angleur	20	8	2
Résidence Mahiels - 1 appartement - Avenue Mahiels 9 à Liège	10	1	0
Résidence Albert - 1 appartement - Place de la résistance à Liège	9	0	1
Résidence Boitsfort - (1 garage) Place du Parc à Liège	0	0	0
Total des immeubles de placement	2.553	610	45
Titres Cofinimmo	166		
Titres WDP	14		
Titres Legiapark	0		
Total des titres d'autres SIR et FIIS	180		
Total portefeuille global	2.733		

1. Des informations sur les durées résiduelles des baux sont reprises au point 6 du rapport sur les états financiers.

Méthodes d'évaluation

Extrait du rapport de l'expert immobilier Cushman & Wakefield Belgium SA au niveau de la méthode d'évaluation suivie au 31 mars 2026 :

MÉTHODE DE CAPITALISATION

Notre valorisation est basée sur la valeur de marché fictive et non sur le coût de remplacement. La méthode d'évaluation utilisée est celle de la capitalisation du loyer de marché avec corrections pour tenir compte du loyer actuel ou de tout élément pouvant venir influencer la valeur des biens tels que frais de chômage locatif, etc.

La première démarche consiste à déterminer les loyers de marché (LM) : nous analysons à quel niveau de prix les immeubles pourraient être loués demain dans le marché. Pour déterminer ces prix, nous nous basons sur nos données internes, les transactions en cours à l'heure actuelle dans le marché, tout en tenant compte des caractéristiques de la localisation, du site et du bâtiment. Nous avons fait une distinction entre les surfaces bureaux, commerciales, résidentielles et les parkings. Les valeurs données sont celles du moment, et ne tiennent donc pas compte d'une éventuelle augmentation des valeurs locatives à l'avenir.

La deuxième démarche consiste à évaluer à quel rendement un investisseur serait prêt à acheter chacun de ces biens. Nous obtenons ainsi la valeur de marché "acte en mains" avant corrections.

CORRECTIONS POUR LES BUREAUX ET BIENS INDUSTRIELS

Nous calculons la différence entre le loyer payé et le LM. Nous actualisons cette différence sur la période commençant à la date d'évaluation du bien et finissant à la prochaine date de possibilité de révision

du loyer. Ces corrections sont négatives lorsque le locataire paie moins que le LM et positives lorsqu'il paie plus.

CORRECTIONS POUR LES PROPRIÉTÉS COMMERCIALES

Si le loyer perçu est supérieur au loyer de marché, nous capitalisons le LM tout en tenant compte des cash flow excédentaires jusqu'à la prochaine date de rupture possible du bail. Si le loyer est inférieur au loyer de marché, nous capitalisons un loyer à mi-chemin (60 %) entre le loyer perçu et le LM tout en tenant compte des cash flows déficitaires jusqu'à prochaine date de révision du loyer. Notre expérience du marché nous a démontrée d'une manière générale qu'il n'était pas toujours aisé pour un propriétaire d'obtenir la valeur de marché à la prochaine révision possible des loyers et qu'un juge de paix tranchait généralement à 60 % de la différence.

MÉTHODE UNITAIRE (PROPRIÉTÉS RÉSIDENTIELLES)

Dans ce cas nous évaluons le prix au m² ainsi que le prix pour les emplacements de parking. Pour déterminer ces prix, nous nous basons sur nos données internes, les transactions en cours à l'heure actuelle dans le marché, tout en tenant compte des caractéristiques de la localisation, du site et du bâtiment. Nous prenons des corrections pour grosses réparations lorsque celles-ci sont nécessaires et budgétisées par le client à moyen terme. Ces corrections nous sont communiquées par le client en détail et nous les comparons avec nos estimations pour ce type de travaux.

Après avoir appliqué ces corrections, nous obtenons la valeur "acte en mains" après corrections, de laquelle nous déduisons les droits d'enregistrement

et les frais de notaire pour obtenir la valeur "hors frais".

APPROCHE RÉSIDUELLE POUR LES PROJETS EN DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre du présent rapport d'évaluation, nous avons retenu une approche résiduelle pour le bien sis Avenue des Tilleuls 62 étant donné qu'il s'agit d'un immeuble à redévelopper pour lequel un permis de bâtir a déjà été octroyé.

Cette approche qui consiste à déterminer la valeur d'un terrain tenant compte de la valeur de son potentiel constructible sous déductions des coûts divers (constructions, études, honoraires divers, marge de promotion et financement).

Cette approche consiste à déterminer la valeur d'un projet à développer, à partir de la valeur de sortie estimée ou de la valeur de vente à terme.

Cette méthode nous permet donc de déterminer la valeur d'un projet sous l'hypothèse de pleine propriété. Cette valeur correspond à la valorisation du foncier et des actifs immatériels en ce compris les études et le permis de bâtir. La première démarche consiste à déterminer la valeur du projet après travaux.

Pour ce faire nous nous basons d'une part sur les informations communiquées et d'autre part sur notre expérience et analyse du marché. Nous avons estimé des prix unitaires moyens en distinguant les différentes affectations, en tenant compte de leur situation et de notre connaissance de marché.

Nous estimons ensuite les coûts de construction nécessaires à la réalisation du projet tel que défini par le promoteur

Durabilité et ESG

ou l'architecte. Nous ne sommes ni architectes ni ingénieurs et les paramètres appliqués dans les calculs sont basés sur nos connaissances et expériences ou fournis par notre client.

Pour déterminer la valeur résiduelle du projet nous déduisons les coûts de construction de la valeur de sortie du projet. De ce montant nous déduisons également la marge bénéficiaire qu'un développeur serait en droit d'attendre compte tenu du risque, du temps investi et du volume d'investissement, ainsi que le coût d'opportunité. Cette correction correspond à l'absence de rendement sur la valeur résiduelle, pendant la durée de portage du projet, sur base d'un rendement susceptible d'être obtenu pour un investissement alternatif peu risqué.

Il est important de préciser que les coûts de construction et les prix de vente moyens sont implicitement liés. Une fois tous les frais déduits, on se retrouve avec la valeur résiduelle du terrain (y compris les frais d'acquisition) à la date d'évaluation.

Enfin, nous déduisons les droits d'enregistrement (en cas de transaction d'actifs) pour déterminer la valeur de marché résiduelle (hors frais d'acquisition).

Extrait du rapport de l'expert immobilier Cushman & Wakefield Belgium SA au niveau de la méthode d'évaluation suivie au 31 mars 2026:

→ Le développement durable est un facteur de plus en plus important sur le marché immobilier belge. La Belgique s'est engagée à atteindre l'objectif de zéro carbone d'ici 2050, avec une législation déjà en place afin de réduire les émissions de CO₂ des bâtiments. Nous pensons qu'il est probable que d'autres lois et réglementations seront introduites dans les années à venir. Parallèlement, les occupants et les investisseurs de certains secteurs sont de plus en plus attentifs aux aspects de durabilité des bâtiments qu'ils choisissent d'occuper ou d'acheter.

→ L'existence d'une prime verte pour les bâtiments les plus durables fait l'objet d'une observation, d'une enquête et d'un débat permanents sur le marché. Des données de marché appropriées doivent encore être établies pour démontrer pleinement si une valeur supplémentaire peut être attribuée à ces bâtiments.

→ Cependant, il convient de noter que le marché évolue en raison de l'attention portée, par les occupants et les investisseurs, aux références de durabilité d'une propriété. Nous nous attendons à ce que la prise de conscience sur les questions de durabilité augmente dans tous les secteurs du marché immobilier.

2. Conclusions

Cushman & Wakefield Belgium SA, dont les bureaux sont établis avenue des Arts 56 à 1000 Bruxelles, Belgique ;

AGISSANT EN TANT QU'ÉVALUATEUR EXTERNE À LA REQUÊTE DE :
IMMO MOURY SA
RUE DES ANGLAIS 6A
4430 ANS

Extrait du rapport de l'expert immobilier Cushman & Wakefield Belgium SA au niveau de la conclusion de leur mission au 31 mars 2026 :



E-Mail: gaetan.coppens@cushwake.com

Tél.: +32 499 94 86 58

Nos références: 026-20260331/GC

Immo Moury SA

Rue des Anglais 6A

4430 Ans

Bruxelles, le 01 juin 2026

Concerne: valorisation du portefeuille Immo Moury SA

Chère Madame Laschet,

Nous avons l'honneur de vous remettre, ci-joint, notre rapport concernant l'estimation à la date du 31 mars 2026 de l'objet repris sous rubrique.

Au regard de notre analyse du marché et des hypothèses faites dans ce rapport, nous évaluons le bien comme suit:

Valeur de marché hors frais (IAS/IFRS):

41.180.750 EUR

QUARANTE-ET-UN MILLIONS CENT QUATRE-VINGT MILLE SEPT CENT CINQUANTE EUROS

Nous restons à votre disposition pour vous fournir tout élément d'information additionnel et vous prions d'agréer, chère Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Gaetan Coppens

Associate

Valuation & Advisory

Gregory Lamarche* MRICS

Partner – Head of

Valuation & Advisory

**Andram bv*

Pour le compte de:

Cushman & Wakefield Belgium SA

Avenue des Arts 56, 1000 Bruxelles

Tel.: +32 2 514 40 00

www.cushmanwakefield.be

Cushman & Wakefield Belgium SA/NV

Registered office: Avenue Marnix/Marnixlaan 23 – 1000 Brussels – TVA BE 0422.118.165

Cette lettre de présentation fait partie intégrante du rapport et ne peut être lue séparément.

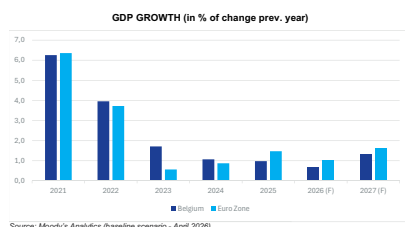
3. Commentaires de notre expert immobilier Cushman & Wakefield sur le marché immobilier actuel

CONTEXTE GÉNÉRAL AU 31 MARS 2026

Q1 2026 : UNE STABILITÉ PERTURBÉE PAR UN CHOC GÉOPOLITIQUE

Le premier trimestre 2026 a débuté dans un climat relativement calme en janvier et février, avant d'être affecté par la montée des tensions au Moyen-Orient. La fermeture inattendue et effective du détroit d'Ormuz a contribué à une volatilité accrue sur les marchés mondiaux de l'énergie, avec une perturbation temporaire de l'approvisionnement en pétrole exerçant une pression à la hausse sur les prix du pétrole et, plus largement, sur les prix de l'énergie.

Ces évolutions ont eu des répercussions sur les industries fortement consommatrices d'énergie et les marchés connexes, tels que les plastiques et l'aluminium. Bien que les implications complètes pour la croissance économique et l'inflation restent incertaines, ces événements ont introduit une volatilité supplémentaire et de nouveaux facteurs de risque dans le commerce mondial.

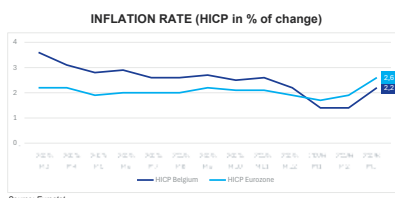


RISQUES DE STAGFLATION ET DILEMME DE POLITIQUE MONÉTAIRE

Ce choc géopolitique a ravivé les inquiétudes liées à une stagflation, caractérisée par un ralentissement de la

croissance et une inflation élevée. Cela place la Banque centrale européenne (BCE) dans une position délicate. Bien que les taux d'intérêt directs devraient rester inchangés en avril, d'éventuelles hausses visant à contenir l'inflation pourraient peser sur une reprise économique déjà fragile.

En Belgique, le gouvernement fédéral doit relever le défi de financer potentiellement de nouvelles mesures de soutien énergétique tout en évoluant dans un contexte de ratio dette/PIB élevé et de taux d'intérêt importants. En mars, le rendement de l'emprunt d'État belge à 10 ans a augmenté de plus de 20 points de base pour atteindre 3,51 %, ce qui pourrait exercer une pression sur les conditions de financement.



L'inflation reste élevée. Le taux d'inflation harmonisé (IPCH) de la Belgique a été estimé à 3,6 % en mars, bien au-dessus de la moyenne de la zone euro de 2,2 %. Les plus f

RÉVISION DES PRÉVISIONS DE CROISSANCE

Moody's a revu à la baisse ses projections de référence pour la croissance du PIB belge, anticipant désormais une progression de 0,7 % en 2026 (contre 1,1 % au trimestre précédent) et de 1,3 % en 2027 (contre 1,4 %). Ce scénario demeure relativement modéré, car il repose sur l'hypothèse que le conflit au Moyen-Orient sera de courte durée et que les prix de l'énergie reviendront à leurs niveaux d'avant-crise d'ici juin.

Bien que le cessez-le-feu de 10 jours récemment annoncé puisse soutenir cette perspective, la situation reste incertaine, et une nouvelle escalade pourrait entraîner une volatilité économique prolongée ainsi que des pressions inflationnistes supplémentaires.

LA DEMANDE DE BUREAUX RÉGIONAUX RESTE SUPÉRIEURE À CELLE DE L'ANNÉE DERNIÈRE AU Q1 2026

L'activité locative au Q1 2026 s'est établie à 89.400 m² répartis sur 111 transactions, soit un niveau supérieur à celui de la même période l'année dernière. Bien que ce chiffre global soit encourageant, le résultat a été fortement influencé par un nombre limité d'opérations importantes réalisées par des propriétaires-occupants.

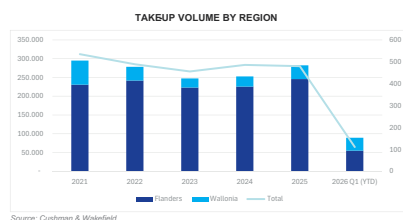
Les acquisitions ont représenté 55 % du volume total, principalement en raison de deux transactions : la Régie des Bâtiments a acquis un actif de 18.000 m² à Mons, et l'Arteveldehogeschool a acheté le bâtiment Campus Dok 2 (Dok-Noord) de 16.000 m² à Gand. En excluant ces opérations, la demande locative sous-jacente est restée globalement en ligne avec celle des trimestres précédents.

Le secteur public a représenté 57 % du volume total ce trimestre, une part élevée qui reflète davantage le calendrier de certaines décisions qu'un changement structurel. En dehors du secteur public, l'activité s'est répartie entre un large éventail d'utilisateurs.

Parmi les transactions notables dans le secteur privé figurent Allia, qui a pris 1.600 m² au CU Antwerp, et VITO, qui a signé pour 1.500 m² à l'Arenberg

Community Building à Louvain. IWG a également été actif ce trimestre, avec trois transactions distinctes à Anvers, Gand et Lummen, portant son volume total à un peu plus de 3 000 m², ce qui témoigne d'une demande soutenue pour des espaces de travail flexibles dans plusieurs villes régionales.

La Flandre a représenté 62% de la demande, avec Anvers et Gand comme marchés les plus dynamiques. La part de la Wallonie a été supérieure à la normale, à 38%, portée par la transaction de Mons et plusieurs opérations à Liège. Dans les deux régions, la taille moyenne des transactions, hors les deux grandes opérations publiques, s'est établie autour de 500 m², confirmant que le marché reste principalement tiré par des mouvements d'occupants de petite et moyenne taille.



LES LOYERS PRIME SE MAINTIENNENT SUR LES MARCHÉS RÉGIONAUX

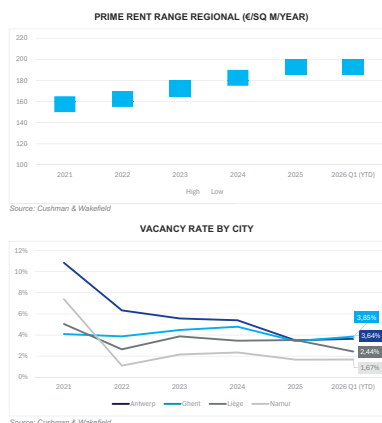
Les loyers prime de bureaux sur les marchés régionaux sont restés globalement stables au Q1 2026, se situant généralement dans la fourchette établie de 185 à 200 €/m²/an. Aucun marché n'a enregistré de variation structurelle en dehors de cette fourchette, reflétant un trimestre relativement calme en termes de grandes transactions de bureaux de catégorie A.

Cela étant dit, certaines transactions individuelles mettent en évidence une pression haussière sur le haut du

marché, en particulier à Anvers. La transaction conclue au CU Antwerp l'a été à un niveau estimé de 210 €/m²/an, au-dessus de la fourchette prime actuelle.

Bien qu'une transaction isolée ne suffise pas à redéfinir le loyer prime, elle suggère que des niveaux supérieurs sont atteignables. Si l'activité locative venait à s'intensifier à Anvers et dans d'autres marchés clés au cours des prochains trimestres, une révision à la hausse de la fourchette prime ne peut être exclue.

À Liège, les loyers prime sont restés dans la fourchette de 170 à 185 €/m²/an observée à la fin de l'année 2025, plusieurs transactions s'inscrivant globalement à ces niveaux.



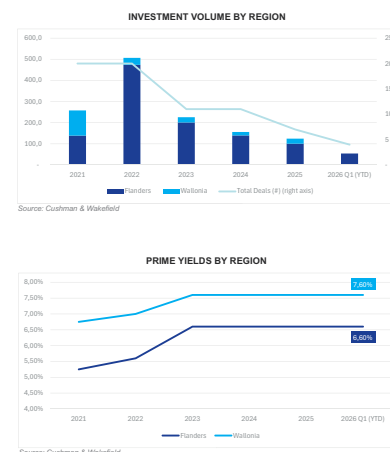
L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT REPREND LÉGÈREMENT, MAIS RESTE LIMITÉE

Le volume d'investissement au Q1 2026 a atteint 53,7 millions d'euros à travers quatre transactions, toutes situées en Flandre. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration modeste par rapport aux trimestres récents, le marché demeure restreint et l'activité continue de dépendre d'un nombre limité de transactions.

La plus importante opération a été le rachat d'Ubicenter I à Louvain par ViRiX, le développeur d'origine du bâtiment, pour environ 23 millions d'euros. Cet actif de 27.000 m² a été cédé par Intervest, marquant une nouvelle cession de la société après une série d'opérations similaires en 2025. À Bruges, Miix a acquis l'ancien Financiecentrum pour environ 12 millions d'euros auprès de Regent Invest, le bâtiment étant destiné à un projet de redéveloppement.

Trois des quatre transactions présentaient un profil de risque « value-add », reflétant la préférence persistante des investisseurs pour des opportunités de repositionnement plutôt que pour des actifs core stabilisés. Aucune transaction n'a été enregistrée en Wallonie ce trimestre. Dans l'ensemble, le marché reste animé par un nombre limité d'acheteurs et de vendeurs, et les volumes totaux demeurent nettement inférieurs aux normes historiques.

Les rendements prime des bureaux régionaux n'ont pas évolué au Q1, restant à 6,60 % en Flandre et à 7,60 % en Wallonie. Compte tenu de volumes de transactions encore limités et d'un flux d'opérations concentré sur un petit nombre d'actifs, les signaux de prix sont insuffisants pour entraîner une variation des rendements, à la hausse comme à la baisse.



PERSPECTIVES

- ➔ Les tensions géopolitiques devraient continuer à alimenter la volatilité des marchés de l'énergie, renforçant l'incertitude entourant les perspectives économiques.
- ➔ Les risques de ralentissement de la croissance combinés à une inflation persistante demeurent, maintenant les décisions de politique monétaire dans un équilibre délicat.
- ➔ Les taux d'intérêt de la BCE devraient rester stables à court terme, bien que les conditions de financement puissent demeurer contraignantes en raison de rendements obligataires à long terme élevés.
- ➔ L'activité locative devrait rester stable en 2026, soutenue par une demande continue des utilisateurs. Celle-ci devrait rester principalement concentrée sur des transactions de petite taille.
- ➔ Les loyers prime devraient se maintenir à court terme dans la fourchette actuelle de 185 à 200 €/m²/an, avec un potentiel de hausse à Anvers si de nouvelles transactions de catégorie A confirment un nouveau palier.
- ➔ L'activité d'investissement devrait rester sélective au cours des prochains trimestres, avec un nombre de transactions probablement limité.

KEY OCCUPIER TRANSACTIONS Q1 2026

PROPERTY	SUBMARKET	OCCUPIER	GLA (SQ M)	DEAL TYPE
Av. Thomas Edison	Mons	Régie des Bâtiments	18,000	Purchase
Campus Dok 2,	Ghent	Arteveldehogeschool	16,000	Purchase
CALA	Liège	Fédération Wallonie-Bruxelles	4,825	Letting

KEY INVESTMENT TRANSACTIONS Q1 2026

PROPERTY	SUBMARKET	OCCUPIER	GLA (SQ M)	DEAL TYPE
Ubicenter I	Leuven	Intervest / ViRiX	27,000	23
Ex-Financiecentrum Brugge	Bruges	Regent Invest / Miix	13,000	12
Alpha Campus	Zwijndrecht	Monument Immo Management / RVM Invest	4,481	9

STATISTIQUES DE MARCHÉ Q1 2026

"Inventory (sq m)"	"Availability (sq m)"	Vacancy Rate	"2026 Q1 Take-up"	"2025 Full Take-up"	Under Construction (sq m)	"Prime Rent Range (€/sq m/year)"	"Average Rent (€/sq m/year)"	Prime Yield
13 402 828	1 190 357	8,88%	32 096	340 906	553 118	370 – 390	209	5,15%
8 701 316	540 305	6,21%	20 590	200 507	292 936	370 – 390	237	5,15%
3 355 079	125 218	3,73%	8 611	92 888	177 578	370 – 390	250	5,15%
2 398 045	122 497	5,11%	9 737	50 040	115 358	320 – 340	272	5,25%
1 464 563	167 883	11,46%	745	21 402	-	265 – 290	170	5,80%
865 091	110 936	12,82%	1 497	14 071	-	320 – 340	174	5,30%
618 538	13 772	2,23%	-	20 142	-	175 – 195	-	6,00%
2 375 684	266 040	11,20%	3 943	55 052	35 000	180 – 200	198	7,35%
2 325 828	384 012	16,51%	7 563	86 747	146 254	175 – 195	131	6,85%

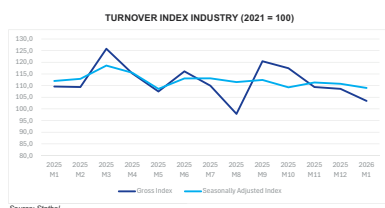
MARCHÉ SEMI-INDUSTRIEL ET LOGISTIQUE :

L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE RESTE STABLE MAIS SOUS PRESSION

L'activité industrielle en Belgique est restée relativement stable, bien qu'assez volatile au cours de l'année 2025. L'indice du chiffre d'affaires industriel (2021 = 100) montre des fluctuations tout au long de l'année, avec un léger recul au début de 2026 (indice corrigé des variations saisonnières à 109,0 en janvier 2026), ce qui reflète un environnement encore prudent.

Au niveau européen, la part de l'industrie manufacturière dans le PIB est en déclin, passant de 17,4 % au début des années 2000 à 14,3 % en 2024. En réponse, la Commission européenne a lancé un nouveau plan industriel visant à soutenir les secteurs clés et à limiter ce recul, en mettant l'accent sur une production « made in Europe » et le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales.

Des mesures plus concrètes sont également mises en œuvre, telles que des quotas d'importation d'acier plus stricts et des droits de douane plus élevés sur l'acier non européen, afin de protéger les producteurs européens face à des importations moins coûteuses. Bien que ces initiatives puissent soutenir le secteur à moyen terme, l'activité industrielle en Belgique reste sous pression à court terme.

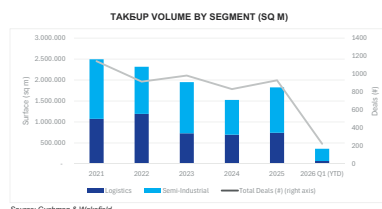


LA DEMANDE SE MAINTIENT PAR RAPPORT À L'ANNÉE DERNIÈRE, PORTÉE PAR LE SEGMENT SEMI-INDUSTRIEL

La demande placée au Q1 2026 a atteint environ 362.000 m² répartis sur 225 transactions, un niveau globalement en ligne avec celui du Q1 2025. L'activité a toutefois été inégale selon les segments. La demande en logistique s'est élevée à environ 72.000 m², en recul sur un an, tandis que le segment semi-industriel a enregistré une performance solide avec 290 000 m².

Dans la logistique, l'une des transactions majeures concerne Neovia Logistics, qui a pris à bail 11 420 m² d'entrepôts et 580 m² de bureaux au sein de Genk Green Logistics.

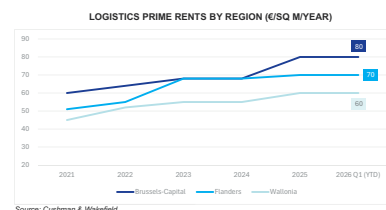
Dans le segment semi-industriel, trois transactions ont dépassé les 10 000 m², dont Safran Aero Boosters, qui a acquis un complexe de près de 19 000 m² dans la province de Liège. Les opérations réalisées par des propriétaires-occupants dans ce segment ont représenté environ 40 % de la demande semi-industrielle, soulignant une demande toujours soutenue de la part des utilisateurs finaux.



LES LOYERS PRIME RESTENT STABLES APRÈS LA FORTE HAUSSE DE 2025

Les loyers prime logistiques sont restés stables au Q1 2026, à la suite de la hausse observée en 2025. Les niveaux actuels s'établissent autour de 80 €/m²/

an dans la grande région de Bruxelles, 70 €/m²/an en Flandre et 60 €/m²/an en Wallonie. Aucun mouvement significatif des loyers n'est attendu à court terme.

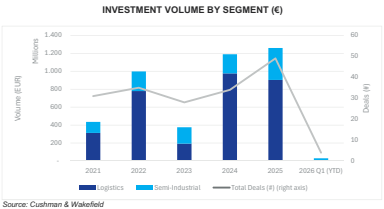


LE MARCHÉ DE L'INVESTISSEMENT DÉMARRE LENTEMENT EN 2026

L'activité d'investissement est restée très limitée au Q1 2026, avec un volume total d'environ 30 millions d'euros répartis sur quatre transactions. Ce niveau est nettement inférieur à celui du début de l'année précédente, qui avait été marqué par plusieurs opérations de grande ampleur telles que MG Park Malinas, le portefeuille Logisor, le site Renault à Vilvorde et la participation de Montea dans le centre de distribution de Skechers à Liège.

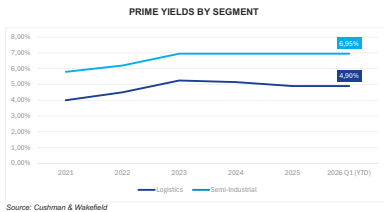
Ce trimestre a été principalement animé par des transactions de taille plus modeste. Parmi celles-ci figurent l'acquisition de Sea Gate Logistics Park I à Ostende par C3 Real Estate Partners, ainsi que l'ancien site de literie Recor à Genk, acquis par Heylen Warehouses en vue d'un redéveloppement à moyen et long terme.

Le pipeline d'investissement demeure relativement limité, avec peu de transactions d'envergure attendues sur le marché à court terme. Cette situation ne reflète pas un manque d'appétit des investisseurs, mais plutôt une offre restreinte de produits disponibles.



LES TAUX DE RENDEMENT PRIME RESTENT STABLES

Les rendements prime logistiques sont restés stables autour de 4,90% au Q1 2026. Il n'y a actuellement pas d'incitation claire à une nouvelle compression des rendements, mais pas non plus de pression significative à la hausse. En conséquence, les rendements prime devraient rester globalement stables à court terme.



PERSPECTIVES

- ➔ Les tensions géopolitiques devraient continuer à alimenter la volatilité des marchés de l'énergie, renforçant l'incertitude entourant les perspectives économiques.
- ➔ Les risques de ralentissement de la croissance combinés à une inflation persistante demeurent, maintenant les décisions de politique monétaire dans un équilibre délicat.
- ➔ Les taux d'intérêt de la BCE devraient rester stables à court terme, bien que les conditions de financement puissent demeurer tendues en raison de rendements obligataires à long terme élevés.

- ➔ Le marché des utilisateurs devrait rester stable, avec une divergence persistante entre l'activité logistique et semi-industrielle, soutenue par la demande des utilisateurs finaux, en particulier des propriétaires-occupants.
- ➔ Les niveaux de loyers logistiques devraient rester stables à court terme, après la forte croissance enregistrée en 2025, sans pression immédiate à la hausse.
- ➔ L'activité d'investissement devrait se redresser progressivement, bien que dépendante de l'arrivée de nouveaux produits sur le marché, tandis que les rendements prime devraient globalement rester stables à court terme.

KEY OCCUPIER TRANSACTIONS Q1 2026

PROPERTY	SUBMARKET	OCCUPIER	GLA (SQ M)	DEAL TYPE
Rue Trois Bourdons 27, Welkenraedt	Liège	Safran Aero Boosters	18,850	Purchase
Genk Green Logistics	Limburg	Neovia Logistics	12,000	Letting
Oosterring 14, Genk	Limburg	Provan	10,730	Letting

KEY INVESTMENT TRANSACTIONS Q1 2026

PROPERTY	SUBMARKET	OCCUPIER	GLA (SQ M)	DEAL TYPE
Sea Gate Logistics I, Oostende	West Flanders	Logistis / C3 REP	10,517	6
Ex Recor Bedding, Genk	Limburg	Recor Bedding / Heylen Warehouses	30,000	9
Rue de Herbesthal 3, Eupen	Liège	Private / SCPI Imarea Pierre	8,280	5.6

TRANSACTIONS – LOGISTIQUE & SEMI-INDUSTRIEL (LIÈGE Q1 2025 – Q1 2026)

Période	Transaction	Type	Locataire	Adresse	Postal Code	City	Surfaces (m²)
2025 Q1	Letting	Logistics	Mondial Relay	Av. du Parc Industriel 213	4041	Milmort	8.127
2025 Q1	Letting	Semi-industrial	BSM Consulting	1ère avenue	4040	Herstal	700
2025 Q1	Letting	Semi-industrial	Covalux	Rue d'Abhooz	4040	Herstal	640
2025 Q1	Letting	Semi-industrial	Upgrade	Rue des Qautres Arbres	4460	Grâce-Hollogne	1.765
2025 Q2	Letting	Semi-industrial	Maison Gilson	Rue de l'Abbaye	4040	Herstal	1.800
2025 Q3	Letting	Semi-industrial	Bachelet Group	Rue des Gardes Frontières 1	4031	Angleur	1.935
2025 Q3	Letting	Semi-industrial	Dial Services	Rue de l'Avenir 71	4460	Grâce-Hollogne	1.635
2025 Q3	Letting	Semi-industrial	Jacops Sud	Rue des Semailles 30	4400	Flémalle	300
2025 Q3	Letting	Semi-industrial	TVO Logistics	4ème Avenue 46	4040	Herstal	1.360
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	Amss Management	Première Avenue 2	4040	Herstal	560
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	Crepi-Tech	Rue des Semailles 35	4400	Flémalle	385
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	DS Theming	Première Avenue 22	4040	Herstal	260
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	La Ressourcerie du Pays de Liège	Rue du Fourneau 41	4030	Grivegnée	1.330
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	Larko Group	Rue de l'Abbaye 8	4040	Herstal	750
2025 Q4	Letting	Semi-industrial	Refit Construct	Première Avenue 65	4040	Herstal	1.000
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Betsaleel Import Export	Rue de la Digue 4	4400	Flémalle	426
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	HPS Construct	Rue Deponthière 50	4431	Loncin	1.100
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Mister Move	Avenue du Progrès 21	4430	Ans	102
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	N&A Energy	Avenue du Progrès 21	4430	Ans	310
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Simon Stockage	Rue de l'Avenir 65	4460	Grâce-Hollogne	1.400
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Socatra	Rue Porte de Liège	4342	Hognoul	58
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Sodial	Porte de Liège	4340	Awans	337
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Thinksmart	Rue Porte de Liège	4342	Hognoul	265
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Transvia	Rue de l'Arbre Courte Joie 350	4000	Rocourt	3.361
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Urban Express Supply Chain	Rue de l'Avenir 67	4460	Grâce-Hollogne	700
2026 Q1	Letting	Semi-industrial	Wallfin	Rue Porte de Liège	4342	Hognoul	395

MARCHÉ DU COMMERCE DE DÉTAIL

LA CONFIANCE DES CONSOMMATEURS S'AFFAIBLIT TANDIS QUE LES VENTES DE DÉTAIL RESTENT STABLES

La confiance des consommateurs a reculé pour atteindre -6 en mars, après une période de sentiment plus positif à la fin de 2025 et au début de 2026. Selon l'enquête de la Banque nationale de Belgique (BNB), les ménages se montrent plus prudents quant aux perspectives économiques, tout en anticipant une hausse des prix à la consommation et une progression supplémentaire de l'inflation au cours des 12 prochains mois.

Dans ce contexte, les ventes de détail en Belgique (hors carburants) sont restées globalement stables en février 2026 par rapport à la même période l'année précédente, tant en volume qu'en valeur. Dans le détail, les ventes de textiles et de chaussures (+4,7 % en glissement annuel) ainsi que le commerce en ligne (+4,6 % en glissement annuel) ont affiché une dynamique positive, tandis que les dépenses en biens culturels et récréatifs ont diminué (-2,9 % en glissement annuel). Les ventes de carburants, en volume comme en valeur, ont enregistré une baisse plus marquée sur la même période.



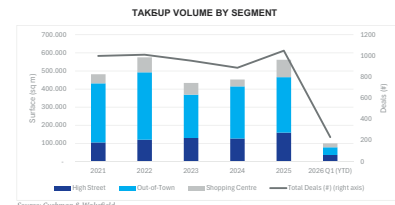
LA DEMANDE RESTE ÉLEVÉE AVEC UNE DYNAMIQUE GLOBALEMENT POSITIVE

La demande placée dans le commerce de détail a atteint 100 300 m² répartis sur 231 transactions au Q1 2026, soit une hausse de près de +50 % par rapport à la même période l'année précédente. Ce résultat prolonge les niveaux déjà élevés observés en 2025 et confirme une demande solide de la part des enseignes.

Tous les segments du commerce de détail ont enregistré une progression de la demande, les centres commerciaux affichant la meilleure performance, en hausse d'environ +80 % en glissement annuel.

Cette dynamique a été en partie soutenue par un nombre limité de transactions de grande taille, notamment Zara (3.400 m²) au Feest- en Cultuurpaleis et Chaussea (1 700 m²) aux Galeries St Lambert. Parallèlement, l'activité locative dans ce segment bénéficie d'une tendance positive plus large. Les centres commerciaux continuent d'attirer à la fois des enseignes internationales telles que Sephora et des marques cherchant à étendre leur présence à différents formats de distribution. Par ailleurs, plusieurs opérateurs de restauration et de boissons, traditionnellement présents en centre-ville, manifestent un intérêt croissant pour les centres commerciaux. L'ouverture récente de Le Pain Quotidien au Woluwe Shopping constitue un exemple précoce de cette tendance.

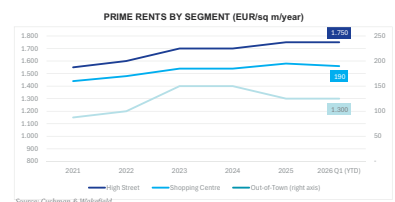
Dans l'ensemble, l'activité locative dans le commerce de détail reste soutenue, avec un bon niveau de transactions dans les différents segments et un intérêt marqué tant de la part des enseignes déjà présentes que de nouveaux entrants potentiels.



DES NIVEAUX DE LOYER SOLIDES AVEC UN LÉGER AJUSTEMENT EN PÉRIPHÉRIE

Les loyers prime du commerce de détail restent globalement stables, soutenus par une offre limitée de surfaces dans les emplacements prime, tant en centre-ville que dans les centres commerciaux. Cette contrainte d'offre continue de soutenir les niveaux de loyers, en particulier pour les emplacements de catégorie A.

Dans le segment des retail parks et des zones commerciales en périphérie, le loyer prime a été légèrement ajusté à 190 €/m²/an, reflétant des commercialisations en cours plutôt qu'un changement fondamental des conditions de marché. Cela étant dit, le sentiment sur ce segment reste relativement positif, avec une demande des enseignes soutenue pour les sites les plus dominants.

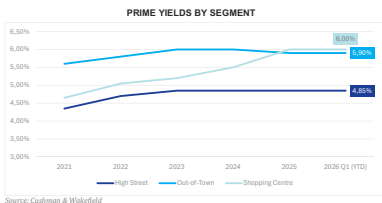
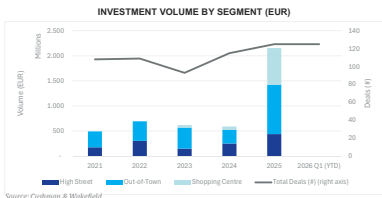


L'ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT DÉMARRE SOLIDEMENT

Le volume d'investissement en retail a atteint 130 millions d'euros répartis sur 18 transactions au Q1 2026. Ce niveau reste inférieur à celui enregistré au Q1 de l'année précédente, qui avait été soutenu par des opérations majeures

telles que le portefeuille Forum Estates et les sites Metro/Makro. Ce trimestre, l'activité a été portée par plusieurs transactions de taille significative en périphérie, notamment Frunpark Châtelaineau et Shopping Lessines, ainsi que par de multiples opérations en centre-ville autour de 5 millions d'euros. Malgré l'absence de transactions de très grande envergure, l'appétit des investisseurs demeure soutenu en ce début d'année. Bien que les conditions de financement puissent devenir plus contraignantes, les perspectives globales pour 2026 restent positives, avec un volume d'investissement en retail toujours attendu autour du seuil d'un milliard d'euros d'ici la fin de l'année.

À court terme, plusieurs transactions de plus grande ampleur sont à l'étude, notamment Shopping Hydrión à Arlon et K à Courtrai. Le segment des artères commerçantes ("high street") comprend également certains portefeuilles suscitant l'intérêt du marché ; s'ils venaient à être mis en vente, ils offriraient une indication précieuse des niveaux de prix actuels. Les rendements prime du commerce de détail sont restés stables dans tous les segments au Q1 2026, sans mouvement notable observé en ce début d'année.



PERSPECTIVES

- ➔ Les tensions géopolitiques devraient continuer à alimenter la volatilité des marchés de l'énergie, renforçant l'incertitude entourant les perspectives économiques.
- ➔ Les risques de ralentissement de la croissance combinés à une inflation persistante demeurent, maintenant les décisions de politique monétaire dans un équilibre délicat.
- ➔ Les taux d'intérêt de la BCE devraient rester stables à court terme, bien que les conditions de financement puissent demeurer tendues en raison de rendements obligataires à long terme élevés.
- ➔ Bien que la confiance des consommateurs se soit affaiblie, les ventes de détail restent stables, ce qui devrait continuer à soutenir la demande des enseignes.
- ➔ L'activité locative devrait rester soutenue, portée par des enseignes actives, l'expansion continue des centres commerciaux et l'intérêt de nouveaux entrants.
- ➔ L'activité d'investissement devrait se renforcer au cours de l'année, avec un volume attendu autour du seuil d'un milliard d'euros d'ici la fin de l'année, même si les conditions de financement restent un facteur à surveiller.

KEY OCCUPIER TRANSACTIONS Q1 2026

PROPERTY	SEGMENT	OCCUPIER	GLA (SQ M)	TYPE
Rue Trois Bourdons 27, Welkenraedt	Liège	Safran Aero Boosters	18,850	Purchase
Genk Green Logistics	Limburg	Neovia Logistics	12,000	Letting
Oosterring 14, Genk	Limburg	Provan	10,730	Letting

KEY INVESTMENT TRANSACTIONS Q1 2026

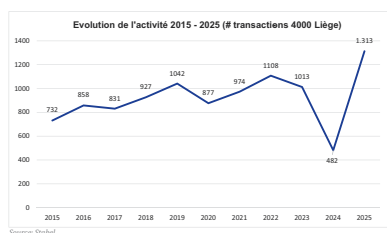
PROPERTY	SEGMENT	SELLER / BUYER	GLA (SQ M)	PRICE (MEUR)
Frunpark Châtelaineau	Out-of-Town	De Vlier / Belfius Immo + family office	18,500	27
Shopping Lessines	Out-of-Town	Equilis / Private	6,800	14
Grand Sablon 6	High Street	Private / Private	250	6

LISTING DES TRANSACTIONS - HIGH STREET (LIÈGE Q1 2024- Q1 2025)

Période	Transaction	Type	Adresse	Ville	Locataire	Catégorie	Surfaces (m²)
2025 Q1	Letting	High street	Passage Lemonnier	Liège	Comptoir de Mathilde	Food & Beverage - Retail	333
2025 Q1	Letting	High street	Place du XX Aout 34	Liège	RS Daksh	Others	350
2025 Q1	Pop-up	High street	Vinave d'Ile 40	Liège	Pop Media	Games & Toys	241
2025 Q2	Letting	High street	Pont d'Ile 55	Liege	Pearle	Optical	265
2025 Q2	Letting	High street	Place de la République Française 27 - 29	Liège	Subway	Food & Beverage - Retail	294
2025 Q3	Pop-up	High street	Vinave d'Ile 22	Liege	It's All About Christmas	Home, Deco & DIY	1414
2025 Q3	Pop-up	High street	Rue de la Cathédrale	Liège	McDonald's	Food & Beverage	95
2025 Q4	Letting	High street	Pont d'Ile 48	Liege	Ace & Tate	Optical	172
2025 Q4	Letting	High street	Rue des Dominicains	Liège	Aliskin	Medical	80
2026 Q1	Letting	High street	Vinave d'Ile 9	Liège	Only	Fashion	600
2026 Q1	Letting	High street	République Française 27	Liège	Tasty Crousty	Food & Beverage	300
2026 Q1	Pop-up	High street	Vinave d'Ile 19	Liege	Mc Donald's	Food & Beverage	236
2025 Q1	Letting	High street	Passage Lemonnier	Liège	Comptoir de Mathilde	Food & Beverage	333

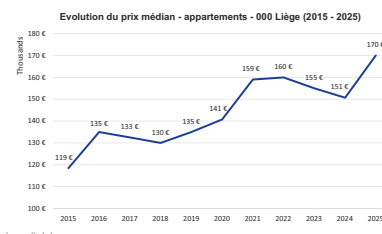
MARCHÉ RÉSIDENTIEL DES APPARTEMENTS À LIÈGE

Selon les données de Statbel, le nombre de transactions observé sur le segment des appartements, au sein de la commune de Liège, a presque triplé, en passant de 482 transactions, en 2024, à 1.313 pour l'année 2025. Ceci représente donc une hausse de 172% sur un an et une hausse de près de 50% du nombre de transaction de la moyenne décennale (884 occurrences).



Un élément important qui permet d'expliquer, cette hausse importante concerne la baisse programmée des droits d'enregistrement en Wallonie, qui sont passés de 12,5% à 3% pour les acheteurs-occupants. Cette mesure a entraîné un report des décisions d'achat durant l'année 2024 au profit de 2025.

Selon les données statistiques officielles publiées par Statbel, le prix médian d'un appartement dans la commune de Liège au Q4-2025 a connu une hausse de 12,8% par rapport à la même période en 2024 et s'affiche désormais autour de 170.000€ contre 150.700€ un an plus tôt. La moyenne des prix médians enregistrés sur cinq ans, pour ce marché, s'élève à près de 158.940€.



Selon le baromètre des notaires, un appartement neuf, en Wallonie, coûtait en moyenne 278.500 EUR. (+5,65% par rapport à 2024). A Bruxelles, le prix moyen était de 366.429 EUR (+1,55%) tandis qu'en Flandre celui-ci a augmenté de 6,08% pour s'établir à 378.807 EUR. Sur le marché secondaire, le prix moyen des appartements en région wallonne s'élevait à 198.267 EUR (+6,07% par rapport à 2024). À Bruxelles, les appartements existants affichaient un prix moyen de 298.208 EUR (+2,81%) et à 277.428 EUR (+2,30%) en Flandre.

Notons que pour la province de Liège, le prix moyen des appartements a augmenté de 12,32% sur 5 ans tandis que les provinces de Luxembourg et de Namur ont connu les augmentations les plus fortes sur la même période, à savoir + 25,41% et + 19,09% respectivement.



Rapport sur les états financiers¹

1. Il s'agit des états financiers consolidés et statutaires d'Immo Moury vu qu'Immo Moury ne détient pas de filiale.
Les chiffres indiqués peuvent présenter des différences liées aux arrondis.

État du résultat global

(en milliers d'EUR)	Annexe	31 mars 2026	31 mars 2025
I Revenus locatifs	5, 6	2.553	2.872
III Charges relatives à la location		-34	13
RÉSULTAT LOCATIF NET		2.519	2.885
IV Récupération de charges immobilières loués		0	13
V Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	7	471	524
VII Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	8	-531	-464
VIII Autres recettes et dépenses relatives à la location		0	0
RÉSULTAT IMMOBILIER		2.458	2.958
IX Frais techniques	9	-180	-272
X Frais commerciaux		-21	-24
XI Charges et taxes sur immeubles non loués	10	-108	-115
XII Frais de gestion immobilière	11	-229	-206
XIII Autres charges immobilières	12	-26	-27
Charges immobilières		-564	-644
RÉSULTAT D'EXPLOITATION DES IMMEUBLES		1.894	2.314
XIV Frais généraux de la Société	13	-395	-392
XV Autres revenus et charges d'exploitation		26	3
RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT RÉSULTAT SUR PORTEFEUILLE		1.525	1.925
XVI Résultat sur vente d'immeuble de placement	14	0	0
XVIII Variation de la juste valeur des immeubles de placement	15, 19	-3	-520
XIX Autre résultat sur portefeuille		-30	14
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		1.491	1.419
XX Revenus financiers	16	181	179
XXI Charges d'intérêts nettes	16	-475	-604
XXII Autres charges financières	16	-15	-11
XXIII Variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers	16	168	-162
RÉSULTAT FINANCIER		-141	-598
XXIV Résultat des participations qui sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence		0	0
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		1.350	821
XXV Impôts des sociétés	17	-56	-57
XXVI Exit tax		0	0
I RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		1.294	764
II AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, APRÈS IMPÔT SUR LE RÉSULTAT			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net :		575	-41
C Variation de la juste valeur des actifs financiers ¹	21	575	-41
RÉSULTAT GLOBAL TOTAL, PART DU GROUPE, DE LA PÉRIODE²		1.868	723
Nombre d'actions de bases et diluée		463.154	463.154
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE, PART DU GROUPE, PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE^{2,3}	18	4,03	1,56

1. Ce poste concerne la variation de juste valeur des participations dans d'autres sociétés immobilières réglementées enregistrée par le biais des autres éléments du résultat global.

2. Au 31 mars 2025 et au 31 mars 2026, il n'y a aucun effet diluant.

3. Calculé sur base de la différence entre le nombre d'actions souscrites ayant droit au dividende (463.154) et le nombre d'actions propres (1.030), soit 462.124 au 31 mars 2025 et 2026. Il n'y a pas d'intérêts minoritaires.

État de la situation financière

ACTIF (en milliers d'EUR)		Annexe	31 mars 2026	31 mars 2025
I	ACTIFS NON COURANTS		48.236	47.507
B	Immobilisations incorporelles		0	0
C	Immeubles de placement	19	41.399	41.387
D	Autres immobilisations corporelles	20	112	127
E	Actifs financiers non courants	21	6.724	5.992
II	ACTIFS COURANTS		485	524
A	Actifs détenus en vue de la vente		0	0
D	Créances commerciales	22	287	295
E	Créances fiscales et autres actifs courants	23	7	7
F	Trésorerie et équivalents de trésorerie	24	164	191
G	Comptes de régularisation	25	27	31
	TOTAL ACTIF		48.721	48.031

PASSIF (en milliers d'EUR)		Annexe	31 mars 2026	31 mars 2025
	CAPITAUX PROPRES		26.147	25.110
A	Capital	26	22.067	22.067
C	Réserves		2.786	2.279
b	Réserves du solde des variations de la juste valeur des biens immobiliers ¹		-1.589	-1.197
e	Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée (+/-) ¹		1.724	2.015
h	Réserve pour actions propres		-51	-51
i	Réserves du solde des variations de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	21	-515	-1.090
n	Résultat reporté exercices antérieurs		3.217	2.602
D	Résultat net de l'exercice		1.294	764
I	PASSIFS NON COURANTS		18.199	18.759
B	Dettes financières non courantes	27	18.199	18.759
C	Autres passifs financiers non courants		0	0
II	PASSIFS COURANTS		4.375	4.162
B	Dettes financières courantes	27	3.647	3.446
D	Dettes commerciales et autres dettes courantes	28	631	607
F	Comptes de régularisation	29	97	109
	TOTAL PASSIF		48.721	48.031

1. Il s'agit des capitaux propres avant affectation. Les variations de juste valeur des immeubles de placement et des instruments de couverture de l'exercice 2025-2026 seront affectées aux réserves suite à l'approbation de l'assemblée générale, c'est-à-dire au cours de l'exercice 2026-2027.

État des flux de trésorerie

(en milliers d'EUR)	Annexe	31 mars 2026	31 mars 2025
Résultat net		1.294	764
Amortissements (hors IFRS 16)	13	39	49
Réduction de valeur (reprise -)	22	32	-15
Résultat sur vente immeuble placement	14	0	0
Variation de la juste valeur des immeubles de placement (+/-)	15,19	3	520
Résultat financier à excluir du flux opérationnel ¹	16	141	598
Marge brute d'autofinancement		1.689	2.095
Variation du fonds de roulement		-22	35
Flux de trésorerie opérationnels nets		1.667	2.130
Acquisition d'immeubles de placement	19	0	0
Investissements sur immeubles de placement (travaux)	19	0	-70
Investissements nets dans des titres de SIR	21	0	0
Acquisitions d'autres actifs financiers	21	0	0
Acquisitions d'immobilisations (in)corporelles	19	0	-3
Cessions d'immeubles de placement	14	0	0
Cessions d'actifs financiers	21	0	0
Flux de trésorerie d'investissement		0	-73
Dividende payé	33	-832	-924
Remboursement des lignes de crédit bancaires	27	-347	-378
Remboursement des dettes de leasing	27	-27	-33
Intérêts reçus et autres produits financiers	16	1	0
Intérêts payés	16	-475	-604
Autres frais financiers	16	-15	-11
Flux de trésorerie de financement		-1.695	-1.950
FLUX DE TRÉSORERIE TOTAUX DE LA PÉRIODE		-27	107
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		191	84
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	24	164	191
FLUX DE TRÉSORERIE - TOTAUX DE LA PÉRIODE		-27	107

1. Les dividendes reçus des autres SIR et FIIS s'élevant respectivement à € 179 milliers et € 180 milliers lors des exercices 2024-2025 et 2025-2026 sont classés en flux de trésorerie opérationnelles vu qu'Immo Moury est une société d'investissements dans les actifs immobiliers et équivalents.

État de variation des capitaux propres

	Capital	Frais d'augmentation de capital	Réserve du solde des variations de la juste valeur des biens immobiliers ^{1,2}	Réserve du solde des variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée ¹	Réserve pour actions propres	Réserves liées à la réévaluation de la juste valeur des actifs financiers	Résultats reportés des exercices antérieurs	Résultat net	Total
31 mars 2024	22.073	-5	-727	2.643	-51	-1.049	1.985	442	25.311
Variation de la juste valeur des immeubles de placement			-614				614		-
Variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée				-628			628		-
Variation de la juste valeur de la FIIS			145				-145		-
Affectation du résultat de l'exercice précédent							442	-442	-
Transfert de réserve du solde des variations de la juste valeur des biens immobiliers vers résultat reporté suite à la vente d'un bien immobilier			-				-		-
Résultat de la période									-
<i>Autres éléments du résultat global</i>								764	764
Variation de la juste valeur des titres SIR						-41			-41
Dividendes distribués							-924		-924
31 mars 2025	22.073	-5	-1.197	2.015	-51	-1.090	2.600	764	25.110
Variation de la juste valeur des immeubles de placement			-520				520		-
Variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée				-291			291		-
Variation de la juste valeur de la FIIS			128				-128		-
Affectation du résultat de l'exercice précédent							764	-764	-
Transfert de réserve du solde des variations de la juste valeur des biens immobiliers vers résultat reporté suite à la vente d'un bien immobilier			-				-		-
Résultat de la période								1.294	1.294
<i>Autres éléments du résultat global</i>									-
Variation de la juste valeur des titres SIR						575			575
Dividendes distribués							-832		-832
31 mars 2026	22.073	-5	-1.589	1.724	-51	-515	3.216	1.294	26.147
Variation de la juste valeur des immeubles de placement			-3				3		-
Variations de juste valeur des instruments de couverture autorisés auxquels la comptabilité de couverture telle que définie en IFRS n'est pas appliquée				84			-84		-
Variation de la juste valeur de la FIIS			83				-83		-
Affectation du résultat de l'exercice précédent							1.294	-1.294	-
Dividendes distribués							-832		-832
	22.073	-5	-1.509	1.808	-51	-515	3.515	-	25.316

Rémunération proposée du capital

1. Les variations de juste valeur des immeubles de placement et des instruments de couverture de l'exercice 2024-2025 ont été affectées aux réserves suite à l'approbation de l'assemblée générale du 9 septembre 2025, c'est-à-dire au cours de l'exercice sous revue. Les variations de juste valeur des immeubles de placement et des instruments de couverture de l'exercice 2025-2026 seront affectées aux réserves suite à l'approbation de l'assemblée générale du 8 septembre 2026, c'est-à-dire au cours de l'exercice 2026-2027.
2. Cette rubrique englobe désormais les « Réserves des frais et droits de mutation estimés intervenant lors de l'aliénation hypothétique des immeubles de placement ». Cette dernière rubrique était reprise sur une ligne distincte dans les précédents rapports.

Annexes aux états financiers

Table des matières

1. Identification de l'entreprise	59
2. Déclaration de conformité	59
3. Résumé des règles d'évaluation applicables aux comptes statutaires	59
4. Informations sectorielles	65
5. Revenus locatifs	68
6. Contrats de location simple	68
7. Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	69
8. Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	70
9. Frais techniques	70
10. Charges et taxes sur immeubles non loués	70
11. Frais de gestion immobilière	71
12. Autres charges immobilières	71
13. Frais généraux de la société	71
14. Résultat sur vente d'immeubles de placement	72
15. Variation de la juste valeur des immeubles de placement	72
16. Résultat financier	73
17. Impôts & Exit tax	73
18. Résultat par action	74
19. Immeubles de placement et immeubles détenus en vue de la vente	74
20. Autres immobilisations corporelles	80
21. Actifs financiers non courants	81
22. Créances commerciales	84
23. Autres créances fiscales et autres actifs courants	85
24. Trésorerie et équivalents de trésorerie	85
25. Comptes de régularisation	85
26. État du capital	86
27. Dettes financières non courantes et courantes	88
28. Dettes commerciales et autres dettes courantes	89
29. Comptes de régularisation	89
30. Instruments financiers	90
31. Ratio d'endettement	91
32. Événements post clôture	91
33. Dividendes payés et proposés	92
34. Actifs et passifs éventuels, droits et engagements	92
35. Transactions avec les parties liées	93
36. Déclaration de management	95

1. Identification de l'entreprise

Immo Moury SA est une société de droit belge créée le 18 juillet 2007 dont le siège social est situé à 4430 Ans, rue des Anglais 6A, sous le numéro d'entreprise 0891 197 002.

Moury Management SA est l'administrateur unique d'Immo Moury SA.

Les états financiers au 31 mars 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'administration de l'administrateur unique, la SA Moury Management, le 16 juin 2026.

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires est statutairement prévue le 8 septembre 2026.

L'exercice social commence le 1^{er} avril et se termine le 31 mars de chaque année.

2. Déclaration de conformité

Les états financiers de la société ont été établis en utilisant des méthodes comptables conformes au référentiel IFRS tel qu'exécutés par l'arrêté royal du 13 juillet 2014 relatif aux sociétés immobilières réglementées (modifié par l'Arrêté Royal du 23 avril 2018) et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

3. Résumé des règles d'évaluation applicables aux comptes statutaires

3.1. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la société ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont évalués à leur juste valeur: immeubles de placement, immeubles de placement détenus en vue de la vente, actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et actifs et passifs financiers détenus à des fins de couverture ou de transaction (notamment les produits dérivés).

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros (EUR) et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche, sauf indication contraire. Les chiffres publiés peuvent présenter des différences liées aux arrondis

3.2. RÉSUMÉ DES CHANGEMENTS DANS LES PRINCIPES COMPTABLES

Les nouvelles normes et interprétations suivantes ont été appliquées pour la période annuelle ouverte à compter du 1^{er} avril 2025 :

- Amendements à IAS 21 : Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Absence de Convertibilité

Immo Moury SA n'a pas appliqué les nouvelles normes et interprétations suivantes qui ont été émises mais qui ne sont pas encore applicables pour la période annuelle ouverte à compter du 1^{er} avril 2025 :

- IFRS 18 - États financiers : présentation et informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027)
- IFRS 19 - Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public : Informations à fournir (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027 mais non encore adoptée au niveau européen)
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 : Classement et évaluation des instruments financiers (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026)
- Améliorations annuelles – Volume 11 (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026)
- Amendements à IFRS 9 et IFRS 7 : Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026)
- Amendements à IAS 21 - Effets des variations des cours des monnaies étrangères : Conversion en monnaie de présentation hyperinflationniste (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027 mais non encore adoptés au niveau européen)

L'adoption de ces normes nouvelles et modifiées, à l'exception de la norme IFRS 18, devrait avoir un impact limité

sur les états financiers de la société lors de la première application.

L'IFRS 18 introduit de nouvelles exigences pour la présentation dans le compte de résultat, incluant des sous-totaux spécifiés. De plus, les entités doivent classer l'ensemble des produits et charges dans l'une des cinq catégories du compte de résultat, dont les trois premières sont nouvelles :

- Opérationnel,
- Investissement,
- Financement,
- Impôts sur le résultat,
- Activités abandonnées,

La norme introduit également de nouvelles mesures de gestion définies par la direction, des sous-totaux spécifiques des produits et charges, ainsi que de nouvelles exigences concernant l'agrégation et la désagrégation des informations fondées sur les « rôles » identifiés des postes dans les états financiers primaires (PFS) et les notes.

En outre, certaines modifications ont été apportées à IAS 7 – Tableau des flux de trésorerie, notamment la modification du point de départ pour déterminer les flux liés aux activités d'exploitation : passage du résultat au résultat opérationnel, et suppression de l'ajustement pour les charges/produits financiers facultatifs. D'autres amendements ont également été apportés à plusieurs normes.

L'IFRS 18, ainsi que les amendements aux autres normes, sont applicables pour les périodes de reporting commençant le 1^{er} janvier 2027, les périodes intermédiaires étant incluses. L'IFRS 18 s'applique rétroactivement.

La Société a procédé à une première analyse afin d'identifier tout impact potentiel ayant une incidence principale sur les états financiers et est arrivée à la conclusion que son activité est celle d'une société d'investissement dans des actifs.

Bien que l'adoption de la norme IFRS 18 n'ait aucun impact sur le résultat net de l'entité, la présentation de ses états financiers sera modifiée. L'entité analyse actuellement l'impact de l'IFRS 18 sur ses états financiers, qui sera également déterminé par le mis à jour du cadre réglementaire (Arrêté Royal relatif aux SIR).

3.3. RECOURS À DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS SIGNIFICATIFS

Dans le cadre de l'établissement de ses états financiers, la société est appelée à formuler un certain nombre de jugements significatifs dans l'application des méthodes comptables (comme la classification des contrats de location et des immeubles de placements) et à procéder à un certain nombre d'estimations (comme la détermination de la juste valeur des immeubles de placement et les actifs financiers valorisés à la juste valeur (prêt Legiapark). Pour formuler ces hypothèses, la direction peut se fonder sur son expérience, sur l'assistance de tiers (notamment les experts immobiliers) et sur d'autres facteurs jugés pertinents. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Le cas échéant, ces dernières sont régulièrement révisées et modifiées en conséquence.

Méthode d'évaluation des immeubles de placement appliquée par l'expert immobilier Cushman & Wakefield

Cushman & Wakefield se base, pour ses valorisations, sur leur expérience du marché, les transactions connues et les données observables dont ils disposent. L'analyse se fait au cas par cas au niveau de chaque immeuble.

Toutes les évaluations sont des opinions professionnelles sur une base déterminée associées à des hypothèses appropriées. Une évaluation se conçoit comme une meilleure estimation de leur valeur fondée sur un certain nombre de paramètres, points de comparaison et tendances du marché. Si certains éléments mentionnés ci-dessus ne sont pas (ou peu) disponibles, un certain degré de subjectivité pourrait inévitablement intervenir d'un cas à l'autre.

La méthode d'évaluation appliquée par les experts immobiliers reste identique. Elle est explicitée en détail dans le présent rapport. De plus, une analyse de sensibilité des évaluations est reprise en note 21 dans les états financiers.

3.4. PRINCIPES DE CONSOLIDATION – FILIALES

Au 31 mars 2026, Immo Moury n'a le contrôle d'aucune filiale et il n'y a dès lors pas lieu de préparer de comptes consolidés. Pour rappel, la filiale, Les Portes de Liège, a été fusionnée par absorption avec effet au 1^{er} janvier 2023.

Les seuls comptes consolidés préparés par Immo Moury ont été les comptes consolidés arrêtés au 31 mars 2022.

3.5. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Un immeuble de placement est un bien immobilier détenu pour en retirer des loyers et/ou en valoriser le capital et non pas pour la production ou la fourniture de biens ou de services, à des fins administratives ou pour le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Comptabilisation initiale VALEUR D'ACQUISITION

Les immeubles de placement sont initialement comptabilisés à leur valeur d'acquisition. Les commissions, les frais d'acte, les indemnités de emploi, les frais de mainlevée des financements des sociétés absorbées et autres frais liés à l'opération sont considérés comme faisant partie du prix d'acquisition et sont portés en compte à l'actif de l'état de la situation financière.

COMPTABILISATION DES TRAVAUX (DÉPENSES ULTÉRIEURES)

Les travaux sur immeubles qui sont à charge de la société sont traités comptablement de deux manières distinctes selon leur nature. Les dépenses relatives aux travaux d'entretien et de réparation qui n'ajoutent pas de fonctionnalité supplémentaire ni ne rehaussent le niveau de confort de l'immeuble sont comptabilisées en charges. Sont par contre portés à l'actif de l'état de la situation financière les frais relatifs à deux types de travaux :

→ **Les rénovations lourdes** : celles-ci consistent en une reconstruction quasi complète de l'immeuble avec, le plus souvent, une réutilisation du gros œuvre existant et l'application des techniques du bâtiment les plus modernes. Au terme d'une telle rénovation lourde, l'immeuble peut être considéré comme neuf

et il est repris comme tel dans les présentations du patrimoine.

→ **Les aménagements** : il s'agit de travaux occasionnels qui ajoutent une fonctionnalité à l'immeuble ou relèvent significativement son niveau de confort et, dès lors, rendent possible une augmentation du loyer et donc de la valeur locative estimée. Les frais relatifs à ces travaux sont également portés à l'actif de l'état de la situation financière pour le motif et dans la mesure où l'expert reconnaît normalement une appréciation due à concurrence de la valeur de l'immeuble.

Évaluations postérieures JUSTE VALEUR

Conformément à la norme IAS 40, la société applique le modèle de juste valeur pour ses immeubles de placement.

Les immeubles en portefeuille ou qui entrent dans le portefeuille par acquisition à titre onéreux ou par voie d'apport sont valorisés à la juste valeur par un expert immobilier indépendant.

La juste valeur d'un immeuble correspond à sa valeur d'investissement, à savoir sa valeur droits d'enregistrement et autres frais de transaction inclus (aussi appelée "valeur actes-en-mains") telle que calculée par l'expert indépendant, de laquelle est déduit un abattement forfaitaire de 2,5% pour les immeubles d'une valeur d'investissement supérieure à 2,5 millions € et de 10 % ou 12,5%, selon la Région, pour les immeubles d'une valeur d'investissement inférieure à 2,5 millions €. Ce taux d'abattement de 2,5 % résulte d'une analyse par les experts indépendants d'un grand nombre de transactions observées dans le marché, et représente la moyenne des frais de

transaction effectivement payés lors de ces transactions. La dernière analyse a été réalisée en 2025 et a fait l'objet d'un communiqué par BE-REIT le 9 juillet 2025, accessible sur leur site internet www.be-reit.be.

La valeur d'investissement correspond à la valeur la plus probable pouvant être obtenue sur le marché dans les conditions de vente et de concurrence normales entre parties consentantes et bien informées, avant déduction des frais de cession.

La valeur comptable des immeubles dans les états financiers d'Immo Moury correspond à la juste valeur telle que calculée par l'expert immobilier indépendant.

TRAITEMENT DES DIFFÉRENCES LORS DE L'ENTRÉE EN PORTEFEUILLE

Si l'évaluation de la juste valeur des immeubles de placement déterminée par l'expert conduit à une valeur différente de la valeur d'acquisition (incluant les frais d'acquisition), la différence est comptabilisée dans le compte de résultat en "Variation de la juste valeur des immeubles de placement".

ÉVALUATIONS PÉRIODIQUES

Les experts actualisent le calcul de la juste valeur des biens immobiliers à la fin de chaque trimestre sur base de l'évolution du marché et des caractéristiques propres des biens immobiliers concernés. Cette actualisation est effectuée immeuble par immeuble et porte sur l'ensemble du portefeuille de biens immobiliers détenus par la société.

COMPTABILISATION DES MUTATIONS DE JUSTE VALEUR

Les mutations de juste valeur des biens immeubles, telles que fixées par l'expert, sont exprimées chaque fois que l'inventaire est établi. Elles sont comptabilisées dans l'état du résultat global en "Variation de la juste valeur des immeubles de placement".

RÉALISATION D'IMMEUBLE DE PLACEMENT

Lors de la vente d'un immeuble de placement, la plus-value réalisée est comptabilisée dans l'état du résultat global de l'exercice en "Résultat sur vente d'immeuble de placement".

Pour les immeubles acquis avant le 1^{er} avril 2017, les droits de mutation ont été directement comptabilisés en fonds propres dans les réserves. En cas de vente, les droits de mutation correspondants sont recyclés dans le compte de résultat en "Variation de la juste valeur des immeubles de placement".

Pour les immeubles acquis après le 1^{er} avril 2017, comme les droits de mutation ont été comptabilisés en compte de résultat au moment de l'acquisition, il n'y a plus d'impact lié au droit de mutation lors de la vente.

ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE VENTE

Les actifs détenus en vue de vente se rapportent à des biens immobiliers dont la valeur comptable sera réalisée lors de la transaction de la vente et non par son utilisation prolongée. Un immeuble de placement est considéré comme détenu en vue de la vente s'il répond aux critères définis dans l'IFRS 5.

Les immeubles de placements détenus en vue de la vente sont présentés séparément au bilan et à une valeur correspondant à leur juste valeur.

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

Les biens immobiliers en construction, en transformation ou en cours d'agrandissement sont classifiés en projets de développement et évalués à leur juste valeur jusqu'à ce que la construction ou le développement soit achevé. À ce moment, ils sont reclassifiés et comptabilisés comme immeubles disponibles à la location.

Tous les coûts directement liés à l'acquisition et à la construction, et toutes les dépenses d'investissement ultérieur qualifiées de coûts d'acquisition sont capitalisés.

3.6. AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les autres immobilisations corporelles comprennent les éléments corporels détenus pour être utilisés à des fins administratives dont on s'attend à ce qu'ils soient utilisés sur plus d'un exercice.

Les autres immobilisations corporelles sont reprises à leur coût d'acquisition historique diminué des amortissements cumulés et des éventuelles dépréciations de valeur. Le coût historique inclut le prix d'achat d'origine et les coûts accessoires directs comme par exemple les taxes non recouvrables, les frais d'installation ou le transport.

Les dépenses ultérieures éventuelles ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de ré-

paration et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs de l'actif auquel ils ont trait, ou les dépenses effectuées afin de maintenir les avantages futurs attendus du niveau normal de performance sont comptabilisés directement en charges. Par contre, les dépenses de remplacement des composants essentiels sont comptabilisées comme immobilisations dès que les critères définissant les éléments d'actif sont rencontrés.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire prorata temporis sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question.

Lors de chaque clôture, la société procède à une analyse des autres immobilisations corporelles et de leur valeur résiduelle.

Les amortissements sont pratiqués sur base de la méthode linéaire aux taux suivants et en tenant compte de valeurs résiduelles nulles en fonction de la nature des immobilisations :

	Taux	Valeur résiduelle
Mobilier et matériel roulant	25%	0%
Matériel informatique	33%	0%
Autres immobilisations corporelles	20%	0%

L'amortissement est calculé dès le moment où l'actif est disponible à l'emploi.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou des changements indiquent que la valeur comptable

pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs ou les unités génératrices de trésorerie sont dépréciées pour être ramenés à leur valeur recouvrable. Les pertes de valeurs sont enregistrées dans l'état du résultat global.

Une immobilisation corporelle n'est plus reconnue en comptabilité dès sa cession ou dès qu'aucun bénéfice économique futur n'est plus attendu du bien. Tout gain ou perte généré lors de la cession (calculé comme la différence entre le prix de cession et la valeur nette comptable de l'élément) est reconnu au cours de l'exercice durant lequel il a été cédé.

3.7. PRODUITS

Les produits incluent les produits locatifs bruts et les produits résultant des services et de la gestion des immeubles et sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue. Les gratuités locatives et les incentives accordés aux clients sont reconnus en déduction des produits locatifs sur la durée du contrat de bail (celle-ci étant définie comme la période entre la date d'entrée en vigueur et la première date de résiliation du contrat).

3.8. ACTIFS FINANCIERS

a. Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers de couverture de taux intérêts contractés par Immo Moury ne répondent pas aux critères de la comptabilité de couverture. Par conséquent, conformément à IFRS 9, ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur à la date à laquelle les contrats de dérivés sont conclus et sont ensuite réévalués

à leur juste valeur aux dates de clôture suivantes. Les changements de juste valeur y relatifs sont enregistrés en résultat.

b. Actifs financiers

Les actifs financiers correspondant aux titres dans d'autres sociétés immobilières réglementées sont évalués à la juste valeur. Les mutations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et dans une réserve spécifique des capitaux (Rubrique "Variation de la juste valeur d'actifs et passifs financiers"). En cas de vente des titres, les variations de juste valeur sont transférées dans une autre réserve des capitaux propres. Le traitement du dividende obtenu de ces actifs financiers est détaillé dans le point 16.

L'actif financier est valorisé à sa juste valeur par le biais du compte de résultat quand les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement aux remboursements du principal et aux versements des intérêts. Ceci est le cas des actions détenues dans la FIIS depuis juillet 2021 avec une option croisée d'achat/vente.

Les créances sont évaluées à leur coût amorti. Des pertes de valeur sont actées selon la méthode simplifiée de dépréciation des pertes attendues, conformément à la norme IFRS 9.

c. Passifs financiers

Les dettes financières (emprunts, dettes de location de financement, dettes commerciales) sont exprimées à leur coût amorti à la date de clôture de l'exercice.

3.9. RÉSULTAT SUR LE PORTEFEUILLE

Un produit est comptabilisé lorsque le montant du produit peut être évalué de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entreprise.

Profit ou perte sur la vente d'immeubles de placement

Le résultat de la vente d'un immeuble de placement représente la différence entre le produit de la vente, net de frais de transaction, et la dernière juste valeur de l'immeuble vendu.

Le résultat est réalisé au moment du transfert des risques et avantages et est présenté dans la rubrique "résultat sur vente d'immeubles de placement".

Évaluation à la juste valeur des immeubles de placement

Les variations négatives et positives de la juste valeur sont toutes incluses dans l'état du résultat global dans la rubrique "variation de la juste valeur des immeubles de placement".

3.10. GRATUITÉS LOCATIVES ET LES INCENTIVES ACCORDÉS

Les gratuités locatives et les incentives accordés aux clients sont reconnus en charges sur la durée du contrat de bail (celle-ci étant définie comme la période entre la date d'entrée en vigueur et la première date de résiliation du contrat) avec en contrepartie un actif en compte de régularisation "charges à reporter".

Lorsque les experts évaluateurs indépendants procèdent à l'estimation de la valeur des immeubles sur base de la méthode des cash flows futurs actualisés, ils incluent dans ces valeurs

la totalité des loyers encore à percevoir. Par conséquent, le compte de régularisation dont question ci-dessus fait double emploi avec la part de la valeur des immeubles qui représente des loyers promérités déjà reconnus en compte de résultats mais non échus. Aussi, dans un second temps, pour éviter ce double comptage, le montant figurant en comptes de régularisation est extourné par une prise en charge dans la rubrique 'Autre résultat sur portefeuille'. Passée la date de la première option de résiliation, aucune charge n'est donc plus à prendre en compte de résultats, comme c'eut été le cas sans cette extourne. Il résulte de ce qui précède que le résultat d'exploitation avant résultat sur portefeuille reflète les loyers étalés sur la période ferme du bail, tandis que le résultat net reflète les loyers à dater et au fur et à mesure de leur encaissement.

3.11. RÉSULTAT FINANCIER

Dividendes perçus des titres SIR en portefeuille

Conformément à IFRS 9 et au choix de la Société, les titres SIR sont des actifs financiers valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Toutefois, au sens de l'article 2,5°, iv de la loi du 12 mai 2014 relatives aux sociétés immobilières réglementées, les titres d'autres SIR correspondent à des biens immobiliers et font partie intégrante du portefeuille immobilier d'Immo Moury.

Les dividendes perçus des titres SIR en portefeuille sont portés dans la rubrique "Produits financiers" vu qu'ils proviennent d'actifs financiers.

3.12. EXIT TAX

L'exit tax est la taxe sur la plus-value résultant de l'agrément d'une société belge comme SIR ou de la fusion d'une société n'ayant pas un statut fiscal identique à celui de la Société.

Lorsque la société qui ne dispose pas du statut de SIR mais qui est éligible à ce régime, entre pour la première fois dans le périmètre de consolidation d'Immo Moury, une provision pour exit tax est enregistrée. Tout ajustement à ce passif d'exit tax est reconnu dans le compte de résultat. Cette taxe sera payée lorsque la société sera fusionnée avec Immo Moury. Lorsque la fusion, la provision se transforme en dette et toute différence est également reconnue dans le compte de résultat.

3.13. DIVIDENDES

Les dividendes proposés par le Conseil d'administration de l'administrateur unique ne sont pas enregistrés en dettes dans les états financiers tant qu'ils n'ont pas été approuvés par les actionnaires lors de l'Assemblée générale ordinaire.

3.14. RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé sur base du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice hors actions propres.

Le résultat dilué par action est calculé sur base du nombre moyen d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice plus l'effet dilutif potentiel des warrants et "Stock-options" en circulation durant la période hors actions propres.

4. Informations sectorielles

Les informations sectorielles fournies sont cohérentes avec l'organisation de la société et sa structure de reporting interne. Les différents secteurs ont été définis sur base du type d'immeubles de placement. Ces informations sont examinées régulièrement par le principal décideur opérationnel, à savoir le Conseil d'administration, afin d'évaluer la performance des secteurs et de décider de l'affectation des ressources.

INFORMATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ														
En milliers d'EUR	Commerces		Résidentiel		Bureaux		Semi Industriel		Titres de SIR et FIIS		Non affecté		TOTAL	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
RÉSULTAT LOCATIF NET	258	292	430	427	1.049	1.400	782	766	0	0	0	-1	2.519	2.884
Pourcentage par secteur	10%	10%	17%	15%	42%	49%	31%	27%	0%	0%	0%	0%	100%	100%
Variation de juste valeur des immeubles	-48	131	143	377	-386	-1.011	288	-17		0	0	0	-3	-520
Résultat sur vente d'immeuble de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-1.025	-945	-1.025	-945
RÉSULTAT D'EXPLOITATION													1.491	1.419
Résultat financier	0	0	0	0	0	0	0	0	264	308	-405	-906	-141	-598
Impôts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-56	-57
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	0	0	0	0		0		0	-54	-54	-2	-3	1.294	764

En milliers d'EUR	Commerces		Résidentiel		Bureaux		Semi Industriel		Titres de SIR et FIIS ¹		Non affecté		TOTAL	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Immeubles de placement	5.104	4.965	8.488	8.531	17.273	17.645	10.534	10.246	0	0	0	0	41.399	41.387
Actifs détenues en vue de la vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pourcentage par secteur	12%	12%	21%	21%	42%	43%	25%	25%	0%	0%	0%	0%	100%	100%
Créances commerciales hors IFRIC 21	41	0	2	17	5	0	1	15	0	0	13	0	62	32
Actifs financiers non courants		0		2		0		0	4.863	4.205	1.861	1.785	6.724	5.992
ACTIFS SECTORIELS	5.104	4.965	8.488	8.550	17.273	17.645	10.534	10.261	4.863	4.205	1.861	1.785	48.123	47.411
Pourcentage par secteur	11%	10%	18%	18%	36%	37%	22%	22%	10%	9%	4%	4%	100%	100%
Autres actifs non repris ci-dessus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	598	620	598	620
ACTIF													48.721	48.031
Acquisitions en Immeubles de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Travaux activables en immeubles de placement	0	0	0	69	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69
Investissements en immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	23	39	23	39
Amortissements des immobilisations (in)corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39	49	39	49

INFORMATION PAR SECTEUR GÉOGRAPHIQUE

En milliers d'EUR	Liège		Bruxelles		Hainaut		Titres de SIR et FIIS		Non affecté		TOTAL	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
RÉSULTAT LOCATIF NET	1.755	2.147	14	14	750	723	0	0	0	0	2.519	2.884
Pourcentage par secteur	70%	74%	1%	0%	30%	25%	0%	0%	0%	0%	100%	100%
Variation de juste valeur des immeubles	246	-542	4	10	-253	12	0	0	0	0	-3	-520
Résultat sur vente d'immeuble de placement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres produits et charges d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	-1.025	-945	-1.025	-945
RÉSULTAT D'EXPLOITATION											1.491	1.419
Résultat financier	0	0	0	0	0	0	264	308	-405	-906	-141	-598
Résultat des participations qui sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts des sociétés	0	0	0	0	0	0	-54	-54	-2	-3	-56	-57
RÉSULTAT DE L'EXERCICE											1.294	764

En milliers d'EUR	Liège		Bruxelles		Hainaut		Titres de SIR et FIIS		Non affecté		TOTAL	
	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025
Immeubles de placement	30.659	30.398	273	269	10.467	10.720	0	0	0	0	41.399	41.387
Actifs détenues en vue de la vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<i>Pourcentage par secteur</i>	74%	73%	1%	1%	25%	26%	0%	0%	0%	0%	100%	100%
Créances commerciales hors IFRIC 21	62	32	0	0	0	0	0	0	0	0	62	32
Actifs financiers non courants	0	0	0	0	0	0	4.863	4.205	1.861	1.787	6.724	5.992
ACTIFS SECTORIELS	30.659	30.430	273	269	10.467	10.720	4.863	4.205	1.861	1.787	48.123	47.411
<i>Pourcentage par secteur</i>	64%	64%	1%	1%	22%	23%	10%	9%	4%	4%	100%	100%
Autres actifs non repris ci-dessus									598	620	598	620
ACTIF											48.721	48.031
Acquisitions en Immeubles de placement	0	0		0		0		0	0	0	0	0
Travaux activables en immeubles de placement	0	69		0		0		0	0	0	0	69
Investissements en immobilisations corporelles	0	0		0		0		0	23	39	23	39
Amortissements des immobilisations (in)corporelles	0	0		0		0		0	39	49	39	49

AUTRES INFORMATIONS SECTORIELLES

Durant l'exercice 2025-2026, deux locataires représentent plus de 10 % du total des revenus locatifs :

Locataires représentant plus de 10 % des revenus locatifs en 2025-2026	Secteur géographique	Secteur d'activité	Pourcentage des revenus locatifs au 31 mars 2026	Pourcentage des revenus locatifs au 31 mars 2025
Igretec	Hainaut	Bureaux	20 %	17 %
Securex	Liège	Bureaux	14 %	12 %
SPW Wallonie	Liège	Bureaux	1 %	14 %

Les 10 locataires les plus importants de 2025-2026 représentent 76,7% des revenus locatifs de l'année.

5. Revenus locatifs

Les revenus locatifs peuvent être détaillés comme suit :

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Revenus locatifs	2.553	2.872
Loyers perçus	2.519	2.887
Gratuité locative	30	-18
Indemnité rupture anticipée de bail	4	3

La diminution des revenus locatifs s'explique principalement par le fait par la perte de loyer suite au départ du locataire des bureaux situés avenue des Tilleuls à Liège au 1^{er} janvier 2025 qui avait généré un loyer de € 367 milliers sur l'exercice 2024-2025.

6. Contrats de location simple

IMMO MOURY EN TANT QUE BAILLEUR

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Revenus locatifs		
À moins d'un an	2.224	2.414
Entre 1 et 2 ans	1.960	1.853
Entre 2 et 3 ans	1.804	1.549
Entre 3 et 4 ans	1.451	1.405
Entre 4 et 5 ans	1.499	1.220
Plus de 5 ans	8.132	8.444
TOTAL	17.020	16.884

Immo Moury loue exclusivement ses immeubles en vertu de contrats de location simple.

Les loyers futurs qui seront perçus de manière certaine par Immo Moury sont présentés ci-dessous. Il s'agit des loyers à recevoir en vertu des contrats de bail

en cours et qui seront perçus avant la prochaine échéance intermédiaire prévue dans les contrats de bail.

Les loyers présentés ci-avant sont les loyers certains et ne tiennent donc pas compte ni des avenants ou ruptures anticipées de bail inconnus à ce jour

ni des indexations futures. Ils tiennent compte des loyers futurs jusqu'à la prochaine option de résiliation.

La durée résiduelle moyenne des baux (pondérée par les loyers) au 31 mars 2026 s'élève à 6,5 ans comparé à 6 ans pour l'année précédente.

IMMO MOURY EN TANT QUE LOCATAIRE

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Loyers futurs certains		
À moins d'un an	26	28
Entre 1 et 5 ans	56	56
Plus de 5 ans	0	0
Total	82	84

Depuis août 2020, Immo Moury a déménagé dans le Moury business center à Ans, rue des Anglais 6a. La convention, de fourniture de services et de concession d'espaces a été signée avec les Entreprises Gilles Moury pour une durée indéterminée. Cette convention prévoit une redevance

trimestrielle de € 4.781 hors TVA. Le montant du loyer annuel indexé est actuellement de € 29 milliers.

Chacune des parties peut mettre fin à la convention moyennant un préavis de 2 mois prenant cours le premier jour du mois suivant la notification.

Toutefois, il est raisonnable d'estimer que Immo Moury restera au moins 3 ans dans le nouveau business center d'Ans vu son intéressante localisation, les aménagements appropriés et les services proposés.

Par conséquent, au 31 mars 2026, l'actif lié au contrat de location ainsi que la dette y relative sont enregistrés en tenant compte d'une période de location de 3 ans, jusqu'en mars 2029. Les redevances futures à payer sont présentées ci-dessous. Il s'agit des loyers actuels (non indexés) qui seront payés sur une durée de trois ans, ce qui est estimé être la durée minimale de la convention en cours.

7. Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	471	525
Refacturation de charges locatives exposées par le propriétaire	205	256
Refacturation de précomptes et taxes sur immeubles loués	266	269

La récupération de charges locatives et de taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués pour l'année 2025-2026 est globalement similaire au produit de l'année précédente.

8. Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Charges locatives et taxes normalement assumées par le locataire sur immeubles loués	531	464
Charges locatives exposées par le propriétaire	212	177
Précomptes et taxes sur immeubles loués	319	287

9. Frais techniques

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Frais techniques	179	272
Frais techniques récurrents	130	125
<i>Réparations</i>	78	73
<i>Primes d'assurance</i>	53	52
Frais techniques non récurrents	49	147
<i>Grosses réparations</i>	49	147
<i>Sinistres</i>	0	0

Certains immeubles ont requis d'importantes réparations sur l'exercice 2024-2025.

10. Charges et taxes sur immeubles non loués

Les charges et taxes sur immeubles non loués s'élèvent à € 108 milliers pour l'exercice 2025-2026 contre € 115 milliers pour l'exercice précédent. Ces charges concernent principalement l'immeuble situé avenue des Tilleuls à Liège qui sont classées dans ce poste à partir du 1^{er} janvier 2025.

11. Frais de gestion immobilière

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Frais de gestion immobilière	229	206
Honoraires versés au gérant	75	75
Charges internes de gestion d'immeubles	154	131

Pour l'exercice se clôturant au 31 mars 2026, les honoraires versés à l'administrateur unique ont été fixés par l'assemblée générale du 9 septembre 2025 de la société à € 75 milliers selon l'article 13 des statuts d'Immo Moury SA. Les charges internes de gestion immobilière correspondent aux frais de personnel relatifs aux fonctions technique, commerciale et juridique.

12. Autres charges immobilières

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Autres charges immobilières	26	27
Honoraires expert immobilier	26	27
Divers	0	0

13. Frais généraux de la société

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Frais généraux	396	392
Frais de fonctionnement	237	246
Amortissement	39	49
Honoraires	32	30
Frais liés au statut de SIR	88	67

Les frais généraux d'Immo Moury couvrent tous les frais qui ne sont pas imputables à la gestion, à l'entretien et à la maintenance des immeubles.

Les frais généraux reprennent les frais de fonctionnement (frais du personnel comptable et de la direction financière, fournitures de bureaux, etc.), les amortissements des autres immobilisations corporelles, les honoraires payés à divers consultants externes (juristes, fiscaliste, etc.) et les frais liés au statut de SIR. Ces derniers reprennent toutes les charges requises par la cotation sur un marché public (Euronext, taxe OPC, quote-part dans les frais de fonctionnement de la FSMA, frais liés à l'audit interne, etc).

14. Résultat sur vente d'immeubles de placement

Aucun bien n'a été vendu ni en 2024-2025, ni en 2025-2026.

15. Variation de la juste valeur des immeubles de placement

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Variation de la juste valeur des immeubles de placement	-3	-520
Variation positive de la juste valeur des immeubles de placement	476	783
Variation négative de la juste valeur des immeubles de placement	-479	-1.303

La variation de juste valeur négative des immeubles de placement en 2024-2025 s'explique essentiellement par l'impact de la diminution de valeur de l'immeuble situé avenue des Tilleuls à Liège vide depuis le 1^{er} janvier 2025.

16. Résultat financier

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Résultat financier	-141	-598
Revenus des titres d'autres SIR et FIIS	181	179
Charges d'intérêts	-475	-604
Autres charges financières	-15	-12
Variations de la juste valeur des actifs et passifs financiers (+/-)	84	-291
Variations de la juste valeur des autres actifs financiers (+/-)	83	129

Les revenus des titres d'autres SIR et FIIS consistent en dividendes de Cofinimmo et Warehouse De Pauw mis en paiement au cours de l'exercice.

Les charges d'intérêts concernent les intérêts sur les lignes de crédits court terme. Les intérêts relatifs à la location du siège social ne sont pas significatifs. La variation de juste valeur négative des instruments de couverture est due à la valorisation des couvertures bancaires contractées pour fixer le taux d'intérêt :

- à un taux fixe de 2,05 % sur un montant de € 1.600 milliers jusqu'en mars 2036,

- à un taux fixe de 1,32 % sur un montant de € 10.000 milliers jusqu'en septembre 2031,

- et à un taux fixe de 1,61 % sur un montant de € 2.000 milliers jusqu'en mars 2032.

Ces contrats ne sont pas de la couverture au sens de IFRS 9.

Cette valorisation à la juste valeur des instruments de couverture s'élève, au 31 mars 2026, à un actif de € 1.808 milliers contre un actif net de 1.724 milliers au 31 mars 2025, soit une variation positive de € 84 milliers en cours d'exercice.

La variation de juste valeur des autres actifs financiers concerne les actions détenues dans la FIIS Legiapark SA et l'option de vente y relative sur qui peut être exercée en juillet 2026.

Les titres de la FIIS détenus par Immo Moury sont classifiés comme prêt financier selon IFRS 9 suite à la signature de la convention d'option croisée d'achat/ vente signée avec Noshag Immo. Les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement aux remboursements du principal et aux versements des intérêts. L'actif financier est donc valorisé à sa juste valeur qui s'élève à € 2.398 milliers et la variation positive de juste valeur est enregistrée par le biais du compte de résultat pour € 83 milliers.

17. Impôts et exit tax

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Impôts des sociétés et exit tax	56	57
Impôt sur les DNA	2	3
Précomptes mobiliers des titres SIR non récupérables	54	54
Régularisation d'impôts dus ou versés	0	0
Exit tax	0	0

Immo Moury est une société anonyme disposant du statut de SIR qui prévoit l'exemption à l'impôt des sociétés sur son résultat, à l'exception des dépenses non admises. Toutefois, les

sociétés qui fusionnent avec une SIR sont soumises à un impôt de 15 % sur les plus-values latentes et sur les réserves immunisées. L'impôt d'Immo Moury est principalement composé des

précomptes mobiliers retenus de 30 % sur les dividendes perçus provenant des titres détenus en portefeuille qui ne sont pas récupérables pour les sociétés immobilières réglementées.

18. Résultat par action

En nombre d'actions	31 mars 2026	31 mars 2025
Nombre d'actions souscrites	463.154	463.154
Nombre d'actions propres	1.030	1.030
Nombre d'actions de base ayant droit au dividende	462.124	462.124
Nombre d'actions diluées ayant droit au dividende	462.124	462.124
Nombre moyen d'actions de base en circulation	462.124	462.124
Nombre moyen d'actions diluées en circulation	462.124	462.124
Résultat net de l'exercice (en milliers d'euros)	1.294	764
Résultat global de l'exercice (en milliers d'euros)	1.868	723
Résultat net de l'exercice par action de base et diluée (en euro)	2,80	1,65
Résultat global de l'exercice par action de base et diluée (en euro)	4,03	1,56

19. Immeubles de placement et immeubles détenus en vue de la vente

En milliers d'EUR	2025-2026		2024-2025	
	Immeubles de placement	Immeubles détenus en vue de la vente	Immeubles de placement	Immeubles détenus en vue de la vente
Valeur comptable au 1^{er} avril	41.387	0	41.825	0
Acquisitions	0	0	0	0
Autres investissements (travaux activables)	0	0	0	0
Cessions	0	0	69	0
Transfert des actifs détenus en vue de la vente	0	0	0	0
Variation de la juste valeur	12	0	-507	0
Valeur comptable au 31 mars	41.399	0	41.387	0
Portefeuille d'immeubles au 31 mars	41.399		41.387	

La juste valeur des immeubles de placement découle des rapports d'évaluation de l'expert immobilier Cushman & Wakefield. Elle s'élève à € 41.181 milliers mais n'inclut pas le droit d'usage du bail emphytéotique de l'immeuble situé rue de Mons à Liège qui s'élève à € 218 milliers au 31 mars 2026 contre € 220 milliers au 31 mars 2025.

Au 31 mars 2026, Immo Moury n'a pas d'immeubles détenus en vue de leur vente mais détient un bien immobilier en cours de développement : l'immeuble situé avenue des Tilleuls à Liège vide depuis le 1^{er} janvier 2025.

ÉVALUATION DE LA JUSTE VALEUR DES IMMEUBLES DE PLACEMENT : INFORMATION SELON LA NORME IFRS 13

Dans le cadre de l'application des normes IFRS, Immo Moury évalue son portefeuille immobilier à la juste valeur établie à dire d'experts. La juste valeur d'un immeuble correspond à sa valeur d'investissement, à savoir sa valeur droits d'enregistrement et autres frais de transaction inclus (aussi appelée "valeur actes-en-mains") telle que calculée par l'expert indépendant, de laquelle est déduit un abattement forfaitaire de 2,5 % pour les immeubles d'une valeur d'investissement supérieure à 2,5 millions € et de 10 % ou 12,5 %, selon la Région, pour les immeubles d'une valeur d'investissement inférieure à 2,5 millions €. Ce taux d'abattement de 2,5 % résulte d'une analyse par les experts indépendants d'un grand nombre de transactions observées dans le marché, et représente la moyenne des frais de transaction effectivement payés lors de ces transactions. La dernière analyse a été réalisée en 2025 et a fait l'objet d'un communiqué par BE-REIT le 9 juillet 2025, accessible sur leur site internet www.be-reit.be.

Dans le cadre d'Immo Moury, le taux de 2,5% est appliqué pour les biens suivants:

- immeuble mixte situé rue du Pot d'or à Liège valorisé à une juste valeur de € 4.593 milliers au 31 mars 2026;
- immeuble de bureaux situé rue des Urbanistes à Liège valorisé à une juste valeur de € 2.497 milliers au 31 mars 2026;
- immeuble de bureaux situé rue de Mons à Liège valorisé à une juste valeur de € 4.710 milliers au 31 mars 2026 (hors droits d'usage);
- résidence rue Paradis à Liège valorisée à une juste valeur de € 3.395 milliers au 31 mars 2026;
- hall industriel situé rue des Alouettes 80 à Milmort valorisé à une juste valeur de € 2.877 milliers au 31 mars 2026 ;
- hall industriel situé rue des Alouettes 80A à Milmort valorisé à une juste valeur de € 3.670 milliers au 31 mars 2026;
- immeuble de bureaux situé boulevard Devreux à Charleroi valorisé à une juste valeur de € 7.820 milliers au 31 mars 2026.

MÉTHODOLOGIE D'ÉVALUATION POUR LE NIVEAU 3

Tous les immeubles du portefeuille ont été classifiés dès la première application de l'IFRS 13 en catégorie niveau 3 ("juste valeur basée principalement sur des données non observables") telle que définie par la norme.

Selon IFRS 13, l'évaluation de la juste valeur se distingue en trois niveaux comme suit :

- Niveau 1 : la société dispose de prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 : la société dispose des données autres que des prix cotés inclus dans le niveau 1 qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (c'est-à-dire le prix) ou indirectement (c'est-à-dire un dérivé du prix);
- Niveau 3 : la société dispose de données pour l'actif et le passif qui ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Plusieurs techniques de valorisation sont utilisées par l'expert indépendant d'Immo Moury, Cushman & Wakefield Belgium SA, pour déterminer la juste valeur des immeubles du portefeuille. Ci-dessous est repris le descriptif des méthodes d'évaluation utilisées par notre expert immobilier Cushman & Wakefield :

Extrait du rapport de l'expert immobilier Cushman & Wakefield Belgium SA au niveau de la méthode d'évaluation suivie au 31 mars 2026 (en caractères italiques dans le texte) :

A. DÉFINITION

La valeur de marché est définie comme suit: "La valeur estimée à laquelle un bien devrait s'échanger à la date de l'évaluation entre un acheteur et un vendeur motivés dans une transaction de gré à gré où les parties agissent en connaissance de cause, prudemment et sans contrainte, après une période de commercialisation suffisante."

B. MÉTHODE DE CAPITALISATION

Notre valorisation est basée sur la valeur de marché fictive et non sur le coût de

remplacement. La méthode d'évaluation utilisée est celle de la capitalisation du loyer de marché avec corrections pour tenir compte du loyer actuel ou de tout élément pouvant venir influencer la valeur des biens tels que frais de chômage locatif, etc.

La première démarche consiste à déterminer les loyers de marché (LM) : nous analysons à quel niveau de prix les immeubles pourraient être loués demain dans le marché. Pour déterminer ces prix, nous nous basons sur nos données internes, les transactions en cours à l'heure actuelle dans le marché, tout en tenant compte des caractéristiques de la localisation, du site et du bâtiment. Nous avons fait une distinction entre les surfaces bureaux, commerciales, résidentielles et les parkings. Les valeurs données sont celles du moment, et ne tiennent donc pas compte d'une éventuelle augmentation des valeurs locatives à l'avenir.

La deuxième démarche consiste à évaluer à quel rendement un investisseur serait prêt à acheter chacun de ces biens. Nous obtenons ainsi la valeur de marché "acte en mains" avant corrections.

Corrections additionnelles pour les bureaux et biens industriels

Nous calculons la différence entre le loyer payé et le LM. Nous actualisons cette différence sur la période commençant à la date d'évaluation du bien et finissant à la prochaine date de possibilité de révision du loyer. Ces corrections sont négatives lorsque le locataire paie moins que le LM et positives lorsqu'il paie plus.

Corrections additionnelles pour les propriétés commerciales

Si le loyer perçu est supérieur au loyer de marché, nous capitalisons le LM tout en tenant compte des cash flow excédentaires jusqu'à la prochaine date de rupture possible du bail.

Si le loyer est inférieur au loyer de marché, nous capitalisons un loyer à mi-chemin (60 %) entre le loyer perçu et le LM tout en tenant compte des cash flows déficitaires jusqu'à prochaine date de révision du loyer. Notre expérience du marché nous a démontrée d'une manière générale qu'il n'était pas toujours aisé pour un propriétaire d'obtenir la valeur de marché à la prochaine révision possible des loyers et qu'un juge de paix tranchait généralement à 60 % de la différence.

C. MÉTHODE UNITAIRE (PROPRIÉTÉS RÉSIDENTIELLES)

Dans ce cas nous évaluons le prix au m² ainsi que le prix pour les emplacements de parking. Pour déterminer ces prix, nous nous basons sur nos données internes, les transactions en cours à l'heure actuelle dans le marché, tout en tenant compte des caractéristiques de la localisation, du site et du bâtiment. Nous prenons des corrections pour grosses réparations lorsque celles-ci sont nécessaires et budgétisées par le client à moyen terme. Ces corrections nous sont communiquées par le client en détail et nous les comparons avec nos estimations pour ce type de travaux.

Après avoir appliqué ces corrections, nous obtenons la valeur "acte en mains" après corrections, de laquelle nous déduisons les droits d'enregistrement et les frais de notaire pour obtenir la valeur "hors frais".

Approche résiduelle pour les projets en développement

Dans le cadre du présent rapport d'évaluation, nous avons retenu une approche résiduelle pour le bien sis Avenue des Tilleuls 62 étant donné qu'il s'agit d'un immeuble à redévelopper pour lequel un permis de bâtir a déjà été octroyé.

Cette approche qui consiste à déterminer la valeur d'un terrain tenant compte de la valeur de son potentiel constructible sous

déductions des coûts divers (constructions, études, honoraires divers, marge de promotion et financement).

Cette approche consiste à déterminer la valeur d'un projet à développer, à partir de la valeur de sortie estimée ou de la valeur de vente à terme.

Cette méthode nous permet donc de déterminer la valeur d'un projet sous l'hypothèse de pleine propriété. Cette valeur correspond à la valorisation du foncier et des actifs immatériels en ce compris les études et le permis de bâtir.

La première démarche consiste à déterminer la valeur du projet après travaux. Pour ce faire nous nous basons d'une part sur les informations communiquées et d'autre part sur notre expérience et analyse du marché. Nous avons estimé des prix unitaires moyens en distinguant les différentes affectations, en tenant compte de leur situation et de notre connaissance de marché.

Nous estimons ensuite les coûts de construction nécessaires à la réalisation du projet tel que défini par le promoteur ou l'architecte. Nous ne sommes ni architectes ni ingénieurs et les paramètres appliqués dans les calculs sont basés sur nos connaissances et expériences ou fournis par notre client.

Pour déterminer la valeur résiduelle du projet nous déduisons les coûts de construction de la valeur de sortie du projet. De ce montant nous déduisons également la marge bénéficiaire qu'un développeur serait en droit d'attendre compte tenu du risque, du temps investi et du volume d'investissement, ainsi que le coût d'opportunité. Cette correction correspond à l'absence de rendement sur la valeur résiduelle, pendant la durée de portage du projet, sur base d'un rendement susceptible d'être obtenu pour un investissement alternatif peu risqué.

Il est important de préciser que les coûts de construction et les prix de vente moyens sont implicitement liés. Une fois tous les frais déduits, on se retrouve avec la valeur résiduelle du terrain (y compris les frais d'acquisition) à la date d'évaluation.

Enfin, nous déduisons les droits d'enregistrement (en cas de transaction d'actifs) pour déterminer la valeur de marché résiduelle (hors frais d'acquisition).

D. COMMENTAIRE GÉNÉRAL SUR LES ÉVALUATIONS

→ L'évaluation représente des opinions professionnelles fondées sur une base clairement définie, intégrant toutes hypothèses pertinentes ou hypothèses particulières. Chaque évaluation constitue une estimation étayée, fondée sur de multiples paramètres, des données comparables et la dynamique du marché. Lorsque ces éléments sont limités ou absents, le niveau de subjectivité peut naturellement varier. Par conséquent, le degré de certitude ou la probabilité que l'opinion de l'évaluateur corresponde exactement au prix de vente à la Date d'Évaluation peut varier en conséquence.

→ La valeur des biens immobiliers peut fluctuer de manière significative, même sur de courtes périodes.

→ À l'heure actuelle, il existe un certain nombre de tensions géopolitiques et économiques dans le monde, bien que ces pressions soient concentrées dans certaines régions plutôt que réparties de manière uniforme à l'échelle mondiale. Ces situations comportent un risque d'escalade imprévisible, susceptible d'affecter les flux commerciaux mondiaux, les performances économiques et les valeurs immobilières. L'expérience montre que le comportement des consommateurs et des investisseurs

peut évoluer rapidement en période de volatilité des marchés. Par conséquent, les conclusions présentées dans ce rapport ne sont valables qu'à la Date d'Évaluation, car l'évaluation pourrait changer de manière significative si cette date était modifiée. Le cas échéant, nous recommandons que l'évaluation fasse l'objet d'un suivi attentif, tandis que nous continuons d'observer la manière dont les marchés réagissent à l'évolution de l'environnement.

→ Pour éviter toute ambiguïté, la présente note explicative est fournie uniquement afin de commenter les conditions de marché à la Date d'Évaluation. Elle ne constitue pas une clause d'Incertitude Matérielle telle que définie dans le RICS Red Book.

La valeur comptable des immeubles dans les états financiers d'Immo Moury correspond à la juste valeur telle que calculée par l'expert immobilier indépendant.

INTRANTS NON OBSERVABLES DANS LA DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR

Niveau IFRS	Répartition géographique	Juste Valeur	Typologie	Méthode d'évaluation	Intrants	Intervalle 31 mars 26	Moyenne pondérée	Intervalle 31 mars 25	Moyenne pondérée
3	Liège	30.440.750	Bureaux	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m²)	115 - 231	191	114 - 227	188
					Valeur locative estimée (eur/m²)	109 - 204	171	107 - 201	169
					Surfaces (m²)	1.424 - 1.562	1.514	1.424 - 1.562	1.515
					Taux de capitalisation (%)	6,10% - 6,35%	6,26%	6,00% - 6,10%	6,07%
			Industriel	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m²)	3 - 81	68	3 - 80	67
					Valeur locative estimée (eur/m²)	12 - 75	64	12 - 71	60
					Surfaces (m²)	1.188 - 8.156	3.311	1.188 - 8.156	3.316
					Taux de capitalisation (%)	6,10% - 9,90%	6,81%	6,00% - 9,90%	6,81%
			Commerces	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m²)	85 - 293	272	83 - 376	345
					Valeur locative estimée (eur/m²)	95 - 342	314	95 - 300	278
					Surfaces (m²)	101 - 769	714	101 - 829	769
					Taux de capitalisation (%)	4,79% - 8,25%	5,18%	6,63% - 8,00%	6,79%
			Résidentiel	Méthode unitaire	Prix unitaire (eur/m²)	1054 - 4.016	2.481	1.029 - 3.952	2.156
					Surfaces (m²)	81 - 930	567	81 - 1.241	674
			Projets en cours de construction	Méthode unitaire	Prix unitaire - exit (eur/m²)	3.400 - 3.700	Montant	3.400 - 3.700	3.570
					Prix unitaire - résiduel (eur/m²)	426 - 426	426	426 - 426	426
					Surfaces (m²)	3.380 - 3.380	3.380	3.380 - 3.380	3.380

Certains biens repris dans le portefeuille peuvent combiner plusieurs méthodes d'évaluation. Ces biens sont alors repris dans la catégorie de la méthode dominante pour ces biens.

Lorsqu'un bien est libre d'occupation, celui-ci ne génère pas de loyer passant. Par conséquent, le loyer est repris comme égal à zéro dans le tableau des intrants ci-dessus.

SENSIBILITÉ DES ÉVALUATIONS

Une variation de - 5 % des valeurs locatives estimées des immeubles du portefeuille aurait pour effet de diminuer

la juste valeur du portefeuille et le résultat net de € 1.543 milliers. Ceci engendrerait une augmentation du taux d'endettement de 1,63 %.

Une variation de + 50 points de base sur le rendement initial générerait une diminution de juste valeur du portefeuille et du résultat net de € 2.170 milliers. Ceci engendrerait une augmentation du taux d'endettement de 2,32 %.

Une variation de -5% du prix unitaire générerait une diminution de juste valeur du portefeuille et du résultat net de € 516 milliers. Ceci engendrerait une augmentation du taux d'endettement de 0,53 %.

Il est important de préciser que les niveaux de valeur locative estimée, de taux de rendement et de prix unitaires des immeubles peuvent s'influencer mutuellement. Cette corrélation n'a cependant pas été prise en compte dans le test de sensibilité ci-avant, qui prévoit des variations indépendantes à la hausse ou à la baisse de ces trois paramètres.

PROCESSUS DE VALORISATION

Conformément aux dispositions légales, le processus de valorisation du portefeuille immobilier se déroule sur une base trimestrielle de la manière suivante :

Niveau IFRS	Répartition géographique	Juste Valeur	Typologie	Méthode d'évaluation	Intrants	Intervalle 31 mars 26	Moyenne pondérée	Intervalle 31 mars 25	Moyenne pondérée
3	Hainaut	10.467.000	Bureaux	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m ²)	65 - 194	176	64-191	174
					Valeur locative estimée (eur/m ²)	57 - 173	157	54-173	157
					Surfaces (m ²)	1.870 – 2.665	2.553	1.870-2.665	2.556
					Taux de capitalisation (%)	6,15% - 7,50%	6,24%	5,90%-7,25%	6,00%
			Industriel	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m ²)	54 - 54	52	52-52	52
					Valeur locative estimée (eur/m ²)	44 - 44	43	43-43	43
					Surfaces (m ²)	2.313 – 2.313	2.313	2.313-2.313	2.313
					Taux de capitalisation (%)	7,50% - 7,50%	7,50%	7,40%-7,40%	7,40%
			Projets en cours de construction	Capitalisation de revenus	Loyer annuel (eur/m ²)	-	-	3.405 – 3.405	3.405
					Valeur locative estimée (eur/m ²)	-	-	79 - 79	79
					Surfaces (m ²)	-	-		
					Taux de capitalisation (%)	-	0,00%		
3	Bruxelles	273.000	Résidentiel	Méthode unitaire	Prix unitaire (eur/m ²)	3.456 – 3.456	3.405		
					Surfaces (m ²)	79 - 79	79		

- ➔ Immo Moury envoie à l'expert immobilier en fin de trimestre un tableau récapitulatif de son portefeuille d'immeubles de placement avec les informations suivantes: locataire, loyer annuel, date de début et de fin de bail, prochain break et travaux réalisés.
- ➔ Immo Moury commente à l'expert les informations communiquées et répond aux éventuelles questions que les experts pourraient se poser au sujet des immeubles du portefeuille.

- ➔ Ces informations sont ensuite intégrées par l'expert dans ses modèles de valorisation. Sur base de son expérience de marché et des transactions (locations, acquisitions, etc.) éventuellement constatées dans le marché, il maintient ou modifie les paramètres de valorisation utilisés dans ses modèles, principalement en termes de valeurs locatives estimées, de taux de rendement (taux d'actualisation et/ou de capitalisation), d'hypothèses de vacance locative ou d'investissements à réaliser sur les immeubles.

- ➔ L'expert communique ensuite les valorisations individuelles du portefeuille immobilier telles que résultant de ses calculs. Celles-ci font ensuite l'objet de divers contrôles au sein d'Immo Moury, en vue de la bonne compréhension par la Société des hypothèses prises en compte par les experts dans ses calculs.
- ➔ Le tableau récapitulatif des valorisations individuelles des immeubles est enregistré en comptabilité et soumis aux contrôles du Conseil d'administration et du Commissaire, préalablement à l'arrêt des comptes d'Immo Moury.

20. Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles consistent en du mobilier et matériel de bureau, du matériel roulant ainsi que des bureaux en location.

En milliers d'EUR	Immeubles en location	Mobilier et matériel de bureau	Matériel roulant	TOTAL
VALEURS D'ACQUISITION				
31 mars 2024	90	61	162	313
Acquisitions	36	3	0	39
Cessions/désaffectations	-41	0	0	-41
31 mars 2025	85	64	162	311
Acquisitions	23	0	0	23
Cessions/désaffectations	0	0	0	0
31 mars 2026	108	64	162	334
AMORTISSEMENTS				
31 mars 2024	-13	-61	-102	-176
Dotations	-28	0	-21	-49
Reprises	41	0	0	41
31 mars 2025	0	-61	-123	-176
Dotations	-26	-1	-11	-38
Reprises	0	0	0	0
31 mars 2026	-26	-62	-134	-214
VALEURS NETTES				
31 mars 2024	77	0	60	137
31 mars 2025	85	3	39	127
31 mars 2026	82	2	28	112

21. Actifs financiers non courants

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Actifs financiers non courants	6.724	5.992
Participations dans d'autres sociétés immobilières réglementées	2.465	1.890
Participation dans un fonds d'investissement immobiliers spécialisés avec option de vente	2.398	2.315
Instruments de couverture autorisés	1.808	1.724
Autres	53	63

Au 31 mars 2026, les actifs financiers consistent principalement en :

- titres d'autres SIR pour un montant de € 2.465 milliers;
- actions d'une FIIS pour un montant de € 2.398 milliers;
- et en instruments de couverture autorisés pour € 1.808 milliers.

La norme IFRS 9 définit trois principales catégories en termes de classification des actifs et passifs financiers qui sont les suivants :

- Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net,
- Mesurés obligatoirement à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global
- Mesurés au coût amorti.

Immo Moury a opté pour la classification des titres d'autres SIR à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ceci implique que les résultats futurs sur vente éventuelle seront également enregistrés par le biais des autres éléments du résultat global.

La juste valeur des titres SIR est déterminée sur base des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs (niveau 1 selon IFRS 13).

Au 31 mars 2026, une variation négative de 10 % de la juste valeur des titres de SIR aurait un impact de € -246 milliers sur les fonds propres, de 0,25 % sur le ratio d'endettement et pas d'impact sur le résultat net puisque la variation de juste valeur des titres SIR est enregistrée au niveau des autres éléments du résultat global.

Les titres de la FIIS détenus par Immo Moury sont relatifs à la société Legiapark et sont classifiés comme prêt financier suite à la signature de la convention d'option croisée d'achat/ vente signée avec Noshq Immo. Les flux de trésorerie ne correspondent pas uniquement aux remboursements du principal et aux versements des intérêts. L'actif financier est donc valorisé à sa juste valeur et la variation de juste valeur est enregistrée par le biais du compte de résultat.

Les options croisées d'achat/vente sont exerçables tous les 5 ans à dater du 12 juillet 2021 à un prix déterminé. Le transfert des actions se fera soit par l'exercice de l'option d'achat par Noshq Immo, soit par l'exercice de l'option de vente par Immo Moury. Immo Moury ne pourra pas vendre librement ses actions dans Légiapark SA.

A la date du présent rapport, l'intention d'Immo Moury est de signer un avenant à la convention initiale afin de permettre l'exercice de l'option de vente dans un an, c'est-à-dire au 12 juillet 2027.

La juste valeur des titres FIIS est valorisée à € 2.398 milliers sur base du taux d'intérêt du marché (niveau 3 selon IFRS 13) et en tenant compte d'un risque crédit de 1,5 % sur la contrepartie. La FIIS n'a actuellement pas encore distribué de dividende.

Les instruments de couverture autorisés sont les couvertures bancaires de taux d'intérêts suivantes (niveau 2 selon IFRS 13) :

- couverture à un taux fixe de 2,05 % sur un montant de € 1.600 milliers jusqu'en mars 2036 valorisée en juste valeur à € 239 milliers,
- couverture à un taux fixe de 1,32 % sur un montant de € 10.000 milliers jusqu'en septembre 2031 valorisée en juste valeur à € 1.315 milliers,
- et couverture à un taux fixe de 1,61 % sur un montant de € 2.000 milliers jusqu'en mars 2032 valorisée en juste valeur à € 254 milliers.

Ces contrats ne sont pas de la couverture au sens de IFRS 9.

Leur valorisation diminue suite principalement à la diminution de la période de couverture.

Le poste "Autres " en actifs financiers non courants s'élevant à € 53 milliers consiste en garanties locatives obtenues sous forme numéraire.

Les mutations des titres d'autres SIR peuvent être résumées comme suit :

En unité	Cofinimmo	Aedifica	WDP
EN QUANTITÉ			
Au 31 mars 2024	26.833	-	11.500
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Échange	-	-	-
Au 31 mars 2025	26.833	-	11.500
Acquisitions	-	-	-
Cessions	-	-	-
Échange	-26.833	31.796	-
Au 31 mars 2026	-	31.796	11.500

En milliers d'EUR	Cofinimmo	Aedifica	WDP	Total
EN VALEUR D'ACQUISITION				
Au 31 mars 2024	2.574	-	406	2.980
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Échange	-	-	-	-
Au 31 mars 2025	2.574	-	406	2.980
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Échange	-2.574	2.125	-	-449
Au 31 mars 2026	-	2.125	406	2.531
EN JUSTE VALEUR				
Au 31 mars 2024	1.627	-	304	1.931
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Échange	-	-	-	-
Variation de la juste valeur	11	-	-52	-41
Au 31 mars 2025	1.638	-	252	1.890
Acquisitions	-	-	-	-
Cessions	-	-	-	-
Échange	-2.125	2.125	-	-
Variation de la juste valeur	487	83	5	575
Au 31 mars 2026	-	2.208	257	2.465

En milliers d'EUR	Cofinimmo	Aedifica	WDP	Total
Solde de la variation de la juste valeur comptabilisée en fonds propres au 31 mars 2025	-936	-	-154	-1.049
Solde de la variation de la juste valeur comptabilisée en fonds propres au 31 mars 2026	-449	83	-149	-515

Fin janvier 2026, Aedifica a lancé une offre publique d'échange sur toutes les actions Cofinimmo dans le but de regrouper les deux sociétés et de constituer une plateforme immobilière de santé de plus grande taille et financièrement plus robuste. L'offre permettait aux actionnaires de Cofinimmo de recevoir 1,185 actions Aedifica en échange d'une action Cofinimmo.

Immo Moury a décidé de procéder à l'échange de toutes ses actions Cofinimmo en portefeuille et a reçu 31.796 actions Aedifica contre remise de 26.833 actions Cofinimmo.

Cette transaction n'a pas eu d'impact dans l'état du résultat global. Le solde de la variation de juste valeur comptabilisée en fonds propres pour les titres Cofinimmo restera à € -449 milliers jusqu'à la vente des titres Aedifica. La variation de juste valeur comptabilisée en fonds propres pour les titres Aedifica s'élève à € 83 milliers depuis leur conversion début mars 2026 jusqu'à la clôture au 31 mars 2026.

L'augmentation des participations dans d'autres sociétés immobilières réglementées de € 1.890 milliers au 31 mars 2025 à € 2.465 milliers au 31 mars 2026 est principalement due à la hausse du cours de bourse des titres de Cofinimmo entre le 1^{er} avril 2025 et l'échange (+€ 487 milliers) et la hausse du cours de bourse des titres Aedifica après l'échange des titres Cofinimmo jusqu'au 31 mars 2026 (+€ 83 milliers). La réserve liée à la réévaluation de la juste valeur des actifs financiers contient toutes les variations de juste valeur des titres des autres SIR. Au 31 mars 2026, cette réserve s'élève à € 515 milliers et se compose des éléments suivants :

- la variation de juste valeur négative des titres Cofinimmo, entre l'acquisition de ces titres et leur échange, qui s'élève à € 449 milliers (montant qui restera inchangé jusqu'à la vente des titres Aedifica),
- la variation de juste valeur positive des titres Aedifica, entre l'échange de ces titres et le 31 mars 2026, pour € 83 milliers,

- la variation de juste valeur négative des titres WDP, entre l'acquisition de ces titres et le 31 mars 2026, pour € 149 milliers.

22. Créances commerciales

Au 31 mars 2026, les risques d'insolvabilité de locataires ont été analysés et des réductions de valeur pour créances douteuses ont été enregistrées pour un montant de € 47 milliers et ont été reprises pour un montant de € 18 milliers durant l'exercice 2025-2026.

La juste valeur des créances commerciales est estimée égale à leur valeur comptable vu leur échéance à court terme (niveau 2 selon IFRS 13).

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Créances commerciales	287	295
Créances commerciales hors IFRIC 21	62	32
Provision pour créances douteuses	-45	-16
Factures à établir pour la refacturation du précompte immobilier ¹	270	279

1. Ce poste est dû à l'application de IFRIC 21 qui impose de tenir compte des taxes annuelles au 1^{er} janvier de l'année concernée. De ce fait, la refacturation doit également être considérée au 1^{er} janvier de cette même année.

Les factures à établir pour la refacturation du précompte immobilier proviennent de l'application de IFRIC 21 qui impose de tenir compte des taxes annuelles au 1^{er} janvier de l'année concernée. De ce fait, la refacturation doit également être considérée au 1^{er} janvier de cette même année.

Vu le faible niveau des créances commerciales ouvertes, il n'y a aucun risque de concentration sur ce poste.

Les créances commerciales sont détaillées ci-dessous sur base de leur date d'échéance:

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Créances commerciales hors IFRIC 21	62	32
Non échues	8	22
Échues à moins de 30 jours	4	0
Échues entre 31 jours et 60 jours	10	2
Échues à plus de 60 jours	40	8

Les loyers versés anticipativement par les locataires s'élèvent à € 96 milliers au 31 mars 2026 et sont classés au passif en "Comptes de régularisation".

23. Autres créances fiscales et autres actifs courants

La juste valeur des créances fiscales et autres actifs courants est estimée égale à leur valeur comptable vu leur échéance à court terme (niveau 2 selon IFRS 13).

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Créances fiscales et autres actifs courants	7	7
Impôts	7	0
Autres	0	7

24. Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 31 mars 2026, le montant de trésorerie de € 164 milliers consiste uniquement en des dépôts bancaires sur des comptes à vue.

25. Comptes de régularisation

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Comptes de régularisation	27	31
Charges à reporter	22	26
Produits à recevoir	5	5

Les charges à reporter sont des charges relatives à l'année civile 2026 alors qu'uniquement le premier trimestre est imputable à l'exercice 2025-2026 d'Immo Moury.

26. État du capital

CAPITAL ÉMIS

Au 31 mars 2026, le capital social s'élève à € 22.073.220,00 et est représenté par 463.154 actions, entièrement souscrites et libérées, sans désignation de valeur nominale.

CAPITAL AUTORISÉ

L'administrateur unique est autorisé, depuis l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, pour une période de 5 ans à dater de la publication au Moniteur, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital à concurrence de maximum € 22.073.220.

Cette(ces) augmentation(s) de capital peu(ven)t être effectuée(s) par apport(s) en numéraire ou en nature.

Les modifications du capital depuis le 31 mars 2008 sont les suivantes :

	Montant en €	Nombre d'actions
Au 31 mars 2008	5.000.000	100.000
Scission partielle "Société Anonyme de Réalisations Immobilières SA" (en abrégé SARI)	9.742.402	194.848
Scission partielle "Béton & matériaux SA" (en abrégé BEMAT)	650.000	13.000
Scission partielle "Entreprises G. Moury SA" (en abrégé MOURY)	2.610.000	52.200
Fusion "Compagnie Internationale de Développement et de Promotion SA" (en abrégé CIDP)	1.000.000	46.239
Au 31 mars 2009	19.002.402	406.287
-	0	0
Au 31 mars 2010	19.002.402	406.287
-	0	0
Au 31 mars 2011	19.002.402	406.287
Fusion "L'Écureuil SCRL"	3.070.818	56.867
Au 31 mars 2012	22.073.220	463.154
Aucune modification entre le 1 ^{er} avril 2012 et le 31 mars 2025	0	0
Au 31 mars 2025	22.073.220	463.154
-	0	0
Au 31 mars 2026	22.073.220	463.154

Les scissions partielles et la fusion CIDP ont été approuvées lors d'assemblées générales tenues le 30 avril 2008.

La fusion par absorption de L'Écureuil SCRL a été approuvée lors de l'assemblée générale extraordinaire du 30 mars 2012.

La fusion avec Les Portes de Liège SRL n'a pas eu d'impact sur le capital d'Immo Moury vu qu'elle était détenue à 100 % depuis son acquisition en octobre 2021.

ACTIONS PROPRES

Immo Moury peut acquérir ses propres actions en vertu de la décision prise lors de l'assemblée générale du 26 janvier 2023, en tenant compte des quorums de présence et de vote déterminés à l'article 7:154 du Code des sociétés et associations, moyennant communication de l'opération à la FSMA et conformément aux dispositions des articles 7:215 et suivants du Code des sociétés et associations applicables à cette date.

L'assemblée générale extraordinaire a décidé d'autoriser l'administrateur unique d'Immo Moury :

- de renouveler, conformément à l'article 7:215, § 1^{er}, al. 4 du CSA, pour une période de trois (3) ans à dater de la publication aux

- Annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, l'autorisation accordée à l'organe d'administration, d'acquérir, de prendre en gage et d'aliéner des actions propres sans décision préalable de l'assemblée générale, lorsque cette acquisition est nécessaire pour éviter à la Société un dommage grave et imminent;
- de renouveler, conformément aux articles 7:215, § 1^{er}, al. 2 et 7:226 du CSA, pour une période de cinq
- (5) ans à compter de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 26 janvier 2023, l'autorisation accordée à l'organe d'administration une autorisation d'acquérir et de prendre en gage (même hors Bourse) pour compte

de la Société à un prix unitaire qui ne peut pas être inférieur à 85 % et supérieur à 115 % du cours de bourse de clôture du jour précédant la date de la transaction (acquisition et prise en gage), sans que la Société ne puisse à aucun moment détenir plus de 20 % du total des actions émises;

- d'accorder, conformément à l'article 7:218, du CSA, à l'organe d'administration l'autorisation d'aliéner des actions propres à une ou plusieurs personnes déterminées autres que des membres du personnel de la Société ou de ses filiales.

Au 31 mars 2026, le portefeuille d'actions propres s'élève à 1.030 actions pour un total de € 51 milliers et est inchangé par rapport au 31 mars 2025.

ACTIONNARIAT AU 31 MARS 2026

Actionnaires	Nombre actions	Pourcentage
Anne Christelle Horion	123.093	26,58 %
Geoffroy Horion	123.062	26,57 %
Gilles-Olivier Moury	1	0,00 %
Sari Finance SA	57.340	12,38 %
Moury Management SA	1.000	0,21 %
Moury Construct ¹	820	0,18 %
Actions propres	1.030	0,22 %
Public	156.808	33,86 %
Total	463.154	100,00 %

1. Les actions d'Immo Moury SA détenues par Moury Construct sont destinées à être échangées contre des coupons 22 de Moury Construct.

27. Dettes financières non courantes et courantes

En milliers d'EUR	31 mars 2025	Mouvement de l'année	31 mars 2026
Dettes financières non courantes	18.759	-560	18.199
Straight loan BNP	6.900	0	6.900
Straight loan BELFIUS	11.445	-550	10.895
Dettes de location financement	358	1	359
Garanties locatives reçues	56	-11	45
Dettes financières courantes	3.446	201	3.647
Avance à terme fixe CBC	217	203	420
Avances à terme fixe BNP	3.200	0	3.200
Dettes de location financement	29	-2	27
Lignes de crédit non utilisées	2.138	347	2.485

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Compte de résultats		
Charges d'intérêts sur la dette de location de financement	0	0
Charges d'intérêts sur les straight loans et avances à terme	604	475

En octobre 2013, Immo Moury SA a signé auprès de la KBC Bank une avance à terme fixe de 6 mois renouvelable pour un montant de € 1.200 milliers qui a été augmentée à € 1.800 milliers par la suite. Le taux d'intérêt pour chaque avance est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 1,10%. En octobre 2016, la ligne KBC de € 1.800 milliers a été transférée vers CBC. Au 31 mars 2026, cette ligne de crédit court terme est utilisée à concurrence de € 420 milliers.

En mars 2016, Immo Moury SA a signé auprès de la banque BNP Paribas Fortis une avance à terme fixe de 6 mois renouvelable pour un montant de € 3.200 milliers. Le taux d'intérêt pour chaque avance est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 0,75 %. Au 31 mars 2026, cette ligne de crédit court terme est utilisée totalement.

En mai 2020, Immo Moury SA a signé auprès de la banque BNP Paribas Fortis un crédit revolving d'une durée de 7 ans pour un montant de € 1.900 milliers. Le taux d'intérêt est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 1,10 %. Au 31 mars 2026, cette ligne de crédit long terme est utilisée totalement.

En octobre 2025, Immo Moury SA a renouvelé auprès de la banque BNP Paribas Fortis son crédit revolving d'un montant de € 5.000 milliers pour une durée de 7 ans jusqu'au 31 janvier 2033. Le taux d'intérêt est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 1,15 %. Au 31 mars 2026, cette ligne de crédit long terme est utilisée totalement.

En septembre 2021, Immo Moury SA a signé auprès de la banque Belfius deux avances à terme fixe de € 4.000 milliers et € 6.000 milliers pour une durée de respectivement 6 et 7 ans. Le taux pour

chaque avance est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 1,00 %. Au 31 mars 2026, ces lignes de crédit long terme sont utilisées totalement.

En janvier 2022, Immo Moury SA a signé auprès de la banque Belfius une nouvelle avance à terme fixe d'une durée de 5 ans pour un montant de € 2.000 milliers. Le taux pour chaque avance est fixé sur la base du taux d'intérêt de référence EURIBOR majoré d'une marge de 1,00%. Au 31 mars 2026, cette ligne de crédit long terme est utilisée à concurrence de € 895 milliers.

Les prélèvements sur ces lignes de crédit sont d'une durée de 6 mois et dépendent des besoins de financement d'Immo Moury.

Aucun covenant n'est requis pour les financements d'Immo Moury autre que les limitations déjà imposées à la société suite aux législations et réglementations lui étant applicables.

La juste valeur des dettes financières relative aux straight loans et revolving loans est estimée identique à leur valeur comptable vu que le taux d'intérêt est variable (niveau 2 selon IFRS13). Les remboursements des dettes financières

sont détaillés au niveau du flux de trésorerie.

Les paiements minimums futurs à effectuer au titre du contrat de location-financement sont détaillés ci-dessous.

Il s'agit des redevances futures non actualisées qui seront payées de manière certaine par Immo Moury, en vertu de deux contrats de location en cours :

- le contrat de location financement relatif au bail emphytéotique avec la Ville de Liège pour l'immeuble de bureaux situé rue de Mons à Liège qui prendra fin en août 2078 (€ 300 milliers);
- la convention, de fourniture de services et de concession d'espaces d'une durée indéterminée pour le siège social situé à Ans et dont la durée minimale est estimée à trois ans vu l'intéressante localisation

de l'immeuble, les aménagements appropriés et les services proposés (€ 86 milliers).

La juste valeur des dettes financières courantes et non courantes relatives aux dettes location financement estimées sur base d'une actualisation des décaissements futurs à un taux de marché (niveau 2 selon IFRS 13) s'élève à € 282 milliers.

28. Dettes commerciales et autres dettes courantes

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Dettes commerciales et autres dettes courantes	631	608
Fournisseurs	19	16
Factures à recevoir	82	42
Locataires	9	0
Impôts, rémunérations et charges sociales ¹	521	550

La juste valeur des dettes commerciales et autres dettes courantes est estimée identique à leur valeur comptable vu leur échéance à court terme (niveau 2 selon IFRS 13).

1. Ce poste inclut le précompte immobilier de l'année débutée suite à l'application de IFRIC 21 qui impose de tenir compte des taxes annuelles au 1^{er} janvier de l'année concernée.

29. Comptes de régularisation

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
Comptes de régularisation	96	109
Loyers perçus anticipativement	96	109
Autres	0	0

30. Instruments financiers

En milliers d'EUR	Date	Total	Echéant dans l'année	Echéant entre 1 et 5 ans	Echéant dans plus de 5 ans
Straight loans	31 mars 2026	17.795		17.795	
	31 mars 2025	18.345	-	18.345	
Dettes de location financement	31 mars 2026	386	27	92	267
	31 mars 2025	387	29	91	267
Avance à terme fixe	31 mars 2026	3.620	3.620		
	31 mars 2025	3.417	3.417	-	-
TOTAL	31 mars 2026	21.801	3.647	17.887	267
	31 mars 2025	22.149	3.446	18.436	267

Les principaux risques financiers sont exposés et commentés dans le rapport de gestion dans la section "Informations sur les risques".

La sensibilité au risque de liquidité est présentée en note 27.

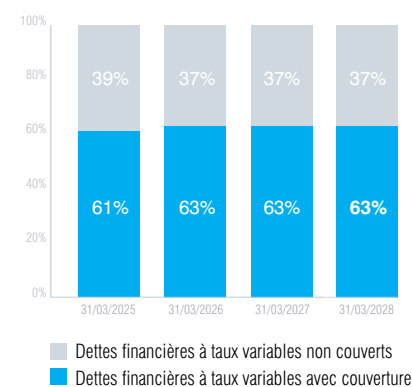
La sensibilité au risque d'intérêt concerne les lignes de crédit disponibles :

- Une augmentation du taux d'intérêt Euribor de 0,5 % génèrerait une augmentation de la charge d'intérêts annuelle de € 52 milliers dans l'hypothèse où les lignes de crédit seraient utilisées à concurrence de € 23.900 milliers de manière ininterrompue pendant un an (correspondant au niveau d'utilisation totale des lignes crédit disponibles et tenant compte des couvertures).
- Concernant la couverture à taux fixe mentionnée, Immo Moury a conclu :

- le 16 mars 2016, un IRS à 2,05 % contre Euribor 6 mois couvrant la période du 31 mars 2016 au 31 mars 2036 et portant sur un montant notionnel de € 1,6 millions. Au 31 mars 2026, sa juste valeur comptabilisée en "Actifs financiers non courants" s'élève à € 239 milliers (contre 207 milliers au 31 mars 2025).
- le 16 septembre 2021, un IRS à 1,32 % contre Euribor 6 mois couvrant la période du 30 septembre 2021 au 30 septembre 2031 et portant sur un montant notionnel de € 10 millions. Au 31 mars 2026, sa juste valeur comptabilisée en "Actifs financiers non courants" s'élève à € 1.315 milliers (contre 1.278 milliers au 31 mars 2025).
- le 12 janvier 2022, un IRS à 1,61 % contre Euribor 6 mois couvrant la période du 31 mars 2022 au 30 septembre 2032 et portant sur un montant notionnel de € 2 millions. Au 31 mars 2026, sa juste valeur

comptabilisée en "Actifs financiers non courants" s'élève à € 254 milliers (contre € 239 milliers au 31 mars 2025).

Au 31 mars 2026, sur le volume de dettes financières de € 21.801 milliers repris ci-dessus, un montant de € 13.600 milliers est à taux variable avec couverture de taux d'intérêt (62 %) et le solde équivalent à € 8.201 milliers est à taux variable non couvert (38 %).



Au 31 mars 2025, sur le volume de dettes financières de € 22.149 milliers, un montant de € 13.600 milliers était à

Type	Montant notionnel (en milliers d'EUR)	Date de départ	Date de fin	Taux d'intérêt	Taux variable de référence	Juste valeur (en milliers d'EUR)	
						31 mars 2026	31 mars 2025
IRS	1.600	31-03-16	31-03-36	2,05 %	Euribor 6 mois	239	207
IRS	10.000	30-09-21	30-09-31	1,32 %	Euribor 6 mois	1.315	1.278
IRS	2.000	31-03-22	31-03-32	1,61 %	Euribor 6 mois	254	239

taux variable avec couverture de taux d'intérêt (61%) et le solde équivalent à € 8.549 milliers était à taux variable non couvert (39%).

Le plan d'endettement repris ci-dessus considère les opérations conclues à ce jour.

Au 31 mars 2026, le résultat financier comprend un produit de € 84 milliers,

représentant la variation, entre le 31 mars 2025 et le 31 mars 2026, de la juste valeur de l'instrument financier pour lequel la comptabilité de couverture (au sens de l'IFRS 9) n'est pas appliquée.

Cet élément du résultat n'affecte pas le cash flow d'Immo Moury. A la date d'échéance finale de l'instrument financier, sa valeur sera nulle et les variations de valeur constatées d'un

exercice comptable à l'autre auront intégralement été contre-passées en résultats.

Une simulation a été réalisée et indique qu'une baisse supplémentaire de 25 points de base des taux d'intérêts long terme (10 ans) se traduirait par une charge (non monétaire) de € 193 milliers sur l'IRS.

31. Ratio d'endettement

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
PASSIF	22.574	22.921
I. Passifs non courants		
A. Provisions	0	0
C. Autres passifs financiers courants – Instruments de couverture autorisés	0	0
F. Passifs d'impôts différés	0	0
II. Passifs courants		
A. Provisions	0	0
C. Autres passifs financiers non courants – Instruments de couverture autorisés	0	0
F. Comptes de régularisation	-97	-109
Total du passif pris en compte pour le calcul du ratio (numérateur)	22.477	22.812
Total de l'actif du bilan	48.721	48.031
Instruments de couverture autorisés comptabilisés à l'actif du bilan	-1.808	-1.724
Total de l'actif du bilan pris en compte pour le calcul du ratio (dénominateur)	46.913	46.307
Taux d'endettement	47,91%	49,26%

32. Événements post clôture

Le Conseil n'a pas eu connaissance à ce jour d'événements qui seraient survenus après le 31 mars 2026 et qui pourraient avoir une incidence

significative sur la situation financière arrêtée au 31 mars 2026.

33. Dividendes payés et proposés

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
DIVIDENDES DÉCLARÉS ET PAYÉS LORS DE L'EXERCICE		
Dividende relatif à l'exercice 2023-2024 (€ 2,00 brut par action hors actions propres)		924
Dividende relatif à l'exercice 2024-2025 (€ 1,80 brut par action hors actions propres)	832	
DIVIDENDES PROPOSÉS A L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE POUR APPROBATION		
Dividende relatif à l'exercice 2024-2025 (€ 1,80 brut par action hors actions propres)		832
Dividende relatif à l'exercice 2025-2026 (€ 1,80 brut par action hors actions propres)	832	

Les dividendes sont déclarés pour les actions émises hormis les actions propres à la date de mise en paiement

34. Actifs et passifs éventuels, droits et engagements

Les opérations non inscrites au bilan sont reprises ci-dessous :

GARANTIES BANCAIRES

De manière générale, Immo Moury obtient des garanties locatives conformes aux pratiques du marché et à la législation applicable, essentiellement sous la forme de garantie bancaire, ou de compte bloqué, dans le cadre de la location de ses immeubles.

Au 31 mars 2026, les garanties bancaires en faveur d'Immo Moury s'élèvent à € 610 milliers (contre € 661 milliers au 31 mars 2025).

GARANTIE DE POLLUTION DES SOLS ET AMIANTE

Lors des fusions, acquisitions et scissions partielles, les sociétés Bemat SA, Entreprises G Moury SA, Sari SA, et Sari Finance SA ont apporté à Immo Moury les garanties suivantes :

- En matière de pollution des sols, les sociétés apporteurs ou leurs actionnaires ont garanti à Immo Moury qu'à leur connaissance, l'usage des terrains, sols, sous-sols et immeubles bâtis transféré à Immo Moury n'a causé aucune pollution qui serait de nature à entraîner de quelconques obligations ou responsabilités dans le chef d'Immo Moury;
- En matière d'amiante, les sociétés apporteurs ou leurs actionnaires se sont engagées à l'égard d'Immo Moury à prendre à leur charge les frais d'établissement d'un inventaire relatif à la présence d'amiante dans les Immeubles si Immo Moury ou un de ses locataires en faisait la demande, ainsi que les coûts des éventuels travaux de désamiantage qui seraient requis par la réglementation applicable.

Toutefois, en dépit des garanties précitées, il ne peut être exclu que, dans l'hypothèse où les engagements des

sociétés apporteurs ne paraîtraient pas suffisants, un recours soit fait contre Immo Moury qui pourrait, s'il se présentait, avoir des conséquences financières importantes mais actuellement impossible à déterminer pour Immo Moury .

À ce jour, Immo Moury n'a connaissance d'aucun litige, réclamation ou autre problème potentiel en matière environnementale et n'a jamais été confrontée à des problèmes similaires par le passé.

Au 31 mars 2026, les seules informations dont dispose Immo Moury au sujet de la qualité des sols consiste en différents courriers de la Spaque qui indiquent soit que le terrain n'est pas repris sur la liste d'inventaire dressée par la Spaque (ce qui implique qu'il n'existe aucun élément connu relatif à une éventuelle pollution du sol), soit que, s'il existe un risque faible de pollution, la Spaque "ne dispose d'aucune donnée analytique permettant de se prononcer objectivement sur la qualité des sols".

35. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées telles que définies par la norme IAS 24 ainsi que les opérations visées par l'article 37 de la loi du 12 mai 2014 sont commentées ci-dessous.

LA FAMILLE MOURY EST L'ACTIONNAIRE DE CONTRÔLE D'IMMO MOURY SA

Actionnaires	Nombre actions	Pourcentage
Anne Christelle Horion	123.093	26,57%
Geoffroy Horion	123.062	26,57%
Gilles-Olivier Moury ¹	1	0,00%
Sari Finance s.a.	57.340	12,38%
Moury Management s.a.	1.000	0,22%
Famille Moury	304.496	65,74%
Moury Construct	820	0,18%
Actions propres	1.030	0,22%
Public	156.808	33,86%
Total	463.154	100,00%

1. Les actions d'Immo Moury SA détenues par Moury Construct sont destinées à être échangées contre des coupons 22 de Moury Construct.

En milliers d'EUR	31 mars 2026	31 mars 2025
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL		
Revenus locatifs et récupération des charges locatives et taxes assumées par le locataire		
Bemat	132	128
Charges relatives à la location (HTVA)		
Entreprises Gilles Moury	32	28
Charges immobilières et frais généraux (HTVA)		
Moury Management	75	75
Entreprises Gilles Moury	1	1
Bemat	0	0
Mosaboïs	32	96
ACTIF		
Travaux activés (HTVA)		
Entreprises Gilles Moury	0	0
Bemat	0	0
Créances commerciales		
Bemat	0	0
PASSIF		
Dettes fournisseurs		
Moury Management	0	0
Entreprises Gilles Moury	0	0
Bemat	0	0
Mosaboïs	0	0

REVENUS LOCATIFS

La société Bemat SA loue ses bureaux et son entrepôt à Immo Moury sur base d'un bail à durée ferme de 9 ans jusqu'en mars 2029. Le loyer et les frais facturés à Bemat lors de l'exercice 2025-2026 s'élèvent à € 128 milliers (contre € 128 milliers en 2024-2025).

RÉMUNÉRATION DE L'ADMINISTRATEUR UNIQUE (MOURY MANAGEMENT SA)

Comme prévu à l'article 13 des statuts d'Immo Moury, l'administrateur unique exerce son mandat avec rémunération.

La rémunération de l'administrateur unique est fixée annuellement par l'assemblée générale de la société en conformité avec la réglementation SIR. L'administrateur unique a droit par ailleurs au remboursement des frais qui sont directement liés à son mandat.

La rémunération de l'administrateur unique pour l'exercice se clôturant au 31 mars 2026 s'élève au € 75 milliers.

BUREAUX DU SIÈGE SOCIAL

Depuis août 2020, Immo Moury a déménagé dans le Moury business center à Ans, rue des Anglais 6a. La

convention, de fourniture de services et de concession d'espaces a été signée avec les Entreprises Gilles Moury pour une durée indéterminée. Cette convention prévoit une redevance trimestrielle de € 4.781 hors TVA. Le montant payé pour la mise à disposition de bureaux est similaire à celui de l'exercice précédent.

Toutes les transactions avec des parties liées dont question ici ont été et sont réalisées à des conditions ne s'éloignant pas de manière significative des conditions du marché.

36. Déclarations du management

Le Conseil d'administration de Moury Management SA déclare également que, pour autant qu'il en soit au courant:

- M. Michel Foret, administrateur non exécutif indépendant et président du Conseil d'administration;
- M. Gilles-Olivier Moury, administrateur exécutif non indépendant et délégué à la gestion journalière d'Immo Moury. Il est le représentant permanent de Moury Management auprès d'Immo Moury;
- Mme Christelle Goffin, administrateur exécutif non indépendant et délégué à la gestion journalière d'Immo Moury;
- Mme Danielle Coune, administrateur non exécutif indépendant;
- M. Pierre Gustin, administrateur non exécutif indépendant

atteste que, à sa connaissance :

- les états financiers, établis conformément aux normes comptables applicables, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur;
- le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

Le Conseil d'administration de Moury Management SA déclare également que, pour autant qu'il en soit au courant:

- aucun contrat de travail n'a été conclu avec les Administrateurs, ni avec Immo Moury, qui prévoit le paiement d'indemnités lors de la résiliation du contrat de travail.
- aucun administrateur n'a fait l'objet d'une condamnation pour fraude;
- aucun administrateur n'a été associé en qualité de membre d'un organe d'administration, de direction ou de surveillance ou de directeur général à une faillite, mise sous séquestre ou liquidation;



Immo Moury SA

Rapport du commissaire à l'assemblée générale pour l'exercice clos le
31 mars 2026 - Comptes annuels

Rapport du commissaire à l'assemblée générale de Immo Moury SA pour l'exercice clos le 31 mars 2026 - Comptes annuels

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de Immo Moury SA (la « société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 9 septembre 2025, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur recommandation du comité d'audit. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 mars 2028. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de Immo Moury SA durant 13 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des états financiers annuels de Immo Moury SA (la « société »), comprenant l'état de la situation financière au 31 mars 2026, ainsi que l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et un tableau des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives, dont le total de l'état de la situation financière s'élève à 48 721 (000) EUR et dont l'état du résultat net se solde par un bénéfice de l'exercice de 1 294 (000) EUR.

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la société au 31 mars 2026, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA), telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE90 4350 2974 5132 - BIC KREDBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Points clés de l'audit	Comment notre audit a traité les points clés de l'audit
Valorisation des immeubles de placement	
- Immo Moury SA possède et gère un portefeuille d'immeubles de placement valorisé à 41 399 (000) EUR au 31 mars 2026, représentant 85% du total du bilan. Les variations de valeur du portefeuille immobilier ont un impact significatif sur le résultat net et sur les fonds propres. - Le portefeuille comprend des immeubles donnés en location. - La société utilise chaque trimestre des experts immobiliers indépendants pour valoriser à la juste valeur son portefeuille d'immeubles. Ces experts sont nommés par la Direction. Ils ont une connaissance confirmée des marchés immobiliers sur lesquels opère la société. - Les données clés de l'exercice de valorisation sont les taux de capitalisation ainsi que les loyers de marché, qui sont influencés par les tendances du marché, les transactions comparables ainsi que les caractéristiques spécifiques de chaque immeuble dans le portefeuille. - La valorisation du portefeuille est sujette à des jugements importants et s'appuie sur un certain nombre d'hypothèses. Les incertitudes liées aux estimations et jugements, conjugué au fait qu'une faible différence en pourcentage dans les valorisations individuelles d'immeubles pourrait avoir, en agrégé, un impact significatif sur le compte de résultat et le bilan, justifient une attention particulière dans le cadre de nos travaux d'audit. - Nous renvoyons aux états financiers, y compris les notes afférentes aux états financiers : note 3, informations générales et méthodes comptables, note 19, Immeubles de placement.	- Nous avons évalué le contrôle interne mis en place par la direction en lien avec la valorisation des immeubles de placement et avons testé leur conception et leur mise en œuvre. - Nous avons évalué la compétence, l'indépendance et l'intégrité des experts immobiliers. - Nous avons également revu les hypothèses clés en les comparant aux données du marché ou à des transactions immobilières comparables fournies par les experts immobiliers, en particulier en ce qui concerne le taux de capitalisation et les loyers de marché. - Nous avons comparé les montants repris dans les rapports d'évaluation des experts immobiliers aux données comptables et ensuite nous les avons réconciliés aux états financiers. - Nous avons revu et challengé le processus de valorisation, la performance du portefeuille, les hypothèses et jugements importants en particulier pour les taux de capitalisation et les loyers. - Dans le cadre de nos procédures d'audit réalisées sur les acquisitions et les cessions d'immeubles de placement, nous avons examiné des contrats significatifs et la documentation sur le traitement comptable appliqué à ces transactions. - Nous avons effectué des procédures d'audit pour évaluer l'intégrité et l'exhaustivité des informations fournies aux experts indépendants en matière de revenus locatifs, de caractéristiques clés des contrats de location et d'occupation. - Nous avons vérifié que les notes annexes aux états financiers sont en adéquation avec les normes IFRS.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la société ni quant à l'efficacité ou l'efficacé avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE90 4350 2974 5132 - BIC KREDBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;

- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons aux personnes constituant au comité d'audit notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les observations importantes découlant de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Nous fournissons également aux personnes constituant au comité d'audit une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles déontologiques pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les éventuelles mesures de sauvegarde y relatives.

Parmi les points communiqués aux personnes constituant au comité d'audit, nous déterminons les points qui ont été les plus importants lors de l'audit des comptes annuels de la période en cours, qui sont de ce fait les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport du commissaire, sauf si la loi ou la réglementation en interdit la publication.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mandat et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans ses aspects significatifs, le rapport de gestion et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12, § 1, 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL

Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem

VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE90 4350 2974 5132 - BIC KREDBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Mentions relatives à l'indépendance

Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.
- Nous n'avons pas à vous signaler d'opération conclue ou de décision prise en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations, à l'exception du fait que :
 - La nomination de Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL en tant que commissaire n'a pas été publiée comme requis par l'article 2:14 du Code des sociétés et des associations.
- Le présent rapport est conforme au contenu de notre rapport complémentaire destiné au comité d'audit visé à l'article 11 du règlement (UE) n° 537/2014.

Signé à Zaventem.

Le commissaire

DocuSigned with Itsme – EU Qualified,

Deloitte Réviseurs d'Entreprises SRL

Représentée par Jo Van Baelen

Deloitte.

Deloitte Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BV/SRL
Registered Office: Gateway building, Luchthaven Brussel Nationaal 1 J, B-1930 Zaventem
VAT BE 0429.053.863 - RPR Brussel/RPM Bruxelles - IBAN BE90 4350 2974 5132 - BIC KREDBEBB

Member of Deloitte Touche Tohmatsu Limited

Renseignements généraux

Dénomination	Immo Moury SA, Société immobilière réglementée publique de droit belge.
Siège social	Le siège social est établi à 4430 Ans, rue des Anglais 6a.
Constitution et forme juridique	Immo Moury a été constituée suivant les termes d'un acte dressé par le Notaire Philippe Dusart, à Liège, le 18 juillet 2007, publié à l'Annexe du Moniteur belge du 9 août suivant, sous le numéro 07118942. Le 21 août 2007, Immo Moury est agréée comme société d'investissement immobilière à capital fixe publique de droit belge, en abrégé Sicaif immobilière publique de droit belge, inscrite auprès de la FSMA. À partir du 7 novembre 2014, Immo Moury a acquis le statut de société immobilière réglementée publique. Le 26 janvier 2023, Immo Moury a changé de forme juridique pour devenir une société anonyme.
Durée	La société est constituée pour une durée illimitée.
Registre des Personnes Morales	La société est inscrite au Registre des Personnes Morales (R.P.M.) de Liège sous le n° 891 197 002. Son numéro de TVA est le BE 0891 197 002.
Exercice social	L'exercice social commence le 1 ^{er} avril et se clôture le 31 mars de chaque année.
Lieux où les documents accessibles au public peuvent être consultés	Les statuts de la société peuvent être consultés au Greffe du Tribunal de Commerce de Liège ainsi que sur le site www.immomoury.com. Les comptes statutaires d'Immo Moury sont déposés à la Banque Nationale de Belgique, conformément aux dispositions légales en la matière. Les convocations aux Assemblées Générales sont publiées aux annexes du Moniteur belge et dans le quotidien financier L'ECHO, ainsi que sur le site www.immomoury.com. Le rapport financier annuel peut être obtenu au siège social ou sur le site www.immomoury.com. Tous les communiqués de presse et autres informations financières sont transmis à la presse financière, à Euronext et sont disponibles sur le site www.immomoury.com.

Fiche informative

Nom	IMMO MOURY SA
Forme	Société anonyme
Statut	Société immobilière réglementée publique de droit belge
Adresse	rue des Anglais 6A, 4430 Ans - Belgique Tél.: +32 (0) 4 221 03 10 Fax: +32 (0) 4 221 53 10 Web: www.immomoury.com E-mail: info@immomoury.com
R.P.M./R.PR	Liège
N° d'entreprise	BE 0891 197 002
Banque	Banque Degroof - CBC Banque - BNP Paribas Fortis - Belfius
Date de constitution	18 juillet 2007
Date d'agrément SICAFI	21 août 2007
Date de conversion en SIR	7 novembre 2014
Durée	Illimitée
Commissaire	DELOITTE Reviseurs d'Entreprises SRL Représentée par Benjamin Henrion
Management	MOURY MANAGEMENT SA
Date de clôture des comptes	31 mars
Nombre d'actions	463.154
Expert Immobilier	Cushman & Wakefield VOF
Secteurs	Bureaux, commerces et semi-industriel et résidentiel.
Personnes de contact	Sonia LASCHET, Directrice financière d'Immo Moury SA

Calendrier financier

08 septembre 2026	Assemblée générale ordinaire des actionnaires
16 octobre 2026	Mise en paiement du dividende
18 décembre 2026	Rapport financier semestriel 2026-2027
courant juillet 2027	Rapport financier annuel 2026-2027



IMMOMOURY

RUE DES ANGLAIS, 6A
4430 ANS

REGISTRE DU COMMERCE N°0891 197 002